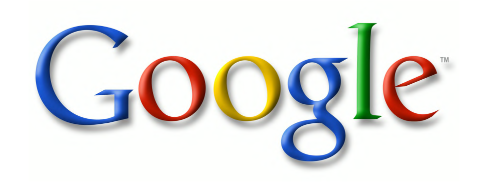



SE TAIRE ET FAIRE


GN
S6

LES SLAVES
D'AUTRICHE
ET LES MAGYARS

ÉTUDES ETHNOGRAPHIQUES, POLITIQUES ET LITTÉRAIRES

SUR LES

POLONO-GALLICIENS, RUTHÈNES, TCHÈQUES OU BOHÊMES, MORAVES, SLOVAQUES, SLOVENTZIS OU WENDES MÉRIDIONAUX, CROATES, SLAVONS, DALMATES, SERBES, ETC.

ET

LES HONGROIS PROPREMENT DITS

OU MAGYARS

PARIS

PASSARD, LIBRAIRE-ÉDITEUR

7, RUE DES GRANDS-AUGUSTINS.

1861

—

BIBLIOTHÈQUE

DE

L'ORIENT EUROPÉEN

BIBLIOTHÈQUE SLAVE

SCEAUX. — TYPOGRAPHIE DE E. DÉPÉE.

LES SLAVES

D'AUTRICHE

ET LES MAGYARS

ÉTUDES ETHNOGRAPHIQUES, POLITIQUES ET LITTÉRAIRES

SUR LES

POLONO-GALLICIENS, RUTHÈNES, TCHÈQUES OU BOHÊMES, MORAVES, SLOVAQUES, SLOVENTZIS OU WENDES MÉRIDIONAUX, CROATES, SLAVONS, DALMATES, SERBES, ETC.

ET

LES HONGROIS PROPREMENT DITS

OU MAGYARS

PARIS

PASSARD, LIBRAIRE-ÉDITEUR

7, RUE DES GRANDS-AUGUSTINS.

1861

AVANT-PROPOS[1]

Ou lit dans le journal *le Nord*, du 18 août 1860 :

Nous avons souvent été à même, à notre grand regret, de constater dans plusieurs journaux, lorsque la question des races slaves s'y trouvait évoquée, un défaut essentiel de notions et de renseignements sur une des plus graves questions qui intéressent l'avenir de l'Europe.

Nous croyons devoir en conséquence ouvrir nos colonnes à un travail considérable sur les populations slaves de l'Autriche, dû à la plume la plus autorisée et la plus marquante dans cette matière. Nous publions ce travail, sur lequel nous

(1) Ce travail a été inséré dans *le Nord*, avant d'être réuni en brochure. Nous croyons devoir conserver en le publiant, l'avant-propos et les notes, dont la rédaction du *Nord* l'avait accompagnée. Ces commentaires d'une feuille qui fait autorité en matière politique, ne peuvent qu'intéresser et éclairer le lecteur.

NOTE DE L'ÉDITEUR.

appelons toute l'attention de nos lecteurs, sans en rien retrancher, nous réservant le droit de présenter, sous forme de notes, les observations que certains passages pourraient nous suggérer.

LES SLAVES

D'AUTRICHE.

L'Autriche est malade, bien malade! Voilà un mot prononcé d'abord par un homme du parti conservateur en Autriche et répété cent fois dans les journaux, de sorte qu'il a passé en proverbe. Mais si tout le monde est d'accord sur la maladie, les opinions sur son caractère, sur les causes, sur la possibilité d'y apporter remède et les moyens à employer diffèrent considérablement.

Il est inutile de dire que les suites de cette maladie peuvent avoir des conséquences de la plus haute importance pour toutes les nations de l'Europe; car si le malade devait succomber, les disputes qu'entraînerait le partage d'un héritage aussi riche se-

raient bien autrement graves que celles que pourrait entraîner le partage de la Turquie. Si un édifice aussi élevé venait à s'écrouler, les débris en tomberaient bien loin, sans doute. Il importe donc bien à tout le monde de se préoccuper de la possibilité d'un pareil événement et de chercher à connaître l'état des choses. En outre, cette Autriche est une construction bien singulière. Ce n'est pas un État comme les autres; ce n'a jamais été qu'un assemblage de différents États, plus ou moins indépendants, placés au centre de l'Europe et réunis sous un seul sceptre. Dans cet assemblage se trouvent des portions considérables des trois grandes familles de la noble race indo-européenne, qui ont créé la civilisation et se sont partagé la vieille Europe, d'où elles dominent le monde; je parle des familles latine, germanique et slave. Par conséquent, si cet assemblage de nationalités dont se compose l'Autriche venait à se dissoudre, ces trois familles y seraient fortement intéressées.

Malheureusement, il n'est pas facile de se procurer, par les journaux du pays et de l'étranger, des renseignements exacts sur la situation, les souffrances et les besoins de l'Autriche. Ceux qu'on trouve dans la presse française, anglaise ou alle-

mande ne sont que trop souvent faussés par l'esprit de parti. Les correspondants sont tous ou presque tous des Allemands ou des Hongrois émigrés, qui aiment à représenter les choses au point de vue exclusif de leur nationalité et qui souvent n'ont pas même une idée bien juste des changements survenus dans les rapports entre les différents peuples soumis à la domination autrichienne. Cependant, à côté de la race allemande et de la race hongroise, il existe une nationalité qui, à elle seule, constitue presque la moitié de ce vaste empire, sur laquelle repose principalement la force militaire de l'Autriche, et dont les sympathies et les antipathies ont toujours exercé une très-grande influence sur ses destinées. C'est elle qui, en 1848, a sauvé la monarchie, pour ainsi dire presque malgré elle, et qui, probablement, est appelée à décider encore une fois de son sort. Ainsi, jusqu'à présent, on n'est instruit qu'à demi sur l'état de l'Autriche, parce que les Slaves, qui n'ont pas de rapports suivis avec la presse de l'Occident, comme les Allemands et les Hongrois, ne peuvent dévoiler leur situation ni leurs tendances politiques.

Quant à la presse périodique du pays elle est op primée à un tel point qu'on a même saisi des jour



naux semi-officiels, et c'est à cause de cette oppression et de la sévérité de la police que quelques-unes des nations sujettes à l'Autriche n'ont pas d'organe politique indépendant. Les Polonais ont un seul journal politique à peu près indépendant, le *Czas*, organe de la noblesse gallicienne. Les Magyars ne sont guère mieux partagés. Aux Bohêmes, dont la littérature est si féconde et si active, le gouvernement refuse obstinément toute concession pour la fondation d'un journal politique indépendant. Il se flatte de mieux servir la population bohémo-slave de 7 millions d'âmes, en publiant lui-même trois journaux officiels. De même il n'y a que des journaux officiels pour les Slaves du Sud, pour les Valaques (Roumains) de la Transylvanie et de la Hongrie, et pour les Petis-Russiens de la Gallicie. Les Serbes orthodoxes de l'Autriche avaient une seule feuille périodique ; le gouvernement l'a supprimée, parce qu'elle ne voulait renier ni sa foi, ni sa nationalité. On connaît quelle liberté est accordée à la presse italienne ! Mais au moins les Italiens ont un point d'appui dans la presse piémontaise et dans la presse étrangère, qui se font l'écho de leurs doléances et s'en préoccupent. Au reste, quand même la presse autrichienne serait plus indépendante qu'elle

ne l'est, par sa langue elle resterait presque inaccessible à la presse de l'Occident. On ne peut exiger des grands journaux français et anglais qu'ils envoyaient, dans des villes telles qu'Agram, Temesvar et Hermanstadt, leurs *reporters*, afin d'y observer attentivement le travail que font lentement les idées politiques chez les différentes nations de l'Autriche, d'y voir développer et décrire ensuite exactement chaque bourgeon de cette jeune végétation qui surgit partout des nombreuses lézardes de cette vieille Bastille.

La police est trop sévère, la correspondance postale surveillée de trop près, pour qu'un habitant du pays puisse entrtenir avec la presse de l'Occident des rapports tant soit peu suivis.

Les Hongrois, ou, pour m'exprimer plus correctement, les Magyars seuls, par le moyen de leurs nombreux émigrés et d'une noblesse riche, qui a beaucoup de relations à l'étranger avec des personnages haut placés, sont à même de faire connaître un peu de ce qui s'est passé, depuis une douzaine d'années, et de ce qui se passe encore en Autriche, et surtout en Hongrie. Mais ces notions ont presque toujours une teinte magyare et reflètent un peu le vieux parti aristocratique, de sorte que le public ne peut se



former qu'une idée imparfaite des choses, et peu conforme à la réalité.

Cela étant, la presse française et la presse anglaise sont forcées de puiser à une source altérée, c'est-à-dire dans la presse allemande, la plus grande partie de leurs informations. Voici pourquoi. La maison d'Autriche ne saurait oublier l'éclat que jetait jadis autour d'elle la couronne d'Allemagne, qu'elle garde encore de nos jours soigneusement à Vienne dans la chambre du trésor, et qu'elle espère replacer un jour sur sa tête. Dans cette espérance elle aime à se poser, devant le monde allemand, comme le champion le plus ardent de l'esprit et de la nationalité allemands, comme un propagateur zélé des idées germaniques, parmi les peuples qui composent son empire. Il faudrait cependant une bonne dose de naïveté pour croire à cette propagande : l'Autriche actuelle ne peut admettre aucune idée de progrès, dont les Allemands puissent s'honorer. Pourtant ces bons Allemands aiment à croire à la propagande autrichienne et se laissent bercer de cette illusion, parce que, avant tout, ils chérissent l'idée qu'*ils sont destinés à porter la civilisation dans l'Est*, c'est-à-dire à y dominer ! Le doux chatouillement de cette opinion, qui est fixe chez eux, dédommage cette na-

tion, d'ailleurs si respectable sous beaucoup de rapports, du peu d'influence qu'elle a, comme nation, sur la haute politique européenne. A cause de cette injuste ambition des Allemands de dominer leurs voisins, et de leur imposer leur langue et leur littérature avec l'aide d'une dynastie allemande, l'Autriche, après cent échecs devant l'opinion publique, est toujours parvenue à reconstituer son parti dans la presse du pays, pour faire approuver sa politique à l'extérieur, et applaudir à son administration à l'intérieur. L'organe le plus dévoué à la politique autrichienne est la *Gazette d'Augsbourg*, qui ne cesse d'insulter ces pauvres nations sujettes de l'Empire, en les représentant comme des races inférieures, incapables d'une civilisation propre, et forcées, par leur nature, de se soumettre à la conduite et à la domination de la race allemande. Gagner tous ces peuples à la domination de l'Allemagne, c'est, d'après cette gazette, la sainte mission de l'Autriche, et tout bon Allemand doit lui prêter son concours, sans y regarder de trop près, parce qu'il s'agit d'une cause nationale. La presse dévouée à l'Autriche, flattant, par une argumentation aussi perfide, ce faux orgueil national des Allemands, leur persuade de prendre parti contre ces peuples et de trouver bonnes, quelles



qu'elles soient, les mesures que le gouvernement emploie pour étouffer les efforts qu'ils font afin de donner la vie à leur nationalité et de se développer dans leur individualité. Il est convenu de considérer tous les pays de l'Autriche comme autant de provinces d'une Allemagne future, et les nations qui les habitent, comme des vassales de la race allemande ; on doit donc considérer comme un crime toute tentative de leur part pour arriver à une vie propre et nationale. Cette avidité de dominer éblouit même souvent des libéraux honnêtes et leur fait seconder les tendances réactionnaires du gouvernement autrichien ; cela se voit tous les jours à l'égard des Slaves et des Magyars, et nous l'avons vu dernièrement dans la question des Principautés. Toute la presse allemande, presque sans exception, s'est mise à la remorque de l'Autriche et a montré une malveillance extrême contre une pauvre nation, dont le seul tort envers l'Allemagne était de sentir trop vivement combien elle avait été négligée sous le joug des Turcs, et de vouloir devenir quelque chose par l'union et par ses aspirations à la liberté et à une civilisation propre. C'est encore ce faux orgueil national qui, pendant la dernière guerre d'Italie, a grossi énormément le parti de l'Autriche.

La *Gazette d'Augsbourg*, oubliant toute morale et toute dignité, ne cessait de répéter que dans cette guerre il ne s'agissait au fond ni de la justice de l'administration de l'Autriche, ni de ses droits sur les pays italiens, mais que tout bon Allemand devait la soutenir, *parce que « l'Italie est la seule terre au monde où l'Allemand peut agir en maître.* »

C'est ainsi que la réaction autrichienne peut soulever, en Allemagne, un brouillard factice de faux esprit national, qui séduit le peuple et le porte, par ses idées de conquêtes, à convoiter les champs d'autrui, au lieu de s'occuper exclusivement de ses possessions réelles, et de pousser aux réformes nécessaires de sa vie politique afin d'arriver au plus tôt à cette unité nationale qui lui est si chère. Il n'y a que les esprits supérieurs et les hommes vraiment libéraux qui parviennent à percer ce brouillard. Écoutez le célèbre Vogt, comme il se moque, et avec raison, *de ce butor aristocratique allemand à qui le plaisir de commander aux esclaves cause une démangeaison de plaisir.* Le même écrivain donne aux Allemands le conseil salutaire de s'en tenir strictement et dans toute la portée des mots au proverbe français : *Il faut laisser l'Allemagne aux Allemands ;* c'est-à-dire il faut laisser à chaque nation ce qui lui re-



vient. Malheureusement, la presse allemande est bien loin d'adopter ce principe à l'égard des Slaves, des Magyars et des Roumains de l'Autriche. Elle est presque unanime à dénoncer au monde comme des actes d'hostilité contre l'Allemagne tous les efforts de ces peuples qui tendent à défendre contre les empiètements du gouvernement et à développer leur nationalité ; d'après elle, ne point accepter le bienfait que leur offre le gouvernement d'introduire dans leurs écoles la langue allemande, c'est méconnaître la supériorité de la civilisation allemande, c'est, de leur part, un entêtement aveugle qui repousse la *civilisation.* On traite de *fanatiques du nationalisme* tous ceux qui veulent conserver, et, au besoin, défendre leur nationalité : de sorte que, suivant cette presse, on devrait appeler *fanatique de la propriété* quiconque veut conserver, et, à l'occasion, défendre son bien. Le titre de *fanatiques du nationalisme* siérait bien mieux et avec plus de raison à ceux qui, non contents de leur nationalité, veulent absorber celle d'autrui. Ces injustes prétentions, cet orgueil mal entendu, font que les questions qui s'élèvent entre les populations non allemandes de l'Autriche et leur gouvernement sont toujours discutées au point de vue allemand, et ja-

mais comme une affaire à part, exclusivement autrichienne. Tout au plus on examine si le résultat de ces questions de nationalités profitera à l'un ou à l'autre des deux rivaux qui se disputent l'hégémonie ou la couronne d'Allemagne.

I

Situation actuelle de l'Autriche.

Par cette esquisse nous n'avons pas la prétention d'exposer à fond la situation de l'Autriche et d'en donner un tableau exact sous tous les rapports. Pour faire cela, il nous faudrait copier une masse de chiffres de statistique qu'on trouve dans les ouvrages volumineux que publie continuellement le bureau impérial-royal de statistique administrative sous la direction de M. le baron Czörnig; mais il nous faudrait aussi avoir sous la main une autre série de faits et de chiffres, qu'il n'est pas malheureusement donné à M. le baron Czörnig de connaître et de publier d'une manière aussi exacte, et qui n'arrivent à la connaissance du public qu'isolément et par hasard, ou pour mieux dire forcément, tels que naguère l'affaire des 111 millions, et actuellement l'affaire Eynatten.

Un séjour prolongé dans les principales capitales

des différents Etats de ce singulier pays, où nos affaires nous ont conduit, des entretiens avec des personnages éminents de chaque nation et de tous les partis, une lecture attentive de leurs publications, un examen sérieux des besoins de ces populations, des causes de leurs luttes entre elles et de leurs griefs réciproques, ainsi que de leurs luttes et de leurs griefs contre le gouvernement, nous ont mis à même de bien connaître la situation. Nous tâcherons de rendre fidèlement nos impressions et de présenter à nos lecteurs un tableau des nationalités dont se compose l'empire d'Autriche, et des rapports qu'elles ont eus entre elles et qu'elles ont actuellement.

A nos yeux les symptômes les plus graves de la maladie de l'Autriche sont :

1° Le mécontentement général occasionné par la privation d'une vie constitutionnelle ;

2° Le mécontentement que cause aux nationalités opprimées la tendance à les germaniser ;

3° La détresse financière.

En outre, le manque de bon vouloir de la part du gouvernement pour avancer d'un pas vers la voie des réformes, et sauver l'Etat en sacrifiant ses chères réminiscences de l'ancien régime. Joignez-y l'in-

capacité des hommes d'Etat actuels à trouver et à employer des moyens énergiques et propres à amener une réorganisation complète, le voisinage de peuples remuants, le découragement de l'armée et une guerre imminente, et vous aurez une foule de symptômes qui vous feront douter de la guérison radicale, sinon de l'existence du malade.

La situation financière de l'Autriche est connue de tout le monde. Dans toutes les bourses de l'Europe les cotes de la rente autrichienne sont les plus basses, parce qu'il n'y a pas de pays dont les finances inspirent aux hommes d'affaires moins de confiance. Les billets de la banque autrichienne, qui sont actuellement la seule monnaie courante de l'Empire, perdent au change contre l'argent monnoyé, un tiers et même davantage. Les rentes 5 p. °/₀ varient de 60 à 70 fl.; la dette nationale 5 p. °/₀, dont les intérêts sont payables en argent, ne dépasse pas 70 à 80 fl. Les titres industriels ne sont guère mieux cotés. Le crédit de l'Etat est tel qu'il est impossible de recourir à un nouvel emprunt, sans accepter les conditions les plus ruineuses. Les capitalistes ne se décident à risquer leurs fonds que par l'appât d'intérêts exorbitants et vraiment usuraires, qui les mettent à

même, en quelques années, de se rembourser de leurs capitaux.

Serait-il possible de tirer les finances d'une pareille détresse en demandant aux contribuables de plus grands sacrifices? Aux yeux de quiconque connaît le chiffre des populations de l'Autriche, leurs ressources, le degré de leur développement industriel, enfin leur civilisation en général, cela est absolument impossible, à moins qu'on ne voulût réduire les contribuables à la misère en frappant d'un impôt évidemment ruineux non-seulement les revenus, mais encore les capitaux productifs. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à comparer les charges qui pèsent sur le contribuable autrichien à celles de tous les autres pays; et cependant l'Autrichien, eu égard à ses forces productives et à son revenu imposable, ne saurait être comparé à l'Anglais, au Français, pas même au Prussien ou au Sarde. Il n'y aurait guère que les provinces allemandes et bohêmes qui pourraient soutenir la comparaison sous le rapport des richesses de l'industrie et de la production en général. Quoique la Vénétie, sous ce même rapport, pût être ajoutée aux provinces ci-dessus indiquées, elle est pourtant passive pour l'Etat à cause des dépenses extraordinaires de toute sorte

qu'elle nécessite, et principalement par le déploiement de forces militaires immenses qu'il faut y maintenir pour la conserver. J'ai dit qu'il est impossible de demander aux contribuables de plus grands sacrifices, car le taux des impôts a déjà atteint un degré insupportable. En effet, si vous interrogez quelques grands propriétaires, dont le dévouement au gouvernement ne peut être suspect, ils vous répondront que ce qu'ils retirent de leurs terres n'égale pas la portion qu'ils doivent payer à l'Etat, à la province et à la commune. On a beau dire que le peu de revenu est dû à une mauvaise gestion et surtout à une exploitation des terres qui ne répond nullement aux progrès que l'agriculture et l'industrie agicole ont faits de nos jours. En Autriche, pour mettre l'agriculture, dont les produits seront encore pendant longtemps la principale source de richesse, au niveau de l'agriculture étrangère, il faudrait y introduire de grandes améliorations. Outre les capitaux, il faudrait des hommes capables de les employer avantageusement, et surtout des hommes probes, qui ont manqué de tout temps : car on ne saurait avoir des hommes capables dans un pays où il n'y a pas d'écoles spéciales et pratiques pour les former, et des hommes probes

sans la liberté. Le citoyen libre seul tient à sauvegarder sa dignité; celui dont la position sociale n'est guère au-dessus de celle d'un serf est peu sensible au mépris et au dédain auxquels l'expose la corruption ou toute autre cause. De plus, les propriétés de la haute noblesse autrichienne ont parfois une étendue telle qu'on n'en trouve nulle part, dans le monde, de pareilles, si ce n'est en Russie. Tel seigneur possède à lui seul un territoire plus vaste que celui des petits Etats allemands et compte par milliers les hommes employés à l'exploitation et à la garde de ses terres et de ses forêts. Une semblable exploitation, dépassant toutes les proportions d'une propriété privée, prend tous les défauts d'une exploitation faite par l'Etat. Elle devient très-coûteuse et peu productive. Pour remédier à ces inconvénients désastreux, il faudrait diviser la grande propriété et abolir les fidéi-commis, qu'on regarde pourtant comme une des bases fondamentales de la monarchie. On ne trouve en Autriche ni *colons* ni *farmers*, et il n'y a que fort peu de personnes dont les connaissances agricoles, la probité et le bien-être inspirent aux grands seigneurs assez de confiance pour que ceux-ci se décident à leur affermer même une partie de leurs immenses domaines. Comme la

grande propriété embrasse à elle seule environ les deux cinquièmes de tout le territoire, il faudrait, pour augmenter les revenus imposables, reconstruire de fond en comble tout l'édifice social. Au reste, la petite propriété, elle aussi, se trouve déjà tellement grevée, que très-souvent on ne parvient à faire rentrer les impôts que moyennant la contrainte ou l'expropriation, à moins que le paysan ne préfère avoir recours au prêt usuraire et ruineux des juifs. Les maisons sont grevées d'impôts qui s'élèvent à 35 p. 0/0 du revenu net. La petite industrie, depuis longtemps en souffrance, ne peut plus suffire à remplir ses obligations. Le commerce et la grande industrie sont dans la gêne par le manque de crédit et de capitaux, par le taux élevé de l'intérêt, par les variations continuelles dans la valeur du numéraire, et par une imposition mal entendue qui a réduit considérablement deux industries du pays indispensables à l'agriculture : la fabrication du sucre de betteraves et celle de l'eau-de-vie. La fabrication de l'eau-de-vie surtout a été si rudement atteinte par cette imposition, que le port le plus important de ce pays éminemment agricole et fertile, Trieste, trouve son avantage à exporter de préférence l'esprit de vin de Prusse, qu'on y transporte à travers l'Autriche.



C'est bien autre chose dans la partie Est de l'Empire. Nous ne voulons blesser l'amour-propre de personne. La noblesse de la Pologne, de la Hongrie et de la Croatie est sans doute bien civilisée; on trouve des populations fort instruites dans les grandes villes clairsemées de ces pays. Mais, malgré cela, on ne peut appeler *civilisés* (dans l'acception commune de ce mot) des pays où, comme cela se voit encore aujourd'hui en Hongrie, l'agriculture en grande partie se trouve au même point que dans les temps bibliques. On y bat le blé en le faisant fouler par les bêtes de somme; un simple trou tient lieu de grenier; une grande partie d'un terrain fertile est destinée au bétail, qu'on élève à la manière des nomades; le commerce, entre les mains des juifs, des étrangers et des colporteurs, s'occupe presque exclusivement des produits bruts, ou tout au plus des objets indispensables à la vie; l'industrie y est presque inconnue, excepté de nombreuses fabriques d'eau-de-vie qui servent à exploiter et à abrutir le pauvre peuple, quelques fabriques de sucre de betteraves, les mines et les établissements métallurgiques. La production industrielle ne va pas au-delà de la consommation locale et du strict nécessaire; il y a là des millions d'hommes qui n'ont d'autre

objet de luxe que leurs habillements, faits avec les étoffes de lin et de laine, que fabriquent les femmes dans leurs heures de loisir, et les pelisses de peaux de mouton dont ils se couvrent. Dans ce pays on peut faire quelquefois des journées entières à pied ou en voiture, toujours dans le sable, et sans y trouver une route battue, une ville ni même un bourg. On a commencé à doter ce pays de voies ferrées, mais on aurait bien mieux fait de commencer par lui donner des voitures ferrées; car au sud de la Hongrie on rencontre des voitures de paysan dans la construction desquelles le fer, ce métal précieux, n'entre pas pour un once pesant. De là aux mille machines ingénieuses à l'aide desquelles l'Anglais décuple le produit de ses terres, il y a bien loin encore.

De tels pays, sous le rapport de la production et du revenu imposable, peuvent-ils être comparés aux provinces dont nous avons parlé plus haut? Or, il est évident que la plus grande partie de l'Empire ne pouvant être imposée dans la même proportion que les pays allemands et bohêmes, et surtout que la Basse-Autriche, la Bohême proprement dite, et la Moravie, il s'ensuit que les charges qui pèsent sur ces provinces sont dans une proportion d'autant

plus forte. La presse autrichienne s'égosille à vanter *les ressources inépuisables de l'Autriche et surtout de la Hongrie;* ceci nous rappelle la phrase officielle turque : *Le sultan a donné à un tel de son trésor inépuisable*, etc. Nous savons maintenant à quoi nous en tenir sur ce *trésor inépuisable* de Sa Hautesse. Les ressources de la Hongrie sont inépuisables, c'est-à-dire le pays est riche en terres et en mines; les produits actuels pourront être doublés, quadruplés même, lorsqu'on en aura développé les forces, amélioré l'agriculture, augmenté la consommation, créé l'industrie, etc., etc. Mais pour obtenir tout cela, il faut des capitaux, des hommes industrieux, une population plus compacte, des écoles, des routes, des fabriques, des chemins de fer, des canaux, et surtout le souffle fécond de la liberté; la civilisation enfin. On n'arrive pas d'un trait à un tel résultat : une cinquantaine, une centaine d'années doivent s'écouler avant qu'on n'atteigne au niveau de l'Allemagne ou de la France. Ce serait une erreur bien étrange que de croire qu'on peut grever un pays de dettes et d'impôts proportionnés aux ressources naturelles qu'il peut fournir à l'avenir. Ces ressources inépuisables sont les revenus que le pays donnera plus tard, ou plutôt qu'il pour-

rait donner par une exploitation intelligente. Mais un proverbe allemand nous enseigne *que le juif ne donne rien en échange de ce qui pourrait être.* La Russie possède aussi un territoire d'une étendue égale à celle de l'Autriche et situé dans un beau climat, le pays de l'Amour, dont le sol est vierge, fertile à ce qu'on dit, plein de filons d'argent, de houillères, de mines de fer, parsemé de belles forêts, de ports magnifiques et entrecoupé de rivières navigables, enfin doté de tout ce qu'il faut pour en faire un pays riche. Mais l'empereur de Russie pourrait-il imposer ce pays plein de *ressources inépuisables* et le grever proportionnellement au revenu qu'il donnera dans cent ans d'ici?

En attendant le produit en expectative de ces ressources immenses, l'Autriche a soigneusement imposé tous les revenus actuels; il n'y a pas de revenu, quelque mince qu'il soit, qui ne soit frappé d'un impôt. Depuis 1848 la contribution foncière et celles qui en découlent ont triplé, tous les autres impôts ont quintuplé, quelques-uns même décuplé, et, chose étonnante, dans cette même période de temps, la dette de l'Etat a presque triplé. Le montant de la dette actuelle, avoué et non avoué, s'élève à peu près à 3 milliards de florins, c'est-à-dire à 7

milliards et demi de francs. Des anciens Etats de l'Autriche on a voulu former un empire puissant et fort au moyen de l'unité, de la centralisation et du pouvoir absolu. C'est pourquoi, imitant la manière de procéder de la révolution française, mais au profit de l'absolutisme, on a renversé les anciennes institutions historiques. Pour réprimer toute résistance et laisser le champ libre à la politique impériale, il a fallu élever l'armée au chiffre de six cents, de huit cents mille hommes. Si nous devons ajouter foi aux journaux officiels, pendant la dernière guerre le nombre des soldats autrichiens approchait du million, de sorte que de nos jours, où malheureusement tous les gouvernements s'efforcent à l'envi de se surpasser par le nombre des soldats, l'Autriche possède, relativement à sa population, et même absolument, l'armée la plus nombreuse, sinon la plus forte. Pendant des années entières cette armée a absorbé tous les revenus de l'Etat. Afin de pourvoir aux autres dépenses et au payement de la dette, il a fallu recourir à l'emprunt. Ainsi il est arrivé que le montant de la somme nécessaire au payement des intérêts de la dette publique égale à peu près le total du revenu que l'Etat encaissait au commencement du règne de l'empe-

reur Ferdinand, de sorte que tout sujet autrichien, en venant au monde, se trouve chargé d'une dette de plus de 200 francs.

Cet état de choses peut-il durer? Peut-il être changé par des réformes? Faites toutes les réformes que vous voudrez; pour les activer il faudra de l'argent, c'est-à-dire contracter de nouvelles dettes. Le crédit ne parviendra pas à se relever d'une manière efficace, sans la garantie d'une représentation nationale, à moins qu'on ne veuille encore emprunter à un taux d'intérêt exagéré et augmenter les charges qui déjà écrasent les populations, et grever à l'avenir le contribuable d'un poids tout-à-fait disproportionné à ses forces. Quand bien même on arriverait par des réformes à simplifier les rouages de l'administration, à réduire tous les chapitres du budget dans une proportion raisonnable et à balancer l'actif et le passif, encore aurait-on à tout jamais à supporter le poids d'une dette énorme! Et puis comment amortir les anciennes dettes?

Loin de nous la prétention de vouloir former des projets pour le rétablissement des finances autrichiennes! Ce soin incombe au ministre des finances, et nous sommes persuadé qu'il en a plein son portefeuille. Toutefois, quelque capable que soit ce mi-

nistre, on voit que les affaires ne marchent pas, que le crédit de l'Etat ne se relève pas; que les revenus sont insuffisants, que la Banque ne reprend pas ses payements en espèces métalliques, tant de fois promis, et que dans toute la monarchie, la Vénétie exceptée, on ne voit pas en circulation une monnaie de la valeur de 5 sous.

Tous les hommes sensés s'accordent à dire que pour remédier à cet état de choses il faudrait : 1° céder la Vénétie contre une forte indemnité; 2° octroyer des institutions constitutionnelles appropriées à l'histoire, et surtout à la nationalité de chaque Etat de l'Empire; 3° réduire la rente à 3 p. 0/0; 4° réduire l'armée au tiers de son état actuel.

Quand on parle de réduire l'armée, les partisans du gouvernement vous répondent tout de suite : toute réduction est impossible; attendu le mécontentement des peuples; il faut être à même de faire face aux événements qui pourraient s'ensuivre. Mais on ne considère pas que le maintien de l'armée nécessite une augmentation d'impôt; que cette augmentation d'impôt augmentera le mécontentement général, et qu'il faudra encore augmenter l'armée, pour parer aux éventualités, etc. Ce cercle vicieux

où mènera-t-il? Il faut enfin en sortir, et commencer par donner une constitution qui satisfasse aux besoins et aux désirs des populations. Alors plus de soulèvements à craindre; on pourra, sans danger pour l'Etat, diminuer l'armée, alléger d'autant les impôts au grand contentement général, et la confiance dans la durée du gouvernement relèvera le crédit.

II

Constitution de l'Autriche.

On dit généralement qu'une constitution en Autriche est impossible; mais tenir un pareil langage, c'est rendre un bien mauvais service à l'Empire. Les institutions représentatives sont un besoin du siècle, et l'État qui en est privé est une anomalie. Jadis, lorsque l'organisation de l'Etat était fort simple, lorsque le Roi soutenait l'éclat de la couronne et de la Cour avec le revenu de ses domaines et quelques régales, et qu'il n'était que le juge suprême de ses grands vassaux et leur commandant en chef, l'absolutisme pur ne portait pas une grande atteinte aux intérêts de la nation. Mais depuis que le pouvoir, s'étendant de plus en plus, intervient jusque dans les affaires de la commune et même de la famille; que le budget s'est compliqué et a grossi au point d'absorber souvent tout le disponible d'une nation;



que les souverains, au lieu d'un ban de vassaux plus ou moins indépendants, disposent d'armées permanentes; que la royauté, enfin, est devenue toute-puissante, il faut en limiter le pouvoir, pour qu'elle ne devienne pas arbitraire et tyrannique; et comme elle veut se rendre universelle et s'immiscer dans une foule de petites affaires spéciales, elle doit aussi être éclairée pour qu'elle ne marche pas au hasard, et qu'elle ne préjudicie pas à ses sujets par son ignorance ou sa cécité. Plus l'organisation d'un Etat est compliquée, plus l'administration est centralisée, plus aussi il faut que le pouvoir soit limité, éclairé et dirigé par une représentation nationale, composée d'une somme d'intelligences qui soient librement et proportionnellement choisies dans toutes les classes des administrés. Si les Etats féodaux, par la simplicité de leur organisation, pouvaient en partie être gouvernés par des princes absolus, les Etats modernes, par leur rouage compliqué et leur universalité d'action, qui va s'étendant de jour en jour, ne sauraient se passer d'une représentation nationale. Un gouvernement avec un chef absolu serait peut-être, je ne dis pas bon, mais supportable, s'il n'y avait pas de centralisation, et si les provinces jouissaient d'une certaine auto-

nomie. C'est tout le contraire de ce qu'on pense à Vienne.

On s'est dit : Centralisons le pouvoir, et nous n'avons pas besoin de constitution.

Nous n'insisterons pas plus sur les avantages et la nécessité qu'il y aurait, en Autriche, d'établir un régime constitutionnel. A ceux qui affirment que la chose est impossible, à cause du peu d'homogénéité des races sujettes de l'Empire, nous nous contenterons de répondre que par là ils prononcent son arrêt de mort, car de nos jours un Etat qui se trouve dans l'impossibilité de donner à ses peuples une constitution qui satisfasse à leurs justes désirs et réponde à leurs besoins, ne saurait espérer de prolonger de beaucoup son existence. Dire que les populations ne sont pas assez mûres, c'est une phrase banale, inventée à dessein pour leur refuser ce à quoi elles ont droit. Tout peuple est toujours assez mûr pour choisir des hommes qui jouissent de sa confiance, et lorsque le gouvernement peut avoir sous la main des milliers d'hommes pour administrer, la nation saura bien en tirer de son sein une centaine capables de la représenter. Si un peuple est peu instruit, qu'on en simplifie les institutions. Quiconque est tant soit peu versé dans l'histoire de



l'Autriche n'ignore pas que ces nations jouissaient autrefois d'institutions représentatives, et que l'autorité royale était limitée par des constitutions propres à chacune d'elles. Ce serait faire la plus cruelle injure au gouvernement autrichien que de prétendre que, par ses écoles, il a abaissé le niveau de leur intelligence, et les a rendues incapables de posséder ce qu'elles possèdent déjà, il y a des siècles.

Les habitants des parties occidentales de la monarchie, en fait de civilisation, ou, pour mieux dire, d'instruction, ne le cèdent nullement aux peuples de l'Allemagne en général, et surtout à ceux qui habitent le nord-est de ce pays; ils ne le cèdent pas même aux Anglais, ni aux Français, car c'est une exception rare d'y trouver des hommes qui ne sachent pas lire et écrire. Le paysan polonais lui-même n'est pas de beaucoup inférieur à ses frères de la Posnanie et de la Poméranie. Au reste, quand l'affranchissement des paysans, déjà décrété, aura été complètement réalisé, le paysan n'aura plus de motifs de se méfier du noble, son voisin, et alors, même dans les provinces où il n'y a maintenant de civilisation que chez la noblesse, on ne manquera pas de représentants capables. Dans tous les cas, les

paysans de l'est de l'Autriche sont pour le moins au même niveau que ceux de la Servie et des provinces danubiennes. Il faudrait seulement que les institutions et le mode d'élection fussent appropriés à leur intelligence et à leurs habitudes. Il n'est nullement indispensable de battre les mêmes voies en Bohême, dans la Basse-Autriche, dans la Transylvanie et dans la Bukovine.

Tout le monde s'accorde aussi sur la nécessité d'une représentation provinciale, qui fournirait au peuple le moyen de discerner les hommes qui méritent ses sympathies et sa confiance et pourraient le représenter à l'Assemblée générale des Etats autrichiens. Je laisserai à d'autres le soin de discuter si l'élection des représentants doit se faire directement par le peuple ou par les diètes provinciales. Depuis des siècles, les pays hongrois ont joui de constitutions qui ont fonctionné jusqu'en 1849. C'est déraisonner que de dire que depuis lors ils en sont devenus incapables. Or, comme ces pays sont justement les moins civilisés de l'Autriche, ce serait insulter gratuitement à des pays aussi développés que la Basse-Autriche et la Bohême que de prétendre qu'ils ne sont pas assez mûrs pour le régime constitutionnel.



On dit encore qu'il serait dangereux pour l'Autriche de donner des institutions constitutionnelles à ses peuples, que ce serait augmenter leur force centrifuge; mais, pour empêcher le développement de cette force centrifuge, est-il raisonnable, est-il juste de les priver de toute institution qui puisse sauvegarder leur nationalité et satisfaire leurs désirs d'une vie constitutionnelle? Pourquoi ces nations tendent-elles à s'éloigner du centre où elles se trouvent, et quels moyens y aurait-il de les y rattacher? Demandez-le à un enfant, et il vous répondra: Contentez-les, faites en sorte qu'elles n'aient plus de justes motifs de plainte, et ce mouvement centrifuge cessera. Le roi Victor-Emmanuel ne craint point cette force centrifuge, mais en Autriche il n'y a pas à s'étonner de son existence.

Les Slaves du midi, les Serbes et les Croates ne sont-ils pas amenés forcément à promener leurs regards au delà du Danube, et à envier aux Serbes, leurs frères, cette constitution qui, si elle n'est pas excellente, leur garantit au moins une représentation nationale, et sauvegarde leur nationalité? Les Roumains de la Transylvanie et du Banat ont, pour la même raison, les yeux fixés sur les Principautés-Unies. Les Polonais voient leurs frères de la Posna-

nie, qui, sans avoir un gouvernement propre, jouissent d'une constitution, qui leur assure les droits de citoyen, la liberté de la presse et de la tribune pour défendre leur nationalité. Les Allemands eux-mêmes, enviant le sort de leurs voisins les Bavarois et les Saxons, voudraient parvenir à l'unité par une représentation commune à toute la nation allemande. Ainsi, de même que cette force centrifuge dont nous avons parlé menace de démembrer les États de l'Autriche, la dynastie n'aurait-elle pas l'espoir d'un agrandissement futur par une force centripète, si elle était assez avisée pour s'attacher ces races, en secondant leurs tendances à l'union et en satisfaisant leurs désirs de nationalité et de liberté? Il y a aussi deux races entières placées sous le sceptre de l'Autriche, c'est-à-dire les Bohêmes (7 millions) et les Magyars (5 millions). Les deux couronnes de Hongrie et de Bohême, par leur union, ont toujours formé, et forment encore aujourd'hui la puissance et la force de l'Autriche, parce qu'il n'existe pas d'Etat auquel, par l'identité des races, elles puissent désirer d'être annexées. Par conséquent, si le gouvernement voulait et savait, par des concessions libérales, se concilier l'affection de ces deux nations (ce à quoi il est bien loin de penser),



elles pourraient toujours former le noyau d'un État fort et puissant, quand même quelques-unes des autres races susnommées voudraient s'en détacher; quand même on perdrait les provinces allemandes par la formation d'un empire d'Allemagne au profit de la Prusse.

Cependant, de tous côtés on augmente les moyens de communication; il y a dans toutes les directions un échange continuel et journalier de livres, de journaux et d'idées : l'Autriche se trouve, pour ainsi dire, placée au centre d'un mouvement national universel; des peuples bien inférieurs en civilisation à ceux de l'Autriche sont déjà dotés d'institutions libres. Si l'on n'en trouve pas encore en Russie, on y voit au moins un gouvernement national, et un monarque renommé par sa bienveillance et son humanité, qui prend courageusement l'initiative de toutes les réformes possibles; et les Hongrois, les Bohêmes, les Allemands d'Autriche peuvent-ils ne pas ressentir un mouvement d'indignation en se voyant presque les seuls peuples d'Europe privés de ces libertés, auxquelles leur passé, leur instruction politique et leur littérature leur donnent tant de droits et pour lesquels ils sont si bien préparés ?

L'Autriche ne cesse de mettre en avant les *droits historiques*, c'est-à-dire la légitimité, dont elle aime à se dire le dernier, le seul sincère et le plus zélé défenseur. Eh bien! si ces droits ont à ses yeux quelque valeur, elle devrait les respecter vis-à-vis de ses peuples, quand même son absolutisme devrait un peu en souffrir, et non pas borner tous ses efforts à les faire prévaloir, à moins qu'elle n'aime mieux mériter le titre de *Tartufe de la légitimité*.

L'absolutisme et la centralisation sont une innovation en Autriche. Ils ne datent que des bouleversements survenus en 1848. Jusqu'à cette époque, la Hongrie, la Croatie, l'Esclavonie et la Transylvanie possédaient des constitutions, qui étaient, à la vérité, aristocratiques, mais qui limitaient néanmoins l'autorité royale, et considérablement, surtout pour la fixation des impôts et la levée des soldats. Maintenant, un pouvoir absolu peut, à son gré, élever le taux des impôts et le nombre des soldats d'une manière écrasante. Dans les autres États de la monarchie il n'y avait pas de constitution proprement dite, mais une représentation, quoique partielle, de la nation, ayant plus ou moins de droits vis-à-vis de la royauté, prenait à cœur et sauvegardait les intérêts du pays. Ainsi, dans les provinces, qu'en style

officiel on appelle *des pays de la Couronne de Bohême*, il y avait une assemblée composée des représentants des différents États, c'est-à-dire du clergé, de la haute noblesse, des chevaliers et de la bourgeoisie, à l'approbation desquels, d'après le statut de Ferdinand II et les priviléges du royaume, que le Roi, à son couronnement, avait juré de conserver, devait être soumis le budget présenté par le gouvernement. Les États étaient, en outre, chargés d'encaisser, d'administrer et de distribuer les impôts. Ils s'étaient même réservé le droit d'employer le montant de certains impôts, à l'avantage du pays, savoir : pour des œuvres de bienfaisance, des instituts scientifiques et des améliorations de toute espèce. Qu'importe si les États usaient rarement de leur droit pour réduire le budget, si les nombreuses villes royales, où la bureaucratie avait frappé mortellement la vie publique, négligeaient d'envoyer leurs députés à la Diète, afin d'économiser les frais de voyage et de représentation, et si, à cause de cela, la Diète avait perdu de son importance et de son lustre; il s'agit de droit. Des institutions semblables existaient dans l'Autriche, dans la Styrie, le Carniole, la Carinthie et dens la Gallicie. Dans le Tyrol, les paysans eux-mêmes avaient leurs députés.

Quel droit le gouvernement avait-il de priver tous ces Etats d'institutions qu'ils possédaient depuis des siècles? Pourtant, dans plusieurs de ces pays, l'Empereur avait juré de conserver les droits de la couronne et des Etats, de ne toucher aux priviléges de ces derniers que pour en élargir le cercle. Par conséquent il avait le droit d'améliorer ces institutions par de sages réformes, mais leur abolition constituait une véritable usurpation. Et cependant le gouvernement autrichien refuse, depuis plus de dix ans, de rendre à ces peuples leurs droits historiques et jurés.

Voici une autre question de droit. Au congrès de Vienne, l'Autriche a voulu faire entrer dans la Confédération germanique *les pays qui avaient fait partie de l'ancien empire d'Allemagne*, et sous ce titre elle y a fait entrer aussi la Bohême, qui pourtant n'en avait jamais fait partie : car les rapports de la Bohême et ceux des autres pays avec l'empire d'Allemagne étaient bien différents.

Aussi le monarque, en vertu de son serment, ne pouvait, sans l'assentiment de la nation bohême, représentée par l'Assemblée des Etats, ne pouvait, disons-nous, avoir le droit de changer les rapports de la Couronne de Bohême avec la nation allemande,

et déroger aux droits historiques et aux priviléges de la première. Ne consultant que sa volonté, et non content d'avoir porté cette atteinte aux droits des peuples, il ne tint aucun compte de l'obligation, contractée vis-à-vis des autres princes allemands, de donner aux pays incorporés dans la Confédération une représentation des Etats (*Staendiche Verfassung*). Il ne donna rien à ces pays; il leur ôta même ce qu'ils avaient hérité de leurs ancêtres.

On dira peut-être que ces pays ont subi dernièrement la loi de conquête; et qu'ainsi les institutions et les priviléges anciens ne lient plus le gouvernement. D'abord ce droit de conquête pourrait s'appliquer tout au plus à la Hongrie. Encore le gouvernement ne cessait de répéter et d'assurer que la révolte était le fait d'une petite minorité factieuse, tandis que la grande majorité des Hongrois lui était toujours restée fidèle et dévouée. Pourquoi alors cette même majorité, qui avait été opprimée par les factieux, qui avait si bien mérité du gouvernement, en l'aidant de son or et de son sang à étouffer la révolte, et à ressaisir le pouvoir, doit-elle être privée de ses anciens droits constitutionnels?

Dira-t-on que toutes les bases de l'ordre politique et social ayant été ébranlées, le gouvernement s'est

vu dans la nécessité de faire table rase de toutes les anciennes institutions, pour sauver la société? Rien de moins exact. On ne peut justement appliquer ce raisonnement ni à ce Tyrol *toujours fidèle*, ni à cette bonne Styrie, dont le seul crime politique est d'avoir toujours accepté avec une joyeuse reconnaissance les différentes institutions que le gouvernement lui a successivement octroyées, ni aux Slaves, qui, siégeant à la droite du Parlement de Vienne, ont toujours appuyé les mesures proposées par le gouvernement et défendu l'unité de l'Empire, ni aux Croates, qui, avec les Serbes, ont levé les premiers l'étendard de la dynastie pour le soutenir. En ôtant à ces peuples leurs anciennes institutions nationales, on leur a donné un témoignage de cette reconnaissance autrichienne dont le fondateur du régime actuel, le prince de Schwarzenberg, s'est glorifié, et qui, malheureusement, est devenue proverbiale. Comment un gouvernement qui se vante d'être l'unique ou tout ou moins le plus zélé défenseur des droits de la légitimité a-t-il pu se porter à ces actes, qui sont autant d'atteintes à ces mêmes droits? N'est-ce pas un fatal aveuglement de la part de l'Autriche de persister à soutenir un état de choses également insupportable à tous ses sujets

de suivre une direction, qui doit infailliblement lui aliéner leur sympathie, et qui menace d'amener, dans un temps donné, la perte de l'Etat et de la dynastie elle-même?

Il n'y a qu'une voix au monde pour affirmer, et l'évidence est là pour le prouver, que le gouvernement a fait fausse route, depuis que le système du prince de Schwarzenberg a prévalu dans ses conseils.

On a voulu constituer un Etat monarchique fort, uni, centralisé; un pouvoir absolu, appuyé sur une armée imposante, afin d'avoir une influence prépondérante et faire triompher ses principes, non-seulement en Allemagne, mais encore en Italie dans les pays de la presqu'île illyrienne.

Au mépris des promesses solennelles, des traités et des statuts jurés de tous les anciens droits, de toutes les traditions, de toutes les données statistiques et ethnographiques, et même de toute raison politique et en dehors de toute prévoyance, le gouvernement a voulu transformer en monarchie absolue et centraliser l'ancienne union de ses Etats plus ou moins constitutionnels, et ainsi opprimer les quatre cinquièmes de ses sujets au profit de l'autre cinquième, en leur imposant une nationalité qui n'est pas la leur.

Pour y parvenir, il a fallu bouleverser toutes les institutions politiques, sociales et administratives par ce qu'on appelait des *réformes*, et faire une foule de lois incomplètes, discordantes entre elles, nullement appropriées aux besoins réels du pays, parce que souvent ce n'était que la copie des lois étrangères, faites pour des peuples placés dans des conditions tout à fait différentes.

Cette manie de centraliser a produit un déluge de lois dont le style est si peu correct et le sens si peu clair, que les plus grands savants ne savent comment les interpréter. Les ministres, les tribunaux eux-mêmes sont parfois bien embarrassés, lorsqu'on leur cite des lois qu'ils ignorent encore, ou qu'ils ont déjà oubliées.

Pour exécuter ces lois, il a fallu nommer un nombre infini d'officiers publics, qui se sont abattus sur ces malheureux pays, comme une nuée de sauterelles, et qui veulent s'occuper de tout, diriger tout et tout maîtriser. Malgré cela, l'action de la justice et de l'administration est devenue de jour en jour plus lente, plus coûteuse et vénale, au point que, au détriment des intérêts des particuliers, on n'obtient les inscriptions hypothécaires qu'après un long délai, une année quelquefois, tandis qu'elles

devraient se faire dans l'espace de quelques jours. Que les intérêts des administrés en souffrent ou non, les officiers publics ont l'ordre de ne se servir que de la langue allemande. L'instruction publique languit surtout à cause de cette manie de germanisation, qui a introduit la langue allemande même dans les écoles primaires des nations allemandes, et qui ne fait aucun cas de leurs droits, de leurs besoins et de leurs réclamations. Prenons pour exemple Cracovie, que le congrès de Vienne a constituée en ville libre, neutre, indépendante, et qui a été annexée à l'Autriche, en vertu d'un droit plus sacré encore que celui qu'elle tenait de ce bon Congrès, c'est-à-dire le droit du plus fort. Eh bien, dans cette ville on a transformé en université allemande l'université nationale qui comptait cinq siècles d'existence, et qui devait son entretien aux legs que lui avait faits le patriotisme des rois et des nobles du pays. D'autres institutions semblables ont subi le même sort. Je ne parle pas de la presse. On aime à répéter qu'elle est libre; mais cette liberté est telle qu'elle préférerait (et elle ne cesse de le demander instamment) d'être replacée sous l'ancien régime de la censure. Ajoutez à cela que l'Autriche a tout sacrifié pour organiser cette grande, cette excellente

armée, qui fait son orgueil et qui n'a pu lui conserver la Lombardie.

Pour alimenter cette belle armée, ainsi que cette autre armée non moins utile d'employés, le gouvernement a épuisé toutes les ressources des contribuables; de sorte que, s'il survient une stagnation dans les affaires commerciales, si les bonnes récoltes viennent à manquer, il se trouve sans aucune réserve, et l'on voit aussitôt apparaître la misère la plus effrayante avec tout son horrible cortége. C'est ce qui a lieu actuellement dans la Croatie, dans la Carinthie et dans le nord de la Bohême, où la famine exerce ses ravages; et dans le Banat, si justement renommé à cause de la fertilité de son sol, les autorités provinciales sont obligées de faire appel à la bienfaisance publique pour venir au secours d'une population qui meurt de faim. Depuis donze ans l'administration est si mal dirigée, que le peuple en est réduit à regretter la mauvaise administration patrimoniale d'autrefois. Les finances sont ruinées, le crédit de l'Etat perdu, le bien-être des habitants a disparu, à cause des contributions écrasantes qui pèsent sur eux, et cependant les dettes que, pendant cet espace de temps, le gouvernement a contractées, se montent à un chiffre inouï. L'organisation, l'in-

struction et les approvisionnements de l'armée, cet enfant gâté, sont tels que, dans la dernière campagne, elle n'a pas été à même de résister une seule fois à l'ennemi, qnoique les soldats soient braves et sortent de races fortes et guerrières. Grâce au défaut de publicité, la corruption la plus honteuse a trouvé le champ libre et a pu remonter jusqu'aux rangs les plus élevés de la société.

Voilà le fruit de ce système absolu, *centralisateur* et *germanisateur*, inauguré par M. le prince de Schwarzenberg, et continué par M. le baron de Bach! Voilà les preuves que ces messieurs ont données de leur génie organisateur, de leur capacité administrative! Et pourtant ils avaient la prétention de pouvoir se passer des conseils que la voix des nations gouvernées pouvait spontanément leur donner! D'après cela, n'est-il pas de la plus grande évidence qu'il faut absolument changer de route et revenir aux constitutions?

III

Nationalités.

Nous allons donner plus de développement à la question des nationalités. Il n'y a pas de pays au monde où cette question soit d'une plus grande importance qu'en Autriche. C'est une question vitale pour l'Empire, qui n'est autre chose qu'un assemblage de nationalités diverses, régies par une seule et même dynastie. Nous l'avons dit et nous aimons à le répéter : l'existence, la composition, l'agrandissement successif, l'histoire enfin de l'empire d'Autriche ne ressemble à celle d'aucun autre Etat. Dans tous les autres Etats il y a, ou un peuple unique et de même race, ou au moins une nation principale et dominante avec quelques tribus peu nombreuses d'une autre race, qui vivent à côté d'elle et en forment une annexe peu importante, ou avec des peu-

4

plades qui tendent d'elles-mêmes à s'éteindre, parce qu'elles n'ont jamais eu de civilisation propre et n'aspirent pas à en avoir, telles que les Finnois et les Basques. Mais en Autriche c'est bien différent. La nationalité que le gouvernement voudrait rendre dominante ne compte que 7 millions d'âmes sur 35 dont se compose l'Empire. Encore, de ces 7 millions il n'y en a que 5 qui forment une masse compacte ; les deux autres se trouvent dispersés dans quelques districts de la Bohême et çà et là dans quelques communes des autres provinces. Les autres nations y sont très-nombreuses. Il y a les Slaves, au nombre de plus de 15 millions, qui forment à eux seuls presque la moitié de l'Empire, parmi lesquels se trouvent réunis, en masse compacte et au nombre de 7 millions, les Bohémo-Slaves. Ces nations, les Bohêmes et les Polonais surtout, ont une littérature et une vieille civilisation propres. A côté des Slaves on remarque cette race fière des Magyars (5 millions) ; il y a en outre les Valaques (3 millions) et une fraction de la grande nation italienne (2 millions et demi). Toutes ces nations sont très-attachées à leur langue et à leur littérature, et n'ont nullement envie, pour faire plaisir au gouvernement autrichien, de renoncer à leur nationa-

lité au profit des Allemands. Au contraire, elles réclament la jouissance des mêmes droits que ces derniers ; tant que leurs réclamations ne seront pas écoutées, l'Autriche n'aura pas d'assiette solide. Comme il est impossible de les *germaniser*, chaque nouvelle tentative dans ce but ne fera qu'augmenter leur mécontentement et leur résistance. Il serait bien plus sage, bien plus avantageux au gouvernement de respecter leur nationalité et de placer tous ses sujets sur le même pied de justice et d'égalité.

Jadis l'Autriche cherchait à se consolider, en fomentant la division parmi ces nationalités et en se servant des unes pour opprimer les autres. Mais ce moyen machiavélique, poussé un peu trop loin, a failli lui être fatal en 1848 et la renverser. Maintenant la paix et la bonne harmonie entre ces différentes nations peuvent seules assurer l'existence du gouvernement, ou être la cause de sa dissolution. En effet, si cette paix et cette harmonie sont le fait du gouvernement qui fait droit à leurs doléances et à leurs réclamations, et satisfait à leurs besoins et à leurs justes désirs, son existence est assurée ; mais si, en dehors du gouvernement, ces nations parviennent à s'entendre, à faire cesser leurs griefs réciproques et à faire cause commune, c'en est fait de

l'Autriche. Ce vieil édifice, qui déjà craque de tous côtés, ne tardera pas à s'écrouler.

Cette question des nationalités est fort compliquée. Quant à leurs aspirations, à leurs rapports mutuels et aux motifs de ressentiment qu'elles ont les unes contre les autres, il est bien difficile à un étranger de s'en faire une idée nette et exacte, d'autant plus que les correspondants des journaux et les hommes de parti font à qui mieux mieux pour embrouiller la question, en la plaçant sous un faux jour.

Le mot *nationalité* peut être pris dans trois acceptions différentes, et, de part et d'autre, on ne parviendra jamais à s'entendre, ni à former un tableau frappant et reconnaissable de la situation, tant qu'on emploiera ce mot, tantôt dans un sens, tantôt dans un autre. La nationalité peut se considérer au point de vue *politique*, au point de vue *historique* et au point de vue *ethnographique*, c'est-à-dire par rapport aux races qui la composent et à la langue qu'elles parlent. Chez tel peuple ces trois nationalités se trouvent réunies en une seule, tandis que chez tel autre elles sont bien distinctes, c'est-à-dire que ce peuple, envisagé sous les trois points de vue que je viens d'indiquer, se trouve avoir trois nationalités diffé-

rentes; ainsi le Valaque de la Hongrie est à la fois Roumain, Hongrois et Autrichien. L'Etat auquel un homme ou toute une race se trouve rattaché constitue la *nationalité politique* de cet homme ou de cette race. Les populations qui, bien que n'étant pas de la même race et ne parlant pas le même idiome, ont jadis fait partie d'un même Etat, qui ont une histoire commune, quand même pendant quelque temps elles auraient cessé d'appartenir à cet Etat, ou que même elles auraient été entièrement détachées pour être réunies à un autre Etat, conservent toujours la même nationalité *historique*, tels sont les Serbes, les Bosniaques et les Monténégrins. Ces peuples, provenant de la même race, étaient autrefois tous sujets de l'ancien *Zcarat serbe* et maintenant sont partagés entre trois Etats divers. Mais comme un peuple, dans les différentes époques de son histoire, et pendant une période de temps plus ou moins longue, peut avoir fait partie de plusieurs Etats, et sous des formes diverses de gouvernement, il s'ensuit que sa nationalité historique présentera plus d'un aspect, si on s'appuie sur une partie plutôt que sur une autre de son histoire et de sa coexistence politique avec d'autres peuples. En fin de compte, c'est toujours à ce peuple de juger du plus



ou moins d'avantages que lui offraient telle ou telle période de son passé, et quelle est la phase de sa nationalité historique qui a eu pour lui le plus ou moins de valeur et d'influence sur son existence politique actuelle. Cela dépendra toujours de ses sympathies et de ses antipathies. Ainsi, c'est à l'Ecossais de décider s'il préfère s'appeler *Ecossais* ou *Anglais* au point de vue historique. La *nationalité* historique peut aussi être complète ou incomplète, selon que ce peuple en question est ou a été en union complète avec l'Etat auquel il est ou a été agrégé, ou seulement sous sa dépendance.

De même que la nationalité politique d'un peuple annexé à un autre peut être pour lui une source de biens ou de souffrances, selon que cette annexion lui donne la liberté ou la servitude, elle peut ajouter à la force ou causer la faiblesse de l'Etat auquel il est annexé. Ainsi, il est avantageux à la France d'avoir acquis à sa nationalité l'Alsace, qui est enchantée d'être française, tandis que l'Autriche est loin d'avoir gagné en force par l'acquisition de la Vénétie récalcitrante. Je crois inutile d'expliquer ce que c'est que la nationalité par rapport aux races et à l'idiome. La différence qui existe entre la nationalité politique et la nationalité historique est assez

évidente. Ainsi, quant à sa nationalité politique, l'Alsacien est français; mais, quant à sa nationalité historique et ethnographique, il est allemand, parce que son passé historique se rattache à l'ancien empire d'Allemagne, et qu'il est de race allemande. Le Suédois et le Norwégien, quoique obéissant au même monarque, ont chacun une autre nationalité politique distincte, parce qu'ils appartiennent à deux États entre lesquels il n'y a d'autre union que celle des personnes. Le Norwégien et le Danois n'ont qu'une seule et même nationalité par rapport à la langue et à la littérature, communes aux deux peuples, mais ils ont une nationalité politique différente.

De toutes ces nationalités celle qui prend pour base la race et l'idiome des individus qui la composent est la plus importante, la moins variable, celle à laquelle le mot *nation*, qui dérive de *naissance*, s'applique avec le plus de justesse et de raison; la seule enfin qui soit *génétique*. Pour désigner la nationalité *politique*, nous avons le mot *Etat;* par nationalité *historique* on entend tout bonnement l'histoire d'un peuple, d'un pays; ou simplement le pays lui-même qui a gardé son nom historique et géographique; mais pour désigner la nationalité

basée sur la race et sur l'idiome, il n'existe pas de terme spécial. Le mot *race* signifie trop ou trop peu. En effet, les peuples d'origine germanique : les Allemands, les Suédois et les Danois, quoique de même race, ne constituent pas une nation ; au contraire, les Allemands de la Silésie, de la Poméranie, du Brandebourg, tous ceux enfin qui habitent à l'est de l'Allemagne jusqu'à l'Elbe, ne sont pas de race germanique, puisque ce sont des Slaves germanisés ; et cependant personne actuellement ne leur conteste la nationalité allemande ! Ce qui caractérise une nation, ce sont les mœurs, le sang, le costume, même la foi, les superstitions, les contes populaires, les chansons nationales, les souvenirs et les traditions du passé, les qualités plus ou moins accidentelles, dont l'ensemble forme une individualité à part, qui la fait reconnaître par les étrangers, et par-dessus tout l'idiome. De même que la langue est la principale marque de supériorité de l'homme sur le reste de la création, elle sert aussi de terme de comparaison entre les différentes races, qu'elle classe comme des individus. La nationalité par la race et par l'idiome vient de Dieu, tandis que la nationalité politique et la nationalité historique ne sont que l'œuvre de l'homme. Les races les plus ar-

riérées en civilisation, les plus sauvages, ont un idiome suffisant pour faciliter la communication des idées, touchant leurs rapports réciproques et les objets nécessaires à une vie toute matérielle. Mais une nation qui veut jouer un rôle dans l'humanité, être connue et respectée des autres nations, a besoin d'une civilisation propre, dont elle a l'instrument le plus puissant dans son idiome, ce trésor des grandes conquêtes de l'esprit, ce témoin de la vie intérieure, et de la grandeur humanitaire. On peut, pour ainsi dire, comparer l'idiome en général au visage d'une nation, et alors la langue littéraire ou plutôt la littérature en est la physionomie, c'est-à-dire cet ensemble de traits, par lesquels on peut juger de quelqu'un et dire si c'est un homme d'esprit ou un homme grossier. La langue littéraire est toujours la parole de la civilisation, tandis que l'idiome peut être un simple patois; il y a entre eux la même différence qui existe entre un homme bien élevé et un paysan. Enfin la langue littéraire est le principal signe distinctif de la nationalité; c'est l'idiome élevé au grade de puissance, qui peut, à lui seul, diviser en plusieurs nations ou réunir en une seule, les peuples qui la parlent. Par exemple, les Polonais et les Bohêmes, qui parlent deux dialectes slaves

très-rapprochés l'un de l'autre, forment deux nations distinctes, parce qu'ils se sont séparés par la langue littéraire; au contraire, les tribus allemandes qui parlent des dialectes bien moins rapprochés, et qui par là ont bien de la peine à se comprendre entre elles, ne forment qu'une seule nation, parce qu'elles ont une langue littéraire commune. Aussitôt que l'idiome d'un peuple cesse d'être sa langue littéraire, il devient un patois, et avec la langue littéraire, ce peuple court le risque de perdre aussi son individualité et son existence. La langue provençale avait déjà acquis un degré de culture considérable. Si la civilisation qui est née en Provence avait continué à grandir et à produire, aujourd'hui on ne verrait en France qu'une nation provençale, ou bien il y aurait deux nations, l'une provençale et l'autre française. Mais depuis que Paris, ayant pris le dessus, fut devenu le foyer de la civilisation, et que les Provençaux, cessant d'employer leur idiome dans les livres, eurent adopté le français pour langue littéraire, la nation française une et indivisible se trouva constituée et l'idiome provençal descendit au rang de patois. Si la littérature provençale avait continué à se développer, le peuple provençal, qui constituait d'abord une bran-

che distincte de la grande famille des nations latines, qui s'étendait dans une partie du Piémont, dans toute la France méridionale et en Espagne jusqu'à Valence, aurait pu devenir une nation, tandis que maintenant il se trouve fractionné et appartient à trois nations diverses, à l'italienne, à la française et à l'espagnole. De la même manière que la formation d'une langue littéraire commune peut réunir des tribus jusque-là divisées en une seule nation, la division dans la langue littéraire peut diviser à jamais une tribu en deux nations. Nous avons la preuve de cette division dans les Flamands et les Hollandais. La langue littéraire est la fleur de l'idiome; la littérature donne à un peuple un titre pour se produire, pour occuper une place dans la société des peuples civilisés, et entrer dans le cercle des nations reconnues. C'est dans la langue littéraire que les poètes chantent; c'est à elle que les grands génies confient le dépôt de leurs créations, et les savants, le fruit de leurs travaux et le résultat de leurs recherches.

La littérature est le domaine spirituel d'une nation, c'est le patrimoine qui alimente et soutient tous les membres d'une famille; elle ne cesse d'être pour eux un lien bienfaisant, et leur sert à se com-

muniquer leurs idées, leurs connaissances et leurs tendances mutuelles. C'est dans la littérature que se reconnaissent toujours les enfants d'une même race avec leur génie, leur caractère, leurs qualités et même leurs défauts particuliers. On se sert de l'idiome pour les besoins ordinaires de la vie, mais quand il s'agit de s'expliquer sur les intérêts majeurs de la nation, on emploie la langue littéraire.

Comme force, comme agent politique, la *nationalité par la race et l'idiome* l'emporte sur les deux autres. En effet, la nationalité historique est une donnée statistique du passé; la nationalité politique appartient au domaine de la statistique du présent; mais la troisième regarde la statistique de l'avenir. La nationalité politique est une combinaison toujours factice et souvent précaire. La nationalité historique est toute dans les chroniques et dans les souvenirs de l'homme, qui n'aime à se rappeler les événements de son passé, et en conserver la mémoire, qu'autant qu'il y trouve de la gloire et du bonheur. Mais la nationalité, qui se fonde sur les races et sur l'idiome, est la nationalité du sang et de la chair, du cœur et du cerveau, qui font reconnaître son individualité nationale par l'ethnographie, le physiologiste et l'anatomiste (l'ethnographie, la



physiologie et l'anatomie sont trois sciences des plus positives); c'est la nationalité de la famille, des descendants, à laquelle on ne peut renoncer; c'est la nationalité de l'éducation, de l'intelligence, des sentiments, enfin de tout ce qu'il y a de plus intime dans l'homme. Cette nationalité est la force motrice de notre époque, et comme elle est beaucoup plus puissante que les deux autres, elle doit nécessairement finir par en triompher. C'est pour revendiquer la liberté et l'égalité des nations que se sont faites toutes les révolutions de ce siècle, comme elles se sont faites dans le temps, d'abord pour revendiquer la liberté de la pensée et de la conscience, et ensuite la liberté et l'égalité de l'homme. Arborant le drapeau de cette nationalité, la Grèce a pu conquérir la liberté et son indépendance, et les Grecs qui se trouvent dispersés, sous différents gouvernements, soit comme de simples individus, soit en petites colonies, se regardent partout comme des frères, appartenant à une *seule et même nation*. L'on voit même des hommes de cette race, qui peut-être n'ont jamais vu la Grèce libre, ne pas reculer devant les plus grands sacrifices, et offrir des sommes fabuleuses pour aider au développement de ce pays, qu'ils considèrent comme leur patrie. Les Hongrois

ont aussi combattu pour détacher du gouvernement autrichien leur nationalité, et ils y auraient réussi, s'ils n'avaient pas voulu pousser les choses trop loin et s'ils n'avaient froissé d'autres nationalités, qui se sont levées pour s'opposer à leurs prétentions. A la même époque, cette même nationalité fit naître en Allemagne ce grand mouvement national qui mit les gouvernements en émoi. C'est aussi grâce à cette nationalité que les Serbes et les Belges ont conquis leur liberté, et que les Roumains, au grand étonnement de tout le monde, sont parvenus à l'union de leurs principautés. La plus grande création que cet agent de la nationalité ait produite sous nos yeux, est cette union vers laquelle l'Italie marche à grand pas. C'est un spectacle touchant et nouveau de voir tant de peuples se presser autour d'un trône, et demander à grands cris, comme une grâce, à se ranger sous la domination d'un homme dont le plus grand prestige est celui d'être considéré comme le représentant et le défenseur de l'unité nationale. Pourtant, outre que ces peuples ne jouissent pas de la même nationalité politique, pour parvenir à l'unité nationale, ils ont à surmonter les obstacles que leur présentent la légitimité, l'histoire et les liens de la religion, qui, certes, ne

sont pas les moins forts vis-à-vis d'une nation qui a toujours été et est encore essentiellement catholique-romaine. Depuis que le nom d'Italiens existe, ils n'ont jamais formé un seul Etat; mais ils ont toujours été divisés en une foule de petits Etats, que le municipalisme avait créés, et leur histoire n'est qu'un récit continuel de leurs luttes incessantes. Malgré cela une littérature commune a su conserver en eux et renforcer le sentiment de l'unité, et ainsi la nationalité de race et d'idiome a pu renverser tous les obstacles, abattre la nationalité politique, repousser la nationalité historique, et se rendre dominante en se plaçant au premier rang.

Le principe fécond des nationalités porte en lui-même le germe d'autres mouvements nationaux, d'autres guerres. De tous côtés on agite vivement cette question, et l'on ne saurait plus révoquer en doute que, dans une période de temps peu éloignée, la face de l'Europe n'ait changé, que la carte n'en soit réformée, et que dans ce remaniement on ne respecte les droits des nationalités de race et d'idiome, qui doivent, à bon droit, l'emporter sur tous les autres. La nationalité *politique*, c'est-à-dire l'union matérielle d'un peuple à un autre, n'est qu'un fait et ne constitue pas un droit, si ce n'est le droit

IV

Nationalités politiques de l'Autriche au point de vue politique et historique.

Après avoir expliqué nos idées sur les différentes acceptions du mot *nationalité*, nous allons présenter au lecteur un aperçu de la nationalité des différents pays soumis à l'Autriche, sous les trois rapports désignés.

Commençons par la nationalité *politique*. Jusqu'en 1848 cette nationalité variait dans les différents Etats de l'Autriche; mais depuis l'inauguration du système absolu, centralisateur, anti-historique et, par là, illégitime, il n'y a qu'une seule nationalité politique, reconnue et imposée par le gouvernement, la *nationalité autrichienne*, dont le nom existe depuis 1804, mais qui n'existe réellement que depuis 1849 et malgré les protestations de toutes les nations dont l'Empire se compose. L'auréole de cette

nationalité est telle, que, dans l'Empire comme hors de l'Empire, vous trouverez rarement un sujet *autrichien* qui veuille se dire tel, à moins que ce ne soit quelque habitant de l'archiduché d'Autriche, ou tout au plus des anciennes provinces autrichiennes; mais vous verrez partout des Hongrois, des Polonais, des Italiens, des Bohêmes et de Croates, qui aiment la nationalité autrichienne comme un condamné aime la camisole de force.

Venons à la nationalité *historique*. Il y a en Autriche des groupes de pays qui, après avoir formé, dans le temps, des empires indépendants, et partagé pendant plusieurs siècles les mêmes destinées, ont été successivement, et à une époque encore trop éloignée de nous, réunis aux Etats de la maison de Habsbourg par élection, par des pactes de famille ou par conquête, surtout à l'époque du refoulement des Turcs. Tous ces pays avaient conservé leurs anciennes institutions nationales et provinciales, que le gouvernement a plus ou moins respectées jusqu'à ce nivellement fatal, fait après 1848 par les prétendus champions des droits historiques. Les habitants de ces pays, quoique parlant quelquefois un idiome différent, n'ont pas perdu le souvenir de leur ancienne indépendance, dont ils con-

servent un sentiment plus ou moins vif. Cela fait qu'il y a entre eux une communauté d'idées et de tendances politiques d'autant plus forte que l'Etat dont ils ont fait partie était plus grand et glorieux, et qu'il favorisait davantage et sous tous les rapports leur liberté et leur prospérité. Comme ce sentiment, dans tous les mouvements qui ont pour objet une réforme quelconque de l'état de choses actuel, peut avoir sur leurs esprits une très-grande influence, il mérite d'être pris en sérieuse considération.

Nous allons passer en revue les différents Etats de l'Autriche par rapport à leur nationalité historique :

A l'étranger on est habitué à considérer l'Autriche comme un Etat allemand, mais on a tort. Nous l'avons déjà dit; dans tout l'empire il n'y a que sept millions d'Allemands, dont cinq millions à peine forment une masse compacte. Toutes les provinces autrichiennes qui font partie de la Confédération germanique, ne font pas la moitié de l'Etat, et les Allemands y sont en minorité.

Nous commencerons notre revue par les Allemands, dont le sentiment d'une nationalité germanique, au point de vue historique, est bien faible. Les provinces autrichiennes ayant fait partie de



l'ancien Empire d'Allemagne sont : l'archiduché d'Autriche (la haute et la basse Autriche), la Styrie, la Carniole, la Carinthie, le Tyrol, les anciens évêchés de Trente et de Brixen, l'ancien archevêché de Salzbourg, le comté de Gorice et de Gradisca, et une partie du marquisat d'Istrie; l'autre partie, y compris les îles et le littoral, appartenait à la république de Venise, à l'exception de la ville libre de Trieste, qui, après avoir subi maintes et maintes fois la domination des Vénitiens, finit par se mettre sous la protection des Habsbourg, ses voisins, dont la puissance avait considérablement augmenté. Tous ces pays constituaient le *cercle autrichien*, l'un des dix cercles ou provinces de l'Empire germanique. Mais, comme depuis longtemps le Saint-Empire romain avait plutôt une valeur historique que réelle, le souvenir d'en avoir fait partie y exerce bien peu d'influence. Par opposition à leur patrie, les Allemands autrichiens appellent les pays allemands non autrichiens *das Reich*, l'empire, ou *ein Ausland*, un pays étranger. Dans ces derniers temps la presse s'est donné bien de la peine mais avec bien peu de succès jusqu'à ce jour, pour réveiller le sentiment national et pousser à l'union de l'Allemagne. Il n'y a que les Allemands de race, surtout dans les villes

principales, qui, en 1848, aient applaudi, pendant un moment, aux efforts de la presse. Dans tout ce mouvement allemand qui se fait en Autriche, et auquel la presse de l'Allemagne avec la *Gazette d'Augsbourg*, qu'on doit considérer comme une feuille autrichienne, prête encore aujourd'hui tout son appui, la communauté de l'idiome et le sentiment de l'affinité des races exercent une influence beaucoup plus puissante que les souvenirs de la nationalité historique qui se rattache à l'ancien empire germanique. On appelle souvent pays allemands les provinces dites *de la couronne de Bohême*, c'est-à-dire la Bohême, la Moravie et la Silésie autrichienne. Mais ces pays formaient jadis un Etat puissant auquel appartenaient encore toute la Silésie prussienne et la Lusace. Une partie de la Silésie prussienne est habitée par les Slaves de la famille polonaise au Nord-Est, et de la famille bohême au Sud. La Lusace aussi est habitée en grande partie par une autre tribu slave, les Wendes du Nord, appelés Serbes dans leur langue. La Silésie et la Lusace sont aujourd'hui des fractions importantes de la Prusse et de la Saxe; mais les traités réservent à la couronne de Bohême le droit de la révision sur la Lusace dans le cas où les familles qui règnent

actuellement dans ce pays viendraient à s'éteindre. J'ai dit cela pour constater la nationalité historique de ces deux pays. Il est toutefois bien permis de douter que, le cas échéant, l'Allemagne veuille permettre à la Bohême d'user de ce droit historique, quelque garanti qu'il soit par le droit des gens.

Les pays bohêmes, sauf un quart à peu près de la population qui est allemande, sont tous habités par un peuple de la grande famille slave, les Bohêmes ou Tchèques.

Ces pays n'ont jamais fait partie d'aucun des dix cercles qui composaient l'ancien Empire germanique, ni par conséquent de ce dernier. Leurs rapports avec l'empire n'avaient rien de ce qui désigne. d'une manière caractéristique, la coexistence politique. Le roi de Bohême était prince électeur, et, à cause de cette dignité, vassal de l'Empire. Le royaume lui-même, d'après les traités de la déclaration formelle de l'empereur Ferdinand Ier, n'était point un fief. Il est vrai qu'on le comptait au nombre des pays qui dépendaient du Saint-Empire romain; mais il en dépendait à peu près au même titre qu'Arles, la Bourgogne, Montbelliard, la Lorraine, la Savoie, et plusieurs villes d'Italie, c'est-à-dire en vertu du droit national allemand, surtout

lorsque le trône impérial était occupé par un homme qui, prenant le droit au sérieux, avait l'envie et la force de le mettre à profit.

Si le sentiment de cette nationalité historique est déjà bien faible dans les pays allemands de l'Autriche, il est tout à fait nul dans les pays bohêmes. Cependant, pour contrebalancer la prépondérance de la Prusse, ou, pour parler plus exactement, afin d'acquérir lui-même cette prépondérance, passant par-dessus les priviléges qu'il avait juré de maintenir, l'empereur François a fait entrer tous ces pays dans la Confédération germanique. Il a voulu se rendre le plus fort des confédérés, afin d'être en état de maîtriser tout mouvement national ou libéral. Par ce moyen il a pu aussi confisquer la liberté de la presse et étouffer toutes les demandes de réforme. On connaît maintenant les beaux avantages que l'Allemagne doit aux conférences de Vienne, de Tœplitz, et, dernièrement, d'Ollmütz, et qui sont le fruit de la prépondérance qu'a value à l'Autriche l'entrée des provinces bohémo-slaves dans la Confédération. A la première occasion qui s'est présentée de se prononcer librement, les Bohêmes l'ont saisie pour manifester leurs vœux et protester contre toute communauté de nationalité politique

avec l'Allemagne. En 1848, lorsqu'il s'agit de préparer la voie à l'unité allemande, par la création à Francfort d'un Parlement composé des représentants de toute la nation allemande, les Bohêmes, d'abord par leurs personnages les plus éminents, par leur comité national et ensuite par leurs députés à l'Assemblée constituante, déclarèrent, qu'étrangers à la nationalité allemande, ils devaient s'abstenir de prendre part à la formation du futur Etat germanique, ne désirant que de rester les sujets de leur roi, l'empereur d'Autriche. Conséquents avec cette déclaration, et malgré les sommations du ministère de Vienne, ils refusèrent obstinément d'envoyer des députés au Parlement de Francfort, où la Bohême ne fut représentée que par quelques membres, élus par le petit nombre d'Allemands qui habitent certains districts de ses frontières. Les souvenirs historiques éloignent plutôt qu'ils ne rapprochent le Bohême de l'Allemand, parce qu'il sait que de tout temps il a été obligé de défendre son indépendance contre les envahissements du *Germanisme*. Pour mieux assurer et sauvegarder leur nationalité, les Bohêmes appelèrent au trône une dynastie slave, les Jagellons; et les Hongrois, sentant, par la même raison, le besoin

pressant de faire cause commune avec eux, se donnèrent aussi à la même dynastie. Lorsque le roi Louis eut perdu la vie dans la funeste bataille de Mohatch contre les Turcs; en 1526, les deux nations, voyant le danger imminent dont les chrétiens du Sud étaient menacés, offrirent spontanément la couronne à la maison de Habsbourg. Mais quand plus tard cette maison voulut empiéter sur les privilèges et franchises des Etats de la confession bohêmes, la noblesse protestante prit les armes et appela au trône le prince palatin Frédéric. En 1620, après la bataille de Prague, qui fut si désastreuse pour la Bohême, l'empereur et le roi Ferdinand II abolit la constitution du royaume, et la remplaça en 1627 par un simple statut. La Hongrie fut plus heureuse, elle conserva la sienne jusqu'en 1848.

Malgré la perte de la constitution, le sentiment de leur nationalité politique s'est conservé dans les pays bohêmes. S'il n'y est pas aussi prononcé qu'en Hongrie, la faute en est à la noblesse, qui, appelée à être la dépositaire et la gardienne du droit public du royaume, a oublié sa mission politique et le sentiment de sa nationalité pour hanter la Cour. Cela se voit même dans les familles qui ne sont pas étrangères au pays. De cette manière elle a su obtenir des



places lucratives à la Cour, dans l'armée et dans toutes les branches de l'administration. Elle n'a pas dédaigné également d'exploiter la faveur dont elle jouissait pour entrer dans différentes sociétés industrielles afin de dorer son blason au moyen des gros profits que donnent ordinairement les grandes entreprises.

La conséquence de cette ligne de conduite est que la noblesse bohême a perdu toute importance politique nationale et n'est plus qu'un instrument flexible entre les mains du gouvernement. Comme elle ne trouve plus d'appui dans la nation, qu'elle a entièrement abandonnée à elle-même et avec laquelle elle refuse toute communauté de langue, d'idées, de tendances politiques, de sentiment national enfin, elle est déconsidérée aux yeux du gouvernement lui-même. Quoique très-riche en possessions territoriales, elle ne saurait soutenir la comparaison avec la noblesse hongroise ni par son éducation et ses opinions libérales, ni par son patriotisme et son influence politique dans le pays. Elle est très-peu nombreuse ; elle ne voit pas autour d'elle une petite noblesse qui fasse chorus, et pourtant elle dédaigne de s'associer la bourgeoisie. M. de Bach avait bien raison de rire en secret de cette noblesse dépaysée, ou

plutôt dénationalisée, lorsqu'elle voulut bouder le gouvernement et mettre en avant ses prétendus droits sans avoir personne pour l'appuyer et la défendre.

Néanmoins, nonobstant le peu d'influence de la noblesse sur les masses, la nation s'est développée d'elle-même et d'une manière étonnante. Contrairement à la noblesse, la petite bourgeoisie, très-nombreuse dans le pays, la classe agricole et le clergé conservent un sentiment très-vif de leur nationalité historique. Ce sentiment, nourri avec amour surtout par la jeunesse, gagne tous les jours du terrain et se propage jusqu'aux classes inférieures par la littérature nationale, qui est accessible à toutes les intelligences, et par la connaissance de l'histoire du pays, qui se glorifie d'avoir vu naître des hommes tels que Ottokar, Charles IV, Jean Hus, Zizka et George de Podiébrad, et qui revendique avec raison la part la plus glorieuse dans les luttes de la chrétienté contre les Mongols et les Turcs. Dans les deux derniers siècles, même après sa réunion à l'Autriche, la Bohême n'a pas cessé de lui fournir ses plus grands capitaines, depuis Wallenstein jusqu'à Radetzky, ses hommes d'Etat les plus célèbres, depuis Schlick jusqu'à Kaunitz, le plus grand nombre de ses savants et d'ha-

biles fonctionnaires publics de toute sorte. Chez les Slaves des pays bohêmes le sentiment de la nationalité historique se joint principalement à celui de la nationalité ethnographique, de même que la nationalité hongroise trouve son expression la plus prononcée dans la race magyare. Comme cette nationalité historique n'est ni représentée ni prônée par la haute noblesse, elle n'a pas l'éclat des autres, mais ce serait étrangement se tromper, que de croire qu'elle a pour cela une importance politique moindre. Elle est, au contraire, mieux assise que les autres, parce qu'elle trouve son point d'appui dans la masse d'un peuple éminemment instruit. L'année 1848 est là pour prouver combien les Bohémo-Slaves sont supérieurs en sagesse politique aux autres peuples de la monarchie, puisque ce furent les seuls assez éclairés pour ne pas se faire représenter par des paysans à l'Assemblée constituante. Les Bohêmes étaient en outre à cette époque à la tête du mouvement politique de tout le parti slave qu'ils dirigeaient et qui décida du sort de l'Autriche.

Il n'y a pas grand'chose à dire sur la nationalité historique de la Gallicie. Elle se rattache à l'ancien royaume de Pologne, dont les Polonais, surtout ceux de race, regardant leur assujettissement à l'Au-

triche comme transitoire, désirent et s'efforcent d'obtenir la réunion intégrale. Parmi les Petits-Russiens de la Gallicie, il n'y a guère que la noblesse, toute polonaise de race, laquelle aspire ardemment à cette reconstitution de leur patrie. Le peuple est trop arriéré pour avoir une idée précise de sa nationalité historique et exprimer ses vœux sur une autre combinaison politique. D'ailleurs on ne peut nier qu'il ne sympathise guère avec les tendances politiques de la noblesse, car le temps qu'il a été incorporé à l'ancienne Pologne n'a pas été pour lui un âge d'or.

Il est bien inutile de parler de la nationalité historique des pays italiens. L'Autriche ne possède plus que la Vénétie, et tout le monde sait de quel côté penchent les aspirations politiques des Vénitiens, qui n'ont pas une grande envie de faire revivre leur ancienne république.

Celui d'entre les Etats de l'Autriche où le sentiment de la nationalité historique est sans contredit le plus prononcé et le plus fort, c'est la Hongrie, et ce n'est pas sans cause. La Hongrie, non-seulement possède, comme la Bohème, une histoire glorieuse, mais encore elle a conservé, jusqu'en 1849, tous les droits d'une nation souveraine d'elle-même,



et autonome, ce qui lui assurait une position privilégiée parmi les Etats de l'Empire. Les Habsbourg l'ont toujours considérée comme la principale de leurs provinces, soit par son étendue et le nombre des habitants, soit par une fertilité de sol et une richesse en mines tout à fait exceptionnelles. Il est vrai que sa constitution était toute à l'avantage d'une classe, la noblesse, et que le pauvre peuple ne s'en trouvait pas trop bien : mais cette noblesse représentait le pays d'une manière brillante, et les paysans eux-mêmes voyaient avec une certaine satisfaction leurs *magnats* étaler partout un luxe oriental qui était peut-être le fruit de la sueur de leurs fronts et la cause de leur misère. D'ailleurs cette noblesse, si jalouse de leurs droits, défendait avec courage les libertés du pays et était vraiment noble, patriotique et progressive. C'est pourquoi tout Hongrois, malgré la diversité des races, était fier de se dire tel, parce que l'emploi du latin comme langue diplomatique du royaume, ne donnait la prépondérance à aucune race et écartait tout motif de haine et de dissension. Aussi rien de plus légitime que ce sentiment de leur nationalité. Mais lorsque les Magyars réussirent à faire adopter leur langue comme langue officielle à

la place du latin, et que cet empiètement eut pris des proportions injustes, l'égalité des Hongrois des autres races se trouva attaquée, détruite, et peu à peu le sentiment de leur nationalité historique s'éteignit en grande partie. Cependant il n'est pas mort tout à fait. Il s'est même réveillé et renforcé chez beaucoup d'individus depuis que l'état de choses actuel, comparé avec l'ancienne liberté du pays, fait vivement regretter le passé; surtout depuis que la dernière révolution et la lutte héroïque longuement soutenue pour la cause nationale contre le reste de l'Empire donnent un nouveau lustre à la nationalité et au nom hongrois.

Dernièrement le baron Eotvos, dans une brochure que la conviction de l'existence de ce sentiment a dictée et qui a fait une grande sensation en Autriche, plaçant avec raison la légitimité de la nation au même niveau que la légitimité de la dynastie, proposa la régénération de l'Autriche en prenant pour base la nationalité historique. Pourtant cette régénération ue serait pas facile, même dans les pays hongrois et bohêmes; d'abord parce qu'il y a conflit entre la nationalité historique et la nationalité de race, ensuite parce que peut-être et même sûrement on pourrait contester, et nous le verrons

bientôt, la nationalité des pays slaves du Sud, que le baron Eotvoes considère tout simplement comme Hongrois, tandis qu'ils prétendent avoir une nationalité historique particulière.

La Croatie et l'Esclavonie formaient jadis un royaume indépendant, qui plus tard, pour mieux défendre sa liberté, se plaça sous la protection de la Hongrie, sans toutefois renoncer à sa nationalité et à son autonomie. Une seule Diète, composée des députés de ces deux pays, représentait la nationalité politique et sauvegardait l'autonomie du royaume, lequel, quoique placé sous une certaine dépendance, et presque sous la suzeraineté de la couronne de la Hongrie, ne faisait point partie intégrante de la nationalité politique de ce pays. On n'envoyait pas à la Diète hongroise des représentants de la noblesse élus par districts ou comitats, mais seulement quelques fondés de pouvoirs. C'est justement parce que la Diète hongroise, voulant unir ces deux pays au royaume par des liens plus étroits, et abusant de son pouvoir pour leur imposer la langue magyare au détriment de la leur, porta atteinte à leur nationalité slave et à leur autonomie historique, que les Croates, en 1848, prirent les armes contre les Magyars, que la Diète autonome des deux royaumes

unis vota les subsides nécessaires à l'armée nationale, et élut le ban Jellachich pour la commander.

La Dalmatie, l'un des trois royaumes réunis à la couronne de Hongrie et appelés par les Croates *troïedina kralievina*, ne participait pas de l'autonomie des deux autres. N'ayant pas de constitution, le ministère la gouvernait avec un pouvoir sans restriction. Plus tard, elle fut représentée à l'Assemblée constituante de Vienne. Le littoral croate, placé entre la Dalmatie et la Croatie, dont il est une fraction importante, n'avait pas non plus d'institutions constitutionnelles.

On a formé nouvellement une province de la Voïvodie serbe et du Banat, qui, jusqu'en 1848, ont fait partie de la Hongrie. Au dix-septième siècle, lorsque les derniers efforts de la nation serbe pour reconquérir leur liberté sur les Turcs, qui avaient renversé son ancien czarat, eurent échoué, les guerriers serbes, plutôt que de se soumettre aux musulmans, résolurent de chercher une nouvelle patrie au Nord dans les pays chrétiens. La maison de Habsbourg les accueillit, leur céda les terres dévastées du Banat, et leur accorda des lettres patentes, par lesquelles leur autonomie politique et religieuse, sous la souveraineté de l'Empereur, et le libre choix

du voïvode leur étaient assurés. Mais après qu'ils eurent colonisé le pays et vaillamment combattu pour la liberté, le gouvernement autrichien jugea convenable à ses intérêts de le réunir à la Hongrie. Toute réclamation fut inutile, et l'on expliqua dans un sens de plus en plus restrictif les priviléges qu'on leur avait accordés. En 1848, la race magyare s'étant emparée des rênes du gouvernement de la Hongrie, voulut restreindre l'autonomie des Serbes plus encore qu'on ne l'avait fait à Vienne. Alors ils prirent les armes et soutinrent la lutte, quoique inégale, d'abord contre les troupes qui les combattaient au nom de leur empereur et roi, et plus tard avec son approbation, quand le mouvement des Hongrois fut déclaré révolutionnaire. A cette époque le gouvernement autrichien promit aux Serbes, qui défendaient son drapeau, de rétablir cette Voïvodie, garantie par leurs anciens priviléges. Il tint parole, mais de quelle manière? Il réunit à la Voïvodie un territoire valaque, ayant une population égale à la sienne, et en exclut des populations serbes qui demandaient à y être incorporées.

Tout au long des pays slaves du Sud on trouve une bande étroite de territoire qui s'étend depuis la Transylvanie jusqu'à la Dalmatie, et qui s'appelle

frontière militaire. C'est une colonie dont toute la population mâle doit servir dans l'armée. On peut s'imaginer combien ce devoir, à l'accomplissement duquel elle est effectivement forcée de sacrifier une grande partie de son existence, doit être une lourde charge pour les hommes qui ont en outre des terres à cultiver, et une famille à nourrir et à élever. Ces pauvres gens sont à chaque instant tracassés et traînés dans quelque partie reculée, ou à l'une des frontières de ce vaste empire, pour y étouffer une révolution ou y faire la guerre. Cette colonie militaire a été fondée principalement pour défendre les frontières contre les invasions turques. Mais comme de nos jours les musulmans ont bien rabattu de leurs orgueilleuses prétentions, et ne visent plus à faire des conquêtes, elle n'a plus aucune raison d'être. Pourtant le gouvernement autrichien la maintient sous le prétexte des quarantaines, et pour ne pas laisser s'affaiblir, dit-il, l'ardeur guerrière des habitants, et se perdre les habitudes de la vie militaire. Mais le véritable but c'est d'avoir continuellement à sa disposition une armée toute prête qu'il peut joindre à celle qu'il recrute régulièrement dans les autres provinces. Ce sont les régiments auxquels la presse étrangère donne commu-

nément le nom de *Croates*. La population s'estenfin aperçue que les charges de ce service sans limitation de durée, auquel est astreint tout homme valide sans exception, sont écrasantes pour elle, et ne profitent plus au pays, mais exclusivement à la dynastie régnante. Aussi pousse-t-elle les hauts cris et réclame-t-elle instamment un changement dans sa situation, et son annexion aux provinces limitrophes dont elle porte le nom et parle la langue. Elle émit ces vœux d'une manière bien prononcée en 1848, et le ban Jellachich ne devint populaire dans toute la frontière militaire qu'à cause des promesses de réforme qu'il fit, et que malheureusement il ne fut pas dans son pouvoir d'exécuter. Cette population essentiellement militaire est presque exclusivement composée de Slaves parlant la même langue ; savoir : de Serbes orthodoxes, d'Esclavons orthodoxes seulement en partie, et de Croates tous catholiques. Dans un moment donné elle pourrait avoir, sur les destinées des pays voisins, une influence beaucoup plus grande qu'on ne pourrait le croire à en juger par le nombre des habitants.

Il me reste encore à parler de la Transylvanie. Ce pays avait une constitution bien singulière et tout exceptionnelle. Trois nations officiellement recon-

nues, privilégiées et dominantes, les Hongrois, les Szekils et les Saxons (colonie ancienne d'Allemands), y vivaient à côté d'une autre nation non officiellement reconnue, quoique réelle : la nation valaque ou roumaine, qui forme à elle seule les deux tiers de toute la population du pays. Celle-ci s'étend en masse compacte dans les districts qui avoisinent la Hongrie et la Voïvodie, tandis que les Hongrois et les Székils (de race magyare) n'occupent que quelques petits districts : le reste se trouve éparpillé dans tout le pays, soit dans des enclaves peu étendues, soit en qualité de gentilshommes propriétaires de terres. De même les Saxons se trouvent comme isolés dans les villes et les bourgs : il en reste bien peu qui soient adonnés à l'agriculture. Le grand-duché de Transylvanie était aussi considéré comme une province de la couronne de Hongrie, quoique sa dépendance complète ne datât que d'une époque où la Hongrie elle-même obéissait déjà aux Habsbourgs. Les rapports entre le grand-duché et la Hongrie ont toujours été plus intimes qu'avec les autres provinces de l'Empire, parce qu'ils avaient à défendre, outre les empiètements du cabinet de Vienne, des droits constitutionnels à peu près égaux; parce qu'une fraction assez impor-

tante de la race magyare se trouvait enclavée dans la Transylvanie ; parce que beaucoup de Magyars avaient des propriétés dans les deux pays et y exerçaient des droits que, dans l'un et dans l'autre, la charte accordait également aux Magnats. Aussi la Transylvanie allait de jour en jour plus à la remorque de la Hongrie. La constitution de la Transylvanie, avec ses institutions aristocratiques et ses anomalies de nations privilégiées, ne pouvait pas résister au choc de 1848. A cette époque les Hongrois, ou plutôt la noblesse hongroise, voulaient une annexion complète à la Hongrie; les Saxons craignaient la perte de leurs priviléges et de leur nationalité. Les Valaques s'agitaient et demandaient instamment l'autonomie du pays. Ils prétendaient avoir dans la représentation nationale une part proportionnée au chiffre de la population de leur race. Pour soutenir leurs prétentions contre les Magyars, ils s'insurgèrent et se placèrent sous les ordres et la direction de chefs nationaux, et plus tard sous ceux d'officiers autrichiens. Comme la nationalité historique de la Transylvanie n'est, pour la grande majorité des habitants, que le souvenir du servage, cet agent politique a bien peu d'efficacité sur leur esprit. Les Roumains sympathisent plutôt avec leurs

conationaux des principautés danubiennes, auxquels ils sont liés par la foi, par la langue et la littérature, et même par quelques souvenirs historiques. Les Allemands, qui n'étaient nulle part dans le pays assez compactes pour former un noyau de résistance, après un moment d'indécision, se prononcèrent pour le gouvernement autrichien; parce qu'ils en espéraient la défense de leur nationalité. L'occupation du pays par les Russes mit fin à cette guerre et à cette lutte entre les différentes races, qui fourniront à l'histoire plus d'une page honteuse et sanglante. Je crois que cette esquisse sur la nationalité politique et historique des différents Etats de l'Autriche sera suffisante au lecteur pour qu'il se fasse une idée de leurs sympathies et antipathies politiques, ainsi que de leur importance; le tout basé sur leur histoire.

V

Nationalités des États de l'Autriche au point de vue des races et de l'idiome.

La population de l'Autriche, depuis que la Lombardie en a été détachée, s'élève à peu près au chiffre de 35,000,000 d'habitants. Dans ce chiffre, la grande famille slave compte environ quinze millions et demi d'âmes. Ces chiffres sont tirés de la statistique officielle, qui, certes, n'est pas favorable aux Slaves, car souvent on y voit classés, parmi les Allemands, des habitants de villes surtout, par la seule raison qu'ils savent parler l'allemand, quoique souvent ce soient des Slaves, même des moins contestés. Généralement les idées qu'on a dans les pays occidentaux sur les Slaves sont en grande partie erronées; c'est pourquoi, avant de parler des autres nations, nous en dirons quelques mots. La famille des Slaves est la roisième branche de la race indo-euro-

péenne, et se rapproche de la famille latine, qui en est la première, et de la famille germanique, qui en est la deuxième, d'abord par la ressemblance du type anatomique et physiologique, et ensuite par l'affinité des langues, la dérivation et l'inflexion des mots et autres marques caractéristiques, communes aux trois races. Les Slaves comptent à peu près 86 millions d'âmes, et occupent la moitié orientale de l'Europe, de sorte qu'en tirant une ligne droite depuis la mer Baltique jusqu'à la mer Adriatique, toute la partie qui se trouve du côté de l'Orient est slave, à peu d'exceptions près.

Les ethnographes et les philologues slaves divisent cette famille en deux branches principales : la première est celle des Slavo-Russes au Nord-Est, qui se subdivisent, 1° en Grands-Russiens (40 millions) ; 2° Petits-Russiens (15 millions) ; 3° Blancs-Russiens (3 millions), et des Slavo-Illyriens (Bulgares, Serbes et Slovènes) au Sud-Est. La seconde est celle des Slaves occidentaux, comprenant 1° les Polonais ; 2° les Bohémo-Slaves, et 3° les Wendes ou Serbes du Nord, habitant la Lusace saxonne et prussienne. Les Slaves d'Autriche appartiennent surtout à la branche des Slaves occidentaux.

Les Bohémo-Slaves (Tchèques en leur langue) oc-

cupent les pays de la couronne de Bohême, la Bohême proprement dite, la Moravie, la Silésie et le nord-ouest de la Hongrie. Ils parlent le bohême jusqu'au centre de la Moravie ; au-delà le bas peuple ne parle que des dialectes ou patois (le hanaque, le silésien, le slovaque, et une multitude d'autres, qui ne sont que des variations de ce dernier) jusqu'aux environs d'Eperies.

Les Bohémo-Slaves forment plus des deux tiers des 5 millions de la population bohême et plus des trois quarts de celle de la Moravie. La race allemande, qui forme le reste de ces deux populations, occupe les districts des frontières. Elle se trouve en masse plus compacte au nord-ouest et au nord-est de la Bohême; et ensuite au nord de la Moravie et de la Silésie. Les Bohémo-Slavès de la Hongrie, appelés Slovaques, occupent les vallées où coulent les rivières qui descendent des monts Carpathes. Leurs limites ethnographiques au Sud se rapprochent du Danube sur quelques points, et là où ce fleuve forme un angle droit vers le Sud, elles prennent une direction Nord-Est. Si on excepte l'ancienne langue slave de l'Eglise, qui a cessé d'être une langue littéraire vivante, le bohémo-slave, ou simplement le bohême (tchèque) est la plus ancienne des langues

littéraires slaves. La littérature bohême écrite remonte au xe siècle. Au xive et au xve siècles elle avait des prosateurs éminents. Le célèbre Jean Huss fut en même temps le réformateur de l'orthographe et l'un des écrivains bohêmes les plus distingués. Après lui la littérature bohême, grâce surtout aux travaux de quelques hommes éminents de la secte des frères Bohêmes ou Moraves, prit des développements de jour en jour plus considérables, et arriva enfin à son âge d'or au commencement du xviie siècle. De même que la liberté du royaume, elle reçut une blessure mortelle à la bataille de Prague ; et ne fit que languir jusqu'à la fin du xviiie siecle. Les efforts et la persévérance d'hommes capables l'ont ranimée dans les premières années de ce siècle, et lui ont fait prendre un essor extraordinaire. Actuellement une phalange d'écrivains, très-versés dans toutes les branches de la littérature, et patriotes, travaillent sans relâche, pour éclairer et instruire leurs conationaux. Par leurs soins l'instruction s'est tellement répandue, non-seulement dans la bourgeoisie, mais aussi parmi le peuple des campagnes, que des ouvrages fort sérieux s'y vendent par milliers, et que la société qui s'est formée en Bohême pour éditer des livres d'instruction mo-

rale et religieuse est obligée de tirer à 27,000 exemplaires les ouvrages qu'elle publie, afin de satisfaire aux demandes qui lui en sont faites. Il y a bien peu de pays où le bas peuple aime aussi passionnément la lecture. Quelques Slovaques de la Hongrie, (les Slovaques forment une tribu d'environ 2,000,000 d'âmes), ont eu l'étrange idée d'écrire dans un des patois du pays afin de l'élever à la dignité de langue littéraire, mais jusqu'à présent tous les essais faits dans cette intention se sont bornés à la composition de quelques poésies ou chansons nationales, et de quelques livres religieux à l'usage du peuple. Les hommes les plus sensés et les plus instruits de cette tribu continuent à employer le bohême dans leurs productions littéraires, comme l'ont fait les écrivains les plus célèbres depuis le xv[e] siècle jusqu'à nos jours, où les Slovaques les plus renommés, Chafarjik, auteur de l'histoire primitive des Slaves, et le poëte Kollar, qui, dans une brochure remarquable, a proclamé le premier la doctrine du panslavisme, ont ajouté beaucoup de lustre à la littérature bohême moderne.

Cette même tribu slovaque, dès avant 1848 et par la voix du clergé principalement, s'est opposée énergiquement aux lois émanées de la Diète hongroise

qui tendaient à la *magyariser*, quoique ces lois fussent appuyées même par la noblesse incontestablement d'extraction slovaque, dont plusieurs familles sont comptées au nombre des premières du pays. Cette même tribu, dans le mouvement de 1848, s'est ouvertement prononcée contre le gouvernement magyar, seulement parce qu'il avait voulu la *magyariser*. Soulevés par quelques prêtres et quelques défenseurs ardents de leur nationalité (Hurban et Stur), les Slovaques, commandés par des officiers moraves et bohêmes, firent une contre-révolution qui fut d'abord comprimée par des troupes autrichiennes, mais qui plus tard se développa sous la protection du gouvernement de Vienne, et sous la protection et les ordres du colonel polonais baron Lewartowski. En 1849, l'homme le plus célèbre de cette tribu, Kollar, ancien prédicateur protestant à Pesth, puis professeur de langue et de littérature slaves à l'université de Vienne, demanda avec instance que le pays des Slovaques fût détaché de la Hongrie et érigé en province de l'Empire. Le gouvernement était sur le point de l'accorder, lorsque la réflexion qu'il n'était pas de son intérêt de donner plus de développement à l'élément slave qu'à l'élément magyar, et qu'une telle séparation serait

une offense mortelle au vieux parti conservateur hongrois, alors favorable à l'Empire, le fit reculer, et la Slovaquie continua à faire partie de la Hongrie. Depuis lors les rapports entre ces deux races n'ont subi aucun changement. Comme les Slovaques n'ont pas beaucoup à se louer actuellement de l'administration autrichienne, surtout par rapport aux impôts, à la liberté politique et à l'égalité nationale, beaucoup d'entre eux, et à plus forte raison ceux en qui le désir et le besoin d'institutions libres l'emportent sur le sentiment de leur nationalité opprimée, penchent maintenant vers les Magyars, qui opposent au gouvernement central la résistance la plus opiniâtre. Il est juste aussi de reconnaître que les écoles et l'enseignement ont reçu de grandes améliorations par les soins du ministère, de quelques conseillers de l'instruction publique et du clergé. Ce dernier, ayant commencé à s'occuper un peu plus de l'instruction populaire, a dû nécessairement étudier davantage la langue littéraire des Bohémo-Slaves et se familiariser avec cette littérature. Cela étant, si le prestige politique, augmenté encore par les tendances illibérales du gouvernement, a acquis aux Magyars une importance plus grande parmi les Slovaques, le surcroît d'activité

littéraire chez ces derniers, en fortifiant leur nationalité, a rendu bien plus difficile, je dirai même impossible l'entreprise insensée de les *magyariser*. La confiance des Slovaques envers les Magyars n'est que conditionnelle; on ne pourra supprimer toute défiance et toute éventualité de lutte entre ces deux peuples qu'en les plaçant franchement sur le pied d'une parfaite égalité.

La seconde nation slave de la branche occidentale, ce sont les Polonais, au nombre de 9 millions, qui parlent tous la même langue, et dont plus de 2 millions sont sujets de l'Autriche, et habitent à l'ouest de la Gallicie. Leur frontière ethnographique qui les sépare des Petits-Russiens (*Roussines* ou *Ruthènes*), leurs voisins, passe près de la ville de Tarnou dans la direction du Sud-Ouest au Nord-Est.

Cependant, au-delà de cette ligne, parmi les Petits-Russiens, on trouve encore des Polonais partout, principalement dans les villes. Les nobles du pays, les propriétaires, leurs employés, leurs fermiers, etc., sont Polonais, ce qui donne dans toute la Gallicie une prépondérance sociale très-importante à l'élément polonais. Les nations occidentales connaissent l'histoire et la littérature de ce peuple bien plus que celles des autres Slaves,

aussi nous pouvons nous dispenser d'en parler longuement. En fait de poésie et de romans, cette littérature est la plus riche des littératures slaves. Les Polonais cultivent bien aussi les autres branches de la littérature, mais, en général, ils ne s'adonnent guère à l'étude des sciences exactes. Ils n'aiment pas non plus le commerce ni l'industrie, qui sont presque exclusivement entre les mains des étrangers et des juifs. Aussi cette nation n'a pas de bourgeoisie, et par conséquent de Tiers-Etat, cet anneau indispensable pour unir la classe des paysans à la noblesse. Ce manque de bourgeoisie est cause que la nation se trouve partagée en deux classes qui ne se ressemblent aucunement; l'une peut aller de pair avec les nations les plus civilisées de l'Occident, tandis que l'autre est grossière et sans la moindre instruction. Cet état de choses rend les intelligences et les rapprochements entre les deux classes très-difficiles, surtout quand leurs intérêts privés sont opposés.

A côté des Polonais sont les Petits-Russiens ou Ruthènes, qui occupent, au nombre d'environ trois millions, tout l'est de la Gallicie. Une partie de cette tribu a passé les monts Carpathes, et habite aujourd'hui le coin nord-est de la Hongrie, au nombre

d'un demi-million. Depuis les temps les plus reculés, les Petits-Russiens obéissaient aux princes de grande dynastie de Rurik. Celle-ci, après avoir fondé l'empire de Russie, se partagea en diverses branches, dont les chefs, à cause des guerres continuelles qu'ils se faisaient les uns aux autres, s'affaiblirent au point que plusieurs d'entre eux devinrent les vassaux de leurs voisins plus puissants. De cette manière les Petits-Russiens de l'ancienne principauté de Ghalitch (Gallicie) et des pays environnants devinrent, au commencement du XIVe siècle, les sujets de la grande principauté de Lithuanie, et à la fin de ce même siècle, ils se trouvèrent réunis à la Pologne, lorsque la dynastie lithuanienne des Jagellons fut appelée au trône de ce pays. Dans ce grand royaume, qui venait de se former ainsi, l'élément national polonais et l'influence du catholicisme, professé et protégé par la Cour, ne tardèrent pas à avoir le dessus et à dominer au point que l'ancienne noblesse tant lithuanienne que petite-russienne embrassa le catholicisme et se fit tout à fait polonaise. Cependant, le peuple petit-russien et blanc-russien des anciennes dépendances de la Lithuanie resta attaché à la foi orthodoxe et au rite slave. Par des motifs politiques autant que par zèle

de religion, les Polonais parvinrent, avec le temps, à faire consentir les Petits-Russiens à leur *union* avec l'Eglise catholique, c'est-à-dire à reconnaître la suprématie du pape dans l'Eglise et à introduire quelques changements peu importants dans leur liturgie. Par ce moyen les Ruthènes devinrent Grecs-unis ou Grecs-catholiques, comme le sont encore ceux qui sont dans l'empire d'Autriche. Dans les pays qui firent partie de l'ancien royaume de Pologne, le gouvernement russe est parvenu à les faire rentrer dans le sein de l'Eglise orthodoxe. On sait les récriminations auquelles de part et d'autre cette affaire a donné lieu; mais à en juger en homme impartial, on n'y voit que des motifs politiques. Les Polonais avaient amené cette *union* pour éloigner les Petits-Russiens des Russes et les soustraire à leur influence; de même les Russes, étant devenus les plus forts, ont rompu l'union pour hériter de l'influence politique que la noblesse polonaise, toute catholique, avait sur les peuples. En Gallicie, où l'*union* existe encore, les Petits-Russiens n'ont ni noblesse ni bourgeoisie, qui parlent leur idiome; et presque pas de littérature ni de civilisation propres; aussi subissent-ils l'influence de l'élément polonais, qui prédomine dans le pays ruthène, par sa

position sociale comme noble et propriétaire des terres seigneuriales, par sa civilisation, et avant tout parce qu'il représente la nationalité historique de ce pays, qui a appartenu à la Pologne pendant à peu près quatre sièles. C'est dans ce sens historique et point du tout ethnographique qu'on range parmi les pays polonais toute la Gallicie, tandis qu'en réalité il n'y a de vraiment polonais par la race et l'idiome que la partie occidentale habitée par les Mazoures, tribu de cette nation. La partie orientale, depuis les temps les plus reculés, a toujours fait partie de la Russie-Rouge. Aujourd'hui entre les Polonais et les Ruthènes de cette province existe un antagonisme bien prononcé. Le gouvernement de Vienne, voyant que l'élément polonais lui était ouvertement hostile, a cherché à en affaiblir l'influence. Bien secondé dans ses vues par le gouverneur comte Stadion, il se mit à favoriser l'élément petit-russien, et voulut se l'attacher en introduisant dans les écoles polonaises l'idiome ruthène à la place du polonais, qui y avait toujours dominé. Aussi en 1848, lorsque le mouvement national put se prononcer librement, l'antagonisme des Petits-Russiens contre les Polonais avait déjà acquis la puissance d'un agent politique. A cette époque on vit à Lemberg un comité

national ruthène à côté d'un autre comité national polonais, de même qu'il y a un archevêque ruthène grec-catholique, et un archevêque polonais catholique-latin. A l'Assemblée constituante de Vienne, les Ruthènes, ayant à leur tête quelques popes, soutenaient le gouvernement contre les exigences polonaises. Aussi le gouvernement dut-il d'abord les prendre sous sa protection et leur accorder quelques faveurs. On vit paraître à Vienne des livres d'instruction et un journal politique écrits dans leur idiome. Mais quand on vit que peu à peu le clergé, prenant goût à la lecture de ces livres, et ne trouvant plus dans la littérature ruthène, assez pauvre, un aliment suffisant, recherchait et lisait avidement les livres et les journaux russes (1), dont la similitude

(1) Le *Constitutionnel* soutenait dernièrement, dans un article dirigé contre nous, et dans lequel la polémique faisait tort à l'érudition, que le dialecte petit-russien se rapprochait davantage du polonais que du russe. Le passage qu'on a lu plus haut et le fait qu'il signale ne sont-ils pas une démonstration péremptoire de la quasi-identité des deux langues, qui ne sont proprement que les deux rameaux d'une même branche et qui ont une communauté d'alphabet, de construction, de syntaxe, si bien que la connaissance de l'une implique la facile intelligence de l'autre? Autant la langue russe et la petite-russienne présentent de points de similitude, autant cette dernière diffère du polonais, écrit en caractères latins et inintelligible sans études préalables pour un Petit-Russien ou un Russe.

des deux langues lui rendait la lecture facile, le cabinet de Vienne, craignant que la sympathie des Petits-Russiens pour leurs frères de la Russie ne prît des proportions dangereuses pour l'intégrité de l'Empire, voulut empêcher cette sympathie de grandir, et entraver, autant qu'il dépendait de lui, la connaissance de la littérature russe. A cet effet, et par un machiavélisme raffiné, il supprima l'alphabet cyrillien, qui était en usage depuis des siècles chez les Petits-Russiens, et est encore aujourd'hui celui de leurs rituels, et le remplaça par l'alphabet des latins, qui ne pouvait leur ouvrir l'accès à aucune autre littérature, parce qu'ils en ignorent la langue. Les Petits-Russiens de la Hongrie sont la tribu la plus pauvre et peut-être la plus négligée de ce pays. Ils sont dépourvus de toute instruction, et, par suite, il ne se produit chez eux aucune œuvre littéraire, et, par conséquent, le sentiment de leur nationalité y est presque nul. Moins que toutes les autres races ils se sont opposés à leur *magyarisation*. Ils n'ont pas de classe plus instruite qui les dirige, et leurs prêtres sont sous l'entière dépendance de la noblesse hongroise : aussi n'ont-ils à présent aucune importance politique.

Les Slaves du sud, nommés aussi Slaves Illyriens,

parce qu'ils occupent presque toute la péninsule illyrique ou la Turquie d'Europe actuelle, se divisent en trois branches : les Bulgares, les Serbes et les Sloventsis (Wendes du Sud). Les Bulgares occupent le pays qui s'étend depuis le côté est des frontières de la Servie jusqu'à la mer Noire et à Andrinople, et de là se prolonge vers le sud-ouest jusqu'à Salonique et aux frontières des Albanais ou Arnautes (*Skipetar's* en leur langue). Les Serbes occupent toute la partie nord-ouest de cette presqu'île. En Autriche, cette branche habite la Voïvodie serbe, une grande partie du Banat, l'Esclavonie, la Croatie, la frontière militaire, le littoral croate, une partie de l'Istrie et la Dalmatie. En Hongrie, l'élément croate arrive jusque dans le voisinage de Presbourg. Les Serbes occupent un grand faubourg de Buda-Pesth avec quelques colonies considérables. La population des Slaves du Sud, dans la signification restreinte de ce mot, est de 1,500,000 âmes dans ce royaume. Tous les habitants des pays que je viens de citer, quoique sous des noms historiques différents, ne forment qu'une seule nation. Leurs dialectes ne diffèrent pas beaucoup l'un de l'autre, et la langue littéraire est la même pour tous, excepté les variations que le culte et la civilisation, dont ils ont subi l'influence, ont intro-



duites chez eux. Les Serbes, qui sont Grecs-orthodoxes, et que les Allemands appellent *Raats* ou *Raits*, emploient dans leurs livres de rite l'alphabet cyrillien, et dans la littérature l'alphabet cyrillien moderne (russe, *grajdanskoï*). Les Croates, les Esclavons et les Dalmates, qui sont la plupart catholiques, se servent de l'aphabet latin. De nos jours les Croates, laissant de côté leur dialecte, ont adopté pour langue littéraire la belle langue dalmate, qui s'était développée et perfectionnée du temps de l'ancienne république de Raguse, surtout lorsque celle-ci fut parvenue à son apogée de richesse et de civilisation, et qu'elle vit naître dans son sein des poëtes aussi distingués que Palmota, Gundulitch et autres. Cette langue, que tous les Slaves catholiques du Sud écrivent avec la même orthographe, a encore l'avantage de se rapprocher de la langue littéraire des Serbes. Les principaux centres de production littéraire des premiers sont Agram, Zara, Fiume et Karlovac (Karlstadt), tandis que les derniers, excepté les journaux qui se publient dans la principauté de Belgrade, font imprimer leurs livres de préférence à Novi-Sad (Neusatz) et à Karlowitz, puis à Pesth et à Vienne.

La troisième branche des Slaves du Sud, ce sont

les Slovènes, appelé Wendes du Sud par les Allemands. Le cours de la Drave (Drau) peut être regardé comme leur frontière ethnographique. Toutes les populations qui sont au sud de cette rivière, soit dans la Styrie, soit dans la Carinthie et dans le Carniole, sont des Slovènes. Leur dialecte est le même qu'on parle dans les villages du territoire de Trieste, et que parle aussi le peuple de cette ville, ainsi qu'une partie de l'Istrie et même un certain nombre de communes dans la délégation d'Udine en Vénétie. Ce dialecte se rapproche le plus de celui des Croates. Cependant les Slovènes se sont créé une littérature propre qu'ils cultivent avec beaucoup d'activité et d'affection. Le clergé catholique de ces populations, qui lui en savent bon gré, s'occupe incessamment de l'instruction populaire. Le foyer d'où jaillissent leurs productions littéraires est Laybach, capitale du Carniole. Au parlement de Vienne, en 1848, ils se rangèrent du parti slave, et lorsqu'il s'agit de changer la délimitation et la division des provinces de l'Autriche, ils demandèrent que les populations allemandes de leur pays fussent annexées à la Styrie, et tous les Slovènes réunis en une seule province sous le nom de *Slovénie*.

Les Allemands, cette nationalité privilégiée dan

l'Empire, dont la langue vient d'être proclamée *langue officielle*, occupent surtout les provinces qui faisaient anciennement partie de l'empire germanique. Cependant il n'y a de provinces entièrement allemandes que la Haute-Autriche et le Salzbourg. Dans la Basse-Autriche on trouve déjà des communes bohêmes et croates. Le tiers de la Styrie méridionale, le Sud de la Carinthie et presque tout le Carniole sont slaves. Le versant méridional des montagnes du Tyrol est italien. Une portion assez grande du territoire de Bohême et le nord de la Moravie et de la Silésie sont aussi habités par des Allemands. On rencontre encore des colonies allemandes dans tous les pays de l'Autriche; les plus importantes sont en Transylvanie. Enfin l'élément allemand s'est répandu dans tout l'Empire, non-seulement à cause de la protection que lui accorde le gouvernement et des institutions administratives du pays, mais aussi parce qu'en général la civilisation et l'industrie de la race allemande sont supérieures à celles des autres races. Comme la Prusse est beaucoup plus avancée que l'Autriche en fait de manufactures et d'instruction professionnelle, on voit beaucoup de directeurs de fabrique, de contre-maîtres, de chimistes, etc., prussiens venir s'y établir. Au mi-

lieu des populations slaves et magyares il n'est pas rare de trouver des villes où une grande partie des habitants parlent l'allemand. Enfin l'étude de la langue allemande est devenue obligatoire pour tout homme qui dépend, en quelque sorte et à quelque titre que ce soit, du gouvernement, qui en a fait la langue des bureaux, de l'armée et des écoles publiques. Cette étude s'impose d'elle-même comme une nécessité à toute personne indépendante qui veut fréquenter les écoles et ne pas subir des vexations à chaque pas qu'elle fera dans la vie publique. Aussi l'allemand est-il devenu la langue dont les différentes races se servent pour communiquer entre elles. Ce qui est bien singulier, c'est que le gouvernement se sert des employés de la Bohême, qui sont Slaves en grande partie, pour germaniser les Magyars et les Polonais, et des officiers publics allemands pour germaniser les Bohêmes. Par ces moyens la langue allemande acquiert une importance politique aussi grande que celle des feuilles périodiques les plus répandues, et de la presse en général. Malgré cela la nationalité allemande ne gagne pas de terrain, parce qu'elle est la nationalité d'un gouvernement qui est bien loin d'être populaire, parce qu'elle est la cause de l'oppression sous laquelle gémissent les autres

nationalités, que l'on voudrait germaniser malgré elles, et que pour y parvenir on ne recule pas devant les mesures les plus odieuses. Aussi dans les pays non allemands quiconque n'est pas partisan du système actuel (et ses partisans ne sont que *rari nantes*), devient nécessairement, et par la force des choses qui pousse ces pays dans les rangs de l'opposition, un adversaire déclaré de cette nationalité allemande, qui sert de drapeau au gouvernement. Tout le parti libéral et toute la jeunesse des pays slaves et magyars embrassent la cause nationale propre, et partout où celle-ci a quelque force et quelque activité, il n'est pas rare de voir les descendants, les fils mêmes d'Allemands qui sont venus dans ces pays, comme agents du gouvernement ou pour tout autre motif, se prononcer pour elle et la soutenir. Voilà pourquoi les hommes politiques, les défenseurs les plus zélés des nationalités ont souvent des noms allemands. Peut-être la nationalité allemande ferait-elle plus de progrès parmi les races non allemandes, si on l'abandonnait à sa seule force civilisatrice, au lieu que maintenant on la repousse toujours plus des sociétés où elle était jadis dominante. C'est bien à contre-cœur qu'on la respecte là où le gouvernement l'impose. Par ses diatribes et

ses insultes contre les Slaves, les Magyars et les Roumains, la presse *germanomane*, ou, comme disent les Italiens, *austriacante*, est parvenue à ranimer le sentiment national même chez ceux en qui celui-ci paraissait éteint, et à rallier à l'opposition contre le gouvernement les hommes les plus apathiques.

Il y a en Autriche deux branches de la famille latine, mais bien différentes l'une de l'autre : les Italiens et les Roumains. La nationalité italienne, très-compacte dans la Vénétie, à laquelle on ne pouvait reprocher le manque d'une civilisation propre, ni imposer l'élément allemand sous prétexte qu'il lui était nécessaire pour se civiliser, a été de tout temps la plus ménagée par le gouvernement. Dans l'Istrie et la Dalmatie, où la grande masse du peuple est slave, et où il n'y a d'Italiens qu'une partie des habitants des villes et quelques propriétaires de terres, l'italien a été conservé dans les gymnases et dans les bureaux, parce que le slave, qu'on ne veut certes pas favoriser, n'était pas, disait-on, assez répandu, et qu'il était impossible d'y introduire l'allemand. C'est pourquoi en Dalmatie, où il n'y a que cinquante mille Italiens, éparpillés dans les villes, la langue de l'administration, des



gymnases et des écoles de navigation est la langue italienne. Il en est de même dans l'Istrie. Les Roumains forment la grande masse de la population de la Transylvanie, des districts limitrophes de la Hongrie, du Banat et de la Bukovine. A l'exception du clergé, il n'y a parmi les Roumains point de classe qui cultive la langue et la littérature nationales; la noblesse est polonaise dans la Bukovine, et magyare dans les autres contrées ci-dessus nommées; la bourgeoisie est allemande. Aussi la production littéraire est-elle presque nulle, et peu de gens sont à même de représenter cette nationalité dans la presse et dans la vie politique, tant elle est arriérée au point de vue de la culture et de la vie sociale. Cependant, un jour les grands et heureux développements que la nationalité roumaine a pris dans les Principautés-Unies ne pourront que tourner au profit des Roumains de l'Autriche.

Les juifs sont très-nombreux dans les pays slaves et hongrois. On n'en trouve pas dans les provinces exclusivement allemandes, telles que la Haute-Autriche, le Salzbourg, le Tyrol et la Styrie. Dans la Basse-Autriche, à peu d'exceptions près, on n'en trouve que dans le chef-lieu. Cela étant, on doit s'étonner avec raison que les juifs, dont l'activité lit-

téraire est si grande, et l'influence sociale nullement à dédaigner, soient si prononcés en général en faveur de la nationalié allemande, et si malveillants pour les autres, principalement pour celle des Slaves, à la tolérance séculaire desquels ils sont redevables de leur grand développement actuel. Il n'y a que la nationalité magyare que les juifs aient favorisée en 1848, surtout par leur correspondance dans les journaux allemands. Ils lui ont même fourni quelques hommes politiques et quelques bons écrivains. Ailleurs, la grande majorité des juifs penche pour la nationalité allemande. C'est un fait qui a son importance dans la presse périodique, car les neuf dixièmes des journalistes et des correspondants des journaux d'Allemagne sont juifs, et comme en général ils ne sont pas favorables aux races non allemandes, leur malveillance se reflète, quoique involontairement, dans la presse étrangère, surtout en France et en Angleterre. C'est un fait incroyable, mais pourtant vrai, qu'en Allemagne, et en Autriche par ricochet, les opinions et les sentiments de cette race forment, jusqu'à un certain point, et dirigent l'opinion publique. Ce ne sont pas toujours les mesures du gouvernement dont les peuples souffrent et dont on se plaigne le plus dans



les journaux étrangers. Le concordat, quelque mauvais qu'il soit, n'a pas apporté beaucoup de changements dans la vie pratique. Les réformes qu'on demande avec le plus d'insistance, tout utiles et nécessaires qu'elles paraissent du reste, sont justement celles dont les juifs profiteront davantage; par exemple : la liberté de l'industrie, du commerce et du colportage; l'abolition des maîtrises et des lois sur l'usure, etc., etc. Le gouvernement, pour gagner les banquiers juifs, dont il ne peut se passer, a satisfait en partie à ces demandes en faisant quelques réformes, dont au reste nous sommes bien loin de nier l'utilité et l'importance pour le bien-être général. Nous dirons même qu'il ne faudrait pas s'arrêter en si beau chemin, et qu'une émancipation complète peut seule tirer les juifs de cette position exceptionnelle qui les tient en hostilité permanente contre la société, et les amener à respecter, dans le commerce et dans tous les actes de leur vie, cette moralité délicate qui est le fruit de la liberté et de la dignité sociale. Quelque favorable aux juifs que l'on veuille être, il est pourtant impossible de nier qu'en fait de moralité ils laissent beaucoup à désirer. En Gallicie ils sont très-nombreux; ils s'occupent du grand et du petit commerce, et dé-

bitent surtout de l'eau-de-vie. Ils sont une plaie pour le peuple, qu'ils exploitent en toute chose de la manière la plus indigne. En Hongrie, les juifs sont un peu meilleurs; ceux des autres pays se respectent et sont respectés davantage. Ils s'occupent de commerce, de manufactures et d'agriculture. Malgré tout, ils savent rarement se faire aimer et forment partout une société à part : aussi servent-ils bien peu la cause allemande, dont ils prétendent ordinairement être les champions.

Il nous reste encore à parler de la race magyare, qu'aucun lien de parenté n'unit aux nations européennes, au milieu desquelles elle vit comme isolée, ce qui ne diminue point son importance politique en Autriche. Les philologues prétendent que la langue magyare a des affinités avec celle des Finnois; mais, ceci admis, on ne saurait disconvenir qu'une séparation qui date de plusieurs siècles, que l'histoire, le climat, le mélange avec d'autres races et des causes politiques et sociales, ont dû produire des différences marquantes dans le physique aussi bien que dans le caractère et la langue des deux tribus. Les Magyars sont une race forte et fière. Ils ont une réputation justement méritée de guerriers, surtout à cause de leur cavalerie,

quoique les autres races qui se trouvent mélangées avec eux dans les rangs de l'armée aient des prétentions au même titre. Ils sont en outre très-hospitaliers, comme les Slaves et toutes les races plus ou moins primitives, chez lesquelles, par le manque de routes et d'auberges, l'hospitalité devient une nécessité. Ils ont encore une qualité, par laquelle ils excellent et l'emportent sur toutes les autres races de l'Empire : c'est un patriotisme à toute épreuve, une fierté de sentiment national sans pareille dans le monde, eu égard à leur histoire et au chiffre de leur population. C'est une vertu; mais tout excès de vertu touche au défaut, et les Magyars doivent se garder de cet excès, c'est-à-dire veiller à ce que l'attachement à leur nationalité ne les rende pas injustes envers leurs voisins; qu'ils ne s'en fassent pas des ennemis, en voulant les soumettre et les dominer, comme en 1848, ce qui les fit échouer dans leur mouvement national et amena la perte de leurs libertés.

Une petite nation de cinq millions d'individus, non alliée à d'autres races qui puissent l'aider de leurs travaux littéraires, ne saurait, sans témérité, prétendre de devenir une nation de premier ordre par ses conquêtes dans le monde politique et dans

le monde scientifique. Qu'elle tâche d'imiter les Hollandais et les Danois, qui, tout en étant moins nombreux qu'elle, ont pourtant rendu des services signalés à la science et à la civilisation, et si, par de longs efforts et des travaux assidus, elle parvient à les égaler, sinon à les surpasser, toute son ambition doit être satisfaite. Peut-être n'arrivera-t-elle pas à avoir un Linné et un Berzélius; mais, par la littérature nationale et par l'instruction populaire, elle pourra atteindre à un degré de civilisation de beaucoup supérieur à celui d'aujourd'hui. Les Magyars, à cause de cette passion ardente pour leur nationalité, veulent imposer leur langue et leur littérature à leurs compatriotes et à leurs voisins. Cette prétention vis-à-vis des Allemands, dont la littérature est la plus féconde, sinon la plus riche par le fonds, est souverainement injuste (1), et devient injustifiable de la part d'une petite nation, étrangère aux grandes

(1) Ici perce pour la première fois un sentiment peu sympathique pour la race magyare, que l'on retrouvera manifesté à diverses reprises dans le cours de ce travail. Quoique n'excluant pas l'impartialité et l'exposition exacte des faits, ce sentiment se ressent un peu trop, à notre sens, de l'antagonisme que le malentendu de 1849 a créé entre les Slaves et les Magyars. Tout concourt à nous prouver aujourd'hui qu'à la division qui a été pour les deux races opposées l'une à l'autre une cause de faiblesse a succédé aujourd'hui un esprit de concorde qui est un gage de force et de prospérité.

nations de l'Europe, dont la littérature a à peine un demi-siècle environ d'existence, et est encore assez pauvre malgré les sacrifices inouïs des Mécènes nationaux. Une plante de serre n'acquerra jamais la même vigueur et la même grandeur que celle qui a pris son développement à l'air libre, résisté aux orages et aux intempéries d'un ciel rigide. Il n'est pas facile de suppléer au défaut d'une littérature ancienne, qui est pour les peuples ce qu'est pour une dynastie l'histoire glorieuse de ses ancêtres. Les Magyars ont beaucoup traduit et fait de nombreux recueils; or, les traductions et les recueils ont beau être nombreux et élégamment écrits, ils ne pourront jamais se comparer aux ouvrages qui enrichissent la science, et de ceux-ci il n'en est pas sorti un seul d'une plume magyare. En outre, sans vouloir rien ôter au mérite de leurs productions littéraires, il faut avouer que celles-ci manquent du cachet d'originalité, à l'exception de leur poésie lyrique.

Cela posé, les Magyars ne peuvent raisonnablement espérer d'obtenir une prépondérance spirituelle, ni d'absorber les nations voisines; par exemple, les Bohémo-Slaves, dont la littérature est au moins aussi riche que la leur; les Croates, qui ont

une ancienne littérature, celle de Raguse, à laquelle ils tiennent beaucoup; et les Roumains, qui appartiennent à une race beaucoup plus nombreuse, et qui, au surplus, moyennant un changement propice dans leur situation politique, pourraient, dans une cinquantaine d'années, arriver au même point où les Magyars sont arrivés eux-mêmes dans cet espace de temps. Bien plus, ces peuples finiront par devenir hostiles aux Magyars et se lever contre eux, si on continue à vouloir leur imposer une langue qui n'est pas celle de leur race.

Cette ambition des Magyars de se dire les seuls Hongrois, et par conséquent de s'approprier la nationalité hongroise qui leur était commune avec les autres races du pays, afin de leur imposer, comme en ayant le droit historique, la nationalité magyare, au détriment de la leur, n'a aucun fondement. Dans l'ancien Etat hongrois, la loi n'a jamais reconnu ni nationalité privilégiée, ni race dominante et si la race magyare l'a jamais été, elle ne l'est plus aujourd'hui. Elle ne pourrait le redevenir que par le droit le plus dangereux pour elle, le droit du plus fort. Isolée en Europe, et ne comptant qu'environ cinq millions d'habitants en Hongrie, elle a le plus grand intérêt à ce que le principe d'égalité entre

toutes les nations soit généralement reconnu. Si, par contre, au lieu de vivre tranquillement à côté des autres races sur le pied de l'égalité, elle préférait avoir recours à la force pour les dominer, elle finirait nécessairement par périr un jour dans les flots de cette mer slave qui l'entoure de tous côtés, et que son entreprise téméraire aurait soulevés.

VI

Les Magyars et leurs rapports avec les autres nationalités historiques et ethnologiques des pays hongrois (1).

On comprend sous le nom de *pays de la Hongrie*, le royaume de ce nom, la Voïvodie et le Banat serbes, la Transylvanie, l'Esclavonie, la Croatie et le litral qui en dépend, parfois même la frontière militaire et la Dalmatie.

D'après ce que nous avons dit jusqu'ici, on peut

(1) Nous croyons devoir, — à l'occasion de ce chapitre, spécialement destiné à apprécier les rapports de la race magyare avec les races voisines, — reproduire les réserves et les observations que nous a suggérées le chapitre précédent. Nous répéterons que les appréciations qu'on va lire ont trait à un passé de divisions et de luttes dont le souvenir tend à se perdre de plus en plus dans une ère nouvelle de conciliation et d'alliance de races. Ces réserves faites, nous ne pouvons que laisser sur ce point à l'éminent auteur de ce travail l'entière liberté comme la responsabilité de ses vues et de ses opinions.

voir déjà que tous ces pays peuvent s'appeler *hongrois* au même titre. En tous temps leurs rapports avec la couronne de Hongrie ont été bien différents, et leur nationalité politique en était plus ou moins indépendante. Les publicistes hongrois se plaisent à donner, sans aucune distinction, la nationalité hongroise aux peuples qui habitent tous ces pays. Bien plus, ils emploient ce mot de *nationalité*, tantôt eu égard à la langue et à la race, et tantôt eu égard aux rapports historiques et politiques, de sorte que les étrangers ne peuvent s'en former qu'une idée assez confuse. Néanmoins, ils ne parviendront pas à donner le change à tout homme qui connaît un peu l'histoire et la géographie, ou qui, en 1848, s'est tenu au courant des affaires politiques par les journaux. Cet homme n'ignorera pas qu'à cette époque, même avant que le gouvernement autrichien se mît de la partie, et contre ses ordres formels, le gouvernement hongrois, formé exclusivement par l'élément magyar, eut à lutter, au Sud, contre les Serbes et les Croates; au Nord, contre les Slovaques; et, à l'Est, contre les Roumains, qui s'étaient soulevés contre lui. En agissant ainsi, ces peuples avaient le droit d'espérer que leur nationalité serait respectée et garantie par le cabinet de

Vienne; mais depuis que leurs espérances ont été déçues, ils se sont rangés du côté des Magyars, à cause de l'opposition énergique que ces derniers font à un gouvernement détesté de tous également. Ils disent que si, dès le commencement, ils n'avaient point combattu contre le gouvernement hongrois-magyar, celui-ci aurait triomphé et existerait maintenant; qu'à la vérité, au lieu de la langue allemande, qu'on leur impose actuellement, on leur aurait imposé la langue magyare, mais qu'en échange ils jouiraient au moins de la liberté politique et de la liberté civile; de plus, que la représentation à l'Assemblée nationale devant se faire en raison de la population, ils y auraient eu la majorité; et par conséquent ils auraient été à même de défendre leur nationalité à la tribune, comme dans la presse; au lieu qu'à présent ils sont tous condamnés également à souffrir et à se taire. Il est bon de constater aussi que depuis 1848 il s'est fait un grand revirement dans l'esprit des races qui habitent l'Empire. Jusqu'à cette année toutes les races étaient divisées en deux groupes principaux : le premier embrassait toutes les provinces, gouvernées constitutionnellement, auxquelles on donnait le nom de *hongroises*, et le second, les provinces qu'on appelait *germano-*

slaves, qui ne jouissaient d'aucune constitution on avaient de simples statuts. Dans chacun de ces groupes il y avait une nationalité qui prévalait; la magyare dans le premier et l'allemande dans le second. En Hongrie, par le fait et le moyen d'une constitution favorable à l'aristocratie, qui est toute magyare et *magyaromane*, les autres nationalités étaient toujours plus vexées et opprimées. Dans les autres provinces, par l'influence d'une capitale allemande, par l'autorité et la protection d'une dynastie qui était devenue allemande et croyait servir ses propres intérêts en étendant cette nationalité, on voulait imposer la langue allemande aux autres races, et pour cela on les harcelait de plus en plus. Cette oppression et ces tracasseries, dont nous reparlerons plus loin, avaient donné naissance à une sympathie réelle entre les races hongroises, auxquelles il répugnait de se laisser *magyariser*, et celles des autres pays, qui ne voulaient pas de germanisation. Il en était résulté un antagonisme général contre les deux races privilégiées, qui croyaient venir à bout de leur dessein en se flattant et en se soutenant réciproquement. Cette situation a changé, depuis que le gouvernement de Vienne, par l'abolition de la constitution de la Hongrie, a voulu annu-

ler d'un même coup le *selfgovernment* de ce royaume, et le placer, comme tous les autres pays de la Couronne, sous l'action directe d'une administration uniforme, centrale et germanisatrice. Les Hongrois ont dû à leur tour ressentir toutes les armertumes, éprouver toutes les vexations qu'entraîne à sa suite la domination d'une race étrangère, à tendances absorbantes, et reconnaître, quoique un peu tard, la vérité de cette maxime chrétienne : *Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît à toi-même.* Enfin l'oppression commune a porté ses fruits. Toutes les races non allemandes de l'Autriche ont compris que pour se sauver de l'abîme qui menace de les engloutir, il ne leur reste d'autre moyen que de s'entendre et de s'entr'aider, en se coalisant contre l'ennemi commun, le *germanisme*.

Aujourd'hui à Pesth, à Prague, à Agram et à Hermanstadt on voit, chose inouïe jadis ! les Magyars fraterniser avec les Serbes, les Bohêmes, les Croates et les Valaques. Aussi la presse allemande n'est plus aussi favorable aux Magyars qu'elle l'était en 1848. La *Gazette d'Augsbourg* les considère comme une race inférieure, incapable d'atteindre à une civilisation telle quelle, si elle n'est conduite et dirigée par des Allemands. Ceux-ci, se croyant déjà les seuls



maîtres de cette grande province appelée à la *civilisation allemande*, que l'entremise de l'Autriche a acquise à leur domination, refusent d'accorder la moindre part à l'influence de la nationalité magyare. C'est à cause de cette malveillance contre les Hongrois que, par haine contre l'élément allemand, les Magyars ont fraternisé avec les Slaves et les Valaques. Mais de ce rapprochement entre les trois races il ne faut pas conclure que les deux dernières désirent le rétablissement du royaume de Hongrie avec une administration exclusivement magyare, tel qu'il existait avant 1848. On se tromperait étrangement. La Hongrie réformée et garantissant à chaque race sa nationalité et les mêmes droits? Oui. La vieille Hongrie avec sa constitution aristocratique, et la race magyare privilégiée ? Non, mille fois non. Que tous les Hongrois se tiennent pour avertis, et qu'ils y réfléchissent, tant qu'il en est temps encore. L'égalité des races, voilà le but où doivent tendre toutes leurs pensées, tous leurs écrits et toutes leurs actions, s'ils veulent voir un jour leurs espérances réalisées et leur patrie assise sur une base inébranlable. Sans l'égalité des races, au lieu de cette grandeur qu'ils rêvent, on verrait renaître les dissensions et les guerres civiles, qui affai-



bliraient la nation et la feraient retomber dans la servitude ; car *omne regnum in se divisum desolabitur*. Ainsi la nationalité magyare, au lieu d'y gagner, n'aurait fait qu'aplanir de nouveau la voie au régime actuel, ennemi de toute liberté et oppresseur de toutes les nationalités. Quoique actuellement les Magyars paraissent inclinés à fraterniser avec les Slaves et à ne plus les traiter en serfs, cependant, d'après quelques données, il semblerait que dans la pratique ils ne se soucient guère de cette fraternité. Les correspondances sur la Hongrie, qu'on lit dans la presse étrangère, ne parlent pas des races slaves de ce pays, dont elles feignent d'ignorer l'existence ; ou si elles en parlent, ce n'est que pour mieux faire ressortir les vertus, la bravoure et la gloire de la noble race magyare, qu'elles ne cessent d'élever jusqu'aux nues. C'est un bien mauvais service qu'on lui rend. Se voyant mis de côté, ou calomniés, les Slaves commencent à prendre ombrage et à suspecter la sincérité des intentions des Magyars. Leurs soupçons paraissent justifiés par les faits. La première mesure législative qui a fourni un prétexte aux Magyars de faire une forte opposition au gouvernement a été la loi sur l'*organisation de l'Eglise protestante*. Ils en ont été blessés, non par esprit de



liberté, mais parce que cette loi portait une atteinte au *magyarisme*. En effet, les Slovaques prétendent que cette organisation déplaît surtout aux Magyars, parce qu'elle affaiblit, dans l'Eglise protestante, l'influence de la noblesse, qui use de son droit de patronage et de sa position sociale, pour *magyariser* les écoles et les églises, au point de destiner des prêtres de race magyare au service d'églises entièrement slaves ! ! ! Ils voient, en outre, que cette loi, émanée du gouvernement, est, par exception, assez libérale, et que la nouvelle organisation accorde aux élections de la commune et du clergé plus de liberté que si elle était émanée d'eux-mêmes sous l'influence de la noblesse. Cependant, la presse du monde entier retentit de plaintes sur l'oppression de l'Eglise protestante de Hongrie, sans que personne puisse spécifier les torts que l'Eglise a ressentis de cette loi. On pourrait tout au plus reprocher au gouvernement de n'avoir pas assez respecté l'autonomie. Les Magyars ont beau dire que peu de communes jusqu'ici ont accepté cette organisation, il est vrai de dire aussi que le nombre en augmente tous les jours et après qu'elles ont pris une connaissance exacte de la loi. Si le gouvernement tient ferme, les Magyars seront obligés de céder, sinon pour

l'Eglise helvétique (magyare) au moins pour l'Église évangélique, qui est presque exclusivement slovaque, ce qui prouvera que dans toute cette affaire il se cache une question de nationalité. Les Magyars essuieront cet échec pour avoir méconnu l'importance des Slaves, blessé leur susceptibilité et méprisé leurs sentiments. Les Magyars font aussi du tort à leur cause en voulant prôner comme bon tout ce qu'ils ont fait en 1848 et auparavant. Ils feraient bien mieux d'avouer leurs torts passés s'ils tiennent à ce que de leur côté les Slaves cessent d'en craindre le renouvellement à l'avenir. Chez les Slaves *manet alta mente repostum :* un mot que Kossuth a prononcé publiquement en Amérique, par lequel il déclare qu'il ne se reconnaît d'autre tort que celui d'avoir été trop clément envers les Slaves ; mensonge cruel, que la presse française a sévèrement et justement blâmé. Un tel langage, indigne d'un homme d'Etat, même dans un temps de troubles, et impardonnable dans un moment de repos et de recueillement, a presque anéanti le prestige de Kossuth. Une telle déclaration peut-elle enthousiasmer les Slaves pour la cause de la Hongrie ? Peut-on se flatter qu'ils acceptent jamais un tel chef ?

Les Magyars ont continuellement à la bouche et

répètent sans cesse le mot de nationalité. Si on leur accorde qu'au point de vue historique les Slaves et les Roumains du pays appartiennent à la nationalité hongroise, aussitôt, substituant la nationalité de race à la nationalité historique, ils concluent que, puisqu'ils sont Hongrois, ils doivent adopter la langue hongroise. Mais ceci est bien différent. Un pays libre doit respecter la nationalité des races qui y vivent. Voyez en Suisse. Il y a des Suisses allemands, des français et des italiens. Si même la raison d'Etat force d'adopter une langue comme officielle ou diplomatique, le privilége de celle-ci ne doit jamais dépasser les bornes de la plus stricte nécessité.

Quand il s'agit des plaintes des Slaves, les Magyars citent aussitôt leur nationalité historique. Mais la nationalité historique ne regarde que le passé, et pour le présent elle n'a de valeur que si les peuples en gardent un bon souvenir. Quand on met en avant pour la faire concourir au rétablissement d'un Etat qui a cessé d'être, elle n'acquiert de l'importance que si ce rétablissement est avantageux aux populations et qu'elles le désirent. Au contraire, elle sera un obstacle puissant au rétablissement de cet Etat, si le peuple ne se rappelle sa nationalité historique que comme une époque de souffrance

dans son bien-être, et d'oppression pour sa liberté et sa nationalité de race.

La nationalité historique a pour base principale la valeur et le génie des ancêtres. En Hongrie la race magyare n'a jamais pu se passer ni du génie, ni du sang, ni de l'œuvre des autres races. Ainsi, Matthias Corvin était Roumain ; Zrinyi, Croate ; Krinisy Pal, Serbe ; Ziskra, Bohémo-Slave, etc. Même de nos jours, parmi les champions les plus renommés de la cause hongroise, nous trouvons beaucoup d'hommes d'autres races ; outre les étrangers Bem, Dembinski, Goyon et Leiningen, nous voyons les Allemands Gorgey et Vetter, le Serbe Damianitch ; ensuite, Pulzky et Klapka, dont les noms slaves attestent leur origine ; enfin, Kossuth lui-même n'est-il pas d'une famille slovaque et apparenté avec des Slovaques ?

De quel droit donc la race magyare peut-elle se prévaloir de la nationalité historique du pays afin de s'en servir comme d'un privilége pour opprimer les autres ? Toutes les races ont concouru, de leurs œuvres et de leur sang, au bien et à la gloire du pays, et, par conséquent, elles ont toutes les mêmes droits et méritent également qu'on respecte leur nationali

Est-ce que par hasard, pour justifier ce privilége, les Magyars allégueraient le droit de conquête ? Mais ils ne sauraient l'alléguer sérieusement. Depuis leur défaite sur la rivière le Lech, en 955, ils ont été battus vingt fois par leurs voisins, et assez souvent ils ont dû s'entendre et entrer en des rapports amicaux avec les autres races du pays, pour repousser l'invasion des Turcs et ne pas être exterminés par eux. Au reste, tout ce qui n'existe que par la force, la force peut toujours le détruire. En supposant que la Hongrie fût un État libre, ce qu'elle n'est pas encore, serait-elle assez forte pour faire triompher ce prétendu droit historique et imposer une autre nationalité à la Transylvanie, à la Croatie, à l'Esclavonie et même aux Slovaques et aux Roumains, contre leur gré et leurs intérêts bien reconnus ? Si vous voulez connaître les droits historiques de la Croatie, lisez un ouvrage qui a paru à Paris, en 18[illegible], sous le titre de : *Question croate*. D'ailleurs, les anciens liens de tous les pays que nous venons de nommer avec la Hongrie sont très-relâchés, et il n'est guère possible au plus fort de les resserrer à son gré, quelque avantageux que cela lui paraisse.

Le droit historique, si droit historique il y a, se

base sur d'anciennes conventions et d'anciens traités bi-latéraux, qui constituent un état légal et accordent certains privilèges, certains droits aux deux parties contractantes. Or, il n'est permis à aucune de ces parties d'y apporter des changements sans le libre consentement de l'autre. Comme les Croates, les Slovaques, etc., étaient à peine représentés dans la Diète de Hongrie, et ne pouvaient s'y prononcer librement; celle-ci n'avait pas le droit de décider de ce droit historique en sa faveur. Au surplus l'Assemblée hongroise n'a jamais été qu'une représentation de quelques castes et point du tout une vraie représentation nationale, comme elle doit l'être lorsqu'il s'agit d'une affaire du plus haut intérêt pour toute la nation.

Il siérait bien mal aux Magyars, faibles, opprimés eux-mêmes et briguant les sympathies du monde civilisé, de traiter en maîtres, en vertu du prétendu droit historique, la nation slave, après que celle-ci les aurait aidés à conquérir leur indépendance et leur liberté. Les Slaves ne seront jamais ni assez vils ni assez fous pour servir une cause qui n'est pas la leur et seulement pour changer de maître.

Enfin, que les Magyars s'expliquent clairement. Désirent-ils la liberté et l'égalité, ou le privilége et

la servitude? S'ils veulent réunir à leur royaume tous les pays dits hongrois, il leur sera impossible de soutenir avec succès leurs prétentions de race privilégiée, il leur faudra accorder une représentation nationale, proportionnée au nombre des habitants de tous ces pays, et alors ils s'y trouveront en minorité. Il ne leur reste donc qu'à adopter franchement le principe d'égalité et à renoncer à un droit historique contesté et contestable. Ils savent, par expérience, combien il leur a coûté cher d'avoir méconnu ce principe en 1848. Sous prétexte de ce droit historique, ils voulurent alors imposer leur idiome aux autres nationalités de la Hongrie, et par là ils les irritèrent et les soulevèrent contre eux; ce qui fut cause que non-seulement ils échouèrent dans leur tentative d'indépendance, mais encore qu'ils perdirent cette liberté qu'ils avaient héritée de leurs ancêtres. Ainsi, par un juste décret de la Providence, ils ont dû souffrir, à l'égard de leur nationalité, ce qu'ils avaient fait souffrir aux autres. Il est vrai qu'à Szegedin, avant la dissolution de la Diète, ils reconnurent leur faute et proclamèrent hautement *l'égalité des nations devant la loi;* mais le fatal *il est trop tard* se trouva là. Quel triste spectacle que celui d'une nation entière qui reconnaît,

lorsqu'elle est mourante et hors d'état d'opposer la moindre résistance, un droit qu'elle a rejeté et méconnu jusqu'alors !

Il faut espérer que cette expérience n'est pas perdue pour les hommes d'État du parti hongrois, et que, le cas échéant, on les trouverait plus raisonnables, plus prudents, plus justes que leurs devanciers. Cependant il y a encore dans le parti magyar beaucoup de gens incorrigibles, à qui l'exemple du passé n'a pas ouvert les yeux. Lisez les écrits de M. le comte Zay, cet enfant terrible de la famille magyare, qui au moins a la franchise de faire imprimer en toutes lettres ce que sans doute beaucoup de ses compatriotes pensent tout bas, quoique assez réservés pour ne pas l'avouer en public. *Le Magyar*, dit-il, *aime son pays et sa nationalité plus que l'humanité, plus que la liberté, plus que lui-même, plus que Dieu et plus que son salut éternel* : c'est-à-dire que le Magyar, pour reconstituer et faire dominer sa nationalité, ne respecte ni la voix de l'humanité, ni la volonté de Dieu, qui a créé les différentes nationalités, ni la bonne foi, ni la vérité, ni la justice, ni les devoirs, ni aucune de ces vertus que la foi nous ordonne de pratiquer pour mériter le salut éternel. N'est-ce pas du fanatisme au plus haut de-

gré? Nous sommes intimement persuadés que la grande majorité des Magyars ne partage pas les opinions émises par M. Zay. Nous respectons sincèrement leur patriotisme. Nous applaudissons cordialement à tout ce qu'ils font pour redonner la vie à leur patrie et au courage qu'ils déploient dans la défense de leurs droits et de leur nationalité; nous admirons franchement les sacrifices immenses que leurs nobles font, en vrais grands seigneurs, pour le bien du pays en général et pour protéger la littérature nationale en particulier; mais des fanatiques tels que M. Zay, s'ils ne sont publiquement désavoués, compromettent la cause magyare aux yeux de leurs compatriotes de bonne foi et de l'humanité tout entière. Désormais il ne pourrait plus y avoir avec les autres races du pays ni sympathie, ni fraternité, ni trêve, ni oubli du passé.

Les hommes de ce parti fanatique, par une tactique surannée et hors de saison, aiment à dénoncer aux Allemands et au gouvernement de Vienne les Slaves de l'Autriche comme panslavistes. Il est vrai que les Slaves occidentaux éprouvent de la sympathie pour leurs frères serbes, polonais et russes; en cela ils usent du même droit que les Allemands et les Italiens, lesquels sympathisent avec leurs co-na-

tionaux, quoique placés sous des gouvernements différents. Il est faux cependant qu'ils désirent faire partie de l'empire russe. Leur langue littéraire, leur foi et leur civilisation n'est pas la même. Ils ont une nationalité historique à part, et au point de vue social, moral et économique, ils se sont développés d'une tout autre manière. Les partisans des opinions de M. Zay voudraient faire croire au panslavisme des Slaves occidentaux, les Allemands et l'Autriche pour les alarmer et leur offrir ensuite, en qualité d'alliés, leur coopération afin d'y faire face et l'éteindre. En 1848, cette tactique pouvait réussir et amener une coalition de tous les Allemands contre le colosse russe. Mais depuis que la Russie, ayant à sa tête un empereur humain et ami de la paix, s'est recueillie en elle-même et travaille paisiblement à son développement moral, social et industriel, depuis qu'elle a renoncé aux conquêtes et quitté le rôle ingrat et peu honorable qu'elle jouait, de gendarme de l'absolutisme, les Allemands se sont convaincus qu'elle n'est pas l'ennemie de leur unité et ont cessé de la craindre. Au reste, n'est-ce pas du dernier ridicule de la part de M. Zay d'offrir à 40 millions d'Allemands l'appui et la protection de 5 millions de Magyars contre 68 millions

et assuré le concours en resserrant les liens de leur union. Il n'est pas en notre pouvoir de prédire si avec leurs seules forces, ou avec l'aide de celles des autres nations hongroises; si avec le consentement de l'Autriche, ou contre sa volonté expresse, les Magyars parviendront un jour à rétablir l'ancienne autonomie du royaume de Hongrie : ce dont nous sommes profondément convaincu et ce que nous pouvons affirmer avec toute assurance, c'est que cette autonomie n'aura de chances de sécurité et de durée que si elle est basée sur la justice et l'égalité des races. Il faut que le dernier acte moral et politique de la Diète hongroise à Szegedin, *la reconnaissance du principe de l'égalité des nations*, soit le point de départ du nouvel Etat, quelle qu'en soit la forme, s'il veut marcher à un avenir meilleur et florissant. Si au contraire les Magyars, renouvelant les anciennes erreurs politiques, veulent traiter en maîtres les autres nations, à la première occasion on verra renaître les scènes de 1848, et le conflit pourra dégénérer en guerre de races. Dans ce cas-là, malheur aux faibles! Les Slaves n'auraient besoin que de se compter et de s'entendre.

VII

Luttes des nationalités d'Autriche en 1848.

Après avoir parcouru cette esquisse des nationalités d'Autriche sous les rapports politique, historique et ethnographique, le lecteur pourra se rendre raison des mouvements survenus en 1848, qu'un écrivain français a appelés à juste titre *guerres d'idiome*. Il connaîtra en même temps les forces toutes naturelles qui ont sauvé l'Empire de cette tempête terrible qui menaçait de le mettre en lambeaux. Beaucoup d'hommes politiques regardent cet événement comme un miracle.

Avant 1848, le gouvernement se servait, dans l'administration, de différentes langues. En Italie et dans les provinces slaves de la mer Adriatique il employait l'italien. Dans les pays bohêmes, la langue nationale slave avait toujours été exclusivement la langue officielle jusqu'au règne de l'empereur Fer-



dinand II, dont le statut, en 1627, accorda la même prérogative à la langue allemande. Cependant, le gouvernement lui-même, pour ne pas déroger à un usage sanctionné par des siècles, dans son décret de convocation des Etats, dans son allocution à leur ouverture et dans quelques formules de cérémonie, employait le bohême. Tous les autres actes et publications qui émanaient de lui étaient en allemand et en bohême. Comme l'emploi du bohême n'était qu'un droit de la nation, impuissante vis-à-vis du gouvernement, parce que la noblesse, qui formait la grande majorité de la Diète, ne tenait pas à sa nationalité, et par conséquent à ce droit, le gouvernement, surtout depuis Joseph II, commença à donner à l'allemand une préférence de jour en jour plus marquée. Jusqu'au temps de cet empereur, le latin avait dominé dans les universités, et partagé le domaine de l'enseignement dans les colléges; depuis lors on leur substitua l'allemand. De même l'allemand devint peu à peu la langue des tribunaux et de toutes les branches de l'administration publique. Dans les autres pays slaves ou germano-slaves, on respecta encore moins la langue, qui dut céder la place à l'allemand, même dans les écoles primaires, là où il en existait. On peut s'imaginer combien



durent souffrir, par l'emploi d'une langue qu'on comprenait à peine, les intérêts privés dans la vie civile, l'instruction de la jeunesse dans les écoles, et, avant tout, combien en furent blessés l'orgueil et l'esprit nationaux. Les peuples ne purent plus révoquer en doute qu'il s'agissait de les priver entièrement de leur nationalité, pour mieux les niveler et leur imposer plus facilement à tous un gouvernement absolu et étranger, c'est-à-dire allemand.

On avait agi tout à fait de même en Hongrie. Là aussi l'empereur Joseph II voulut imposer l'allemand au lieu du latin, qui avait été jusqu'alors la langue officielle et la langue savante de toutes les races de ce pays aussi bien que de la Croatie et de la Transylvanie. Ce fut justement cette tendance de Joseph II à vouloir les germaniser, qui éveilla les susceptibilités et l'orgueil des Magyars. Ils se miren à étudier leur langue nationale, jusqu'à cette époque fort négligée. A force de sacrifices et d'efforts, et surtout par les encouragements d'une noblesse généreuse qui fournit à la nation de nombreux Mécènes, ils parvinrent à créer une littérature nationale. On s'aperçut alors que le latin ne répondait plus aux besoins actuels d'un Etat en progrès et d'un peuple civilisé, et on demanda à lui substituer

la langue *magyare*, qui avait l'avantage de s'appeler *hongroise* parce qu'elle était la langue de la race la plus nombreuse, non pas des pays dits hongrois, mais du royaume de Hongrie. Cela fait, on commença à regarder la langue magyare comme le symbole de la nationalité politique de la Hongrie, et le parti national s'en servit comme de drapeau pour faire de l'opposition au gouvernement oppressif et allemand de la maison de Lorraine. Bientôt on ne s'en tint pas là. La langue magyare devint la grande affaire de tous les libéraux, de tous les politiques, et l'expression de la constitution du pays. On l'introduisit jusque dans les écoles primaires des autres races. On en exigeait la connaissance des maîtres d'école et des maires des plus petits villages. Le Slave, l'Allemand et le Roumain des pays hongrois ne pouvaient plaider devant les tribunaux de première instance, parce que leurs langues en étaient exclues au profit de la langue privilégiée qu'on imposa partout et qui s'introduisit jusque dans l'intérieur des familles. La Diète décréta même qu'aucune place salariée par l'Etat, les communes ou une administration publique quelconque ne serait conféré qu'à ceux qui connaîtraient la langue magyare, et tout fonctionnaire public qui ne l'aurait

pas apprise et ne serait pas à même de la parler dans l'espace de six ans, serait considéré comme démissionnaire. Le *magyarisme* devint une manie et dégénéra en oppression véritable pour toutes les autres races des pays hongrois, quoique supérieures en nombre à la race magyare; aussi leur opposition devint-elle très-forte et acquit-elle une très-grande intensité. Sur ces entrefaites vint à poindre l'année 1848. L'opposition hongroise, à couleur exclusivement magyare, qui, dans les luttes parlementaires des dernières années, avait eu le temps de s'organiser et de se rallier autour de quelques hommes éminemment capables, tels que Vesselényi, Széchényi, et en dernier lieu de Kossuth, le plus capable et le plus hardi de tous, triompha, dans ce mouvement universel, de la faiblesse du bon empereur Ferdinand, et l'emporta sur un gouvernemetn déjà ébranlé par la révolution de Vienne. Elle lui arracha, pour l'administration de tous les pays hongrois, la création d'un ministre spécial, et tout à fait indépendant de celui de Vienne. C'était une concession qui équivalait à une dissolution de l'empire des Habsbourg. Car jusqu'à cette année un seul ministère, résidant dans la capitale, avait gouverné tous les Etats de l'Empire, chacun d'une manière



plus ou moins absolue ou constitutionnelle, de même qu'il n'y avait qu'une seule armée et une seule administration des finances, quoique sous diverses organisations pour les différents Etats. Depuis lors, le ministère était double, il pouvait surgir des dissensions et un conflit entre les deux ministres des affaires étrangères, au point d'amener la guerre entre le roi de Hongrie et le roi de Bohême, archiduc d'Autriche. Deux partis ou plutôt deux races (à cette époque ce n'étaient plus les cabinets ni les bureaux qui s'occupaient de la haute politique, les nationalités en fermentation et les partis se formaient, non d'après les opinions politiques, mais d'après la sympathie ou l'antipathie des races), deux partis, ou plutôt deux races, disons-nous, se trouvaient très-bien d'un état de choses si désavantageux à la dynastie régnante et à l'Empire. C'était la race magyare, représentée par le ministère hongrois, et la race allemande, qui avait son foyer d'agitation à Vienne, et traînait à sa remorque l'obséquieux ministère Pillersdorf par l'influence du club nommé *Sickerheits Ausschuss* (comité de sûreté), et avec le concours de la légion académique et de la garde nationale. De cette manière deux races, dont une de sept millions et l'autre seulement de cinq, avaient

la prétention de dicter la loi aux autres, dont l'ensemble de la population se monte à vingt-quatre millions, le double de ces deux races réunies, et de s'en servir, comme d'instruments, pour venir à bout de leurs desseins. Les chefs de parti avaient en vue de diviser l'Autriche en deux parties, en laissant à la Hongrie la moitié située à l'Est; l'autre située à l'Ouest, et comprenant les provinces qu'on appelait germano-slaves, serait laissée au futur Etat germanique que le Parlement de Francfort devait engendrer : ainsi une moitié était condamnée à être *magyarisée* et l'autre à être *germanisée*. Cette combinaison politique, également favorable aux deux races, explique la bonne harmonie qui s'établit entre les chefs des deux partis. A Vienne, la presse et les meneurs du parti radical allemand n'avaient pas assez d'éloges à donner aux Magyars; ceux-ci, de leur côté, ne savaient plus de quelle manière exprimer leurs sympathies pour les Allemands. Ils envoyèrent des députations et des adresses de félicitation au parlement de Francfort. Les uns et les autres regardaient avec horreur et presque comme un crime toute manifestation de l'esprit slave, quelque libérale qu'elle fût.

Les Slaves ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils



étaient destinés à être les victimes de cet injuste arrangement politique entre les deux races, et s'attachèrent franchement à l'Autriche, qu'ils voulurent sauver : cependant ils désiraient que l'Autriche fût réformée et devint constitutionnelle. Ils se promettaient qu'au moyen d'une constitution à large base, et dans une représentation nationale où chaque nation enverrait un nombre de députés proportionnel au chiffre de sa population, l'élément slave serait assez fort pour défendre avec succès sa nationalité et ne craindrait plus d'être opprimé ou absorbé soit par les Allemands, soit par les Magyars.

Les Bohêmes, étant la plus nombreuse et la plus civilisée des nations slaves de l'Autriche, convoquèrent un congrès de Slaves à Prague. Là se trouvèrent réunis les représentants de toutes ces races, au nombre desquels figuraient leurs hommes de lettres et leurs savants les plus distingués. Cette assemblée décida d'un commun accord qu'il fallait réunir toutes leurs forces pour sauver la monarchie, à condition pourtant que celle-ci octroyât une constitution garantissant l'égalité de toutes les nations de l'Empire. Avant même que ce congrès eût pu se réunir et s'occuper de sa mission, toute pacifique, déjà à Prague il s'était formé un gouverne-

ment provisoire soua la présidence du oomte Thun-ministre actuel, alors lieutenant du royaume. Un des premiers actes de ce gouvernement provisoire fut de déclarer que désormais il considérait comme non avenus tous les décrets de Vienne, parce que le ministère Pillersdorff, sous la pression de la légion académique et des clubs, n'était plus libre. La monarchie elle-même, pour se soustraire à cette pression, se réfugia à Inspruck. Les affaires prirent alors une tournure défavorable aux deux partis prépondérants. D'un côté, le pouvoir impérial s'était soustrait à l'influence et à la direction du parti exclusivement allemand; de l'autre, le congrès slave poursuivait ses travaux afin d'atteindre un but qu'il se proposait, c'est-à-dire de réveiller les sympathies nationales par le rapprochement fraternel de toutes les races slaves, de faire triompher les idées de justice, et dans cette intention d'envoyer une adresse à toutes les nations de l'Empire, enfin d'empêcher la réussite du plan que Kossuth avait formé, d'assujettir à la domination magyare les pays hongrois. On avait envoyé des émissaires magyars pour surveiller le congrès, et des agents provocateurs pour mettre aux prises les Slaves avec la force militaire autrichienne. Ceux-ci ne réussirent que trop à irri

ter la jeunesse contre l'armée. A cette époque, le commandement militaire de la Bohême était entre les mains du prince Windischgraetz, l'un des chefs du vieux parti aristocratique autrichien, n'ayant pas de nationalité bien prononcée et possédant la plupart de ses domaines dans les pays bohêmes. Ce vieux parti aristocratique vit de mauvais œil la tournure démocratique que prenait le mouvement slave, sur lequel il avait d'abord fondé quelques espérances. Le prince de Windischgraetz, qui se sentait assez fort, refusait opiniâtrément toute concession à l'opinion publique, qui le soupçonnait de réaction. Cette résistance d'une part et ces soupçons de l'autre firent éclater une émeute à Prague, laquelle n'avait point été préméditée, ni par conséquent organisée. Le prince Windischgraetz, saisissant des deux mains cette occasion, bombarda la ville, se rendit maître absolu de cette capitale importante, et ensuite de tout le royaume.

Quoique aucun des chefs du parti national bohême n'eût pris part à cette émeute, le prince se mit à poursuivre vigoureusement tout le parti, trompé en cela par les émissaires magyars, qui étaient parvenus à lui persuader, et pour cause, qu'il existait une vaste conspiration du parti slave

contre l'Empire. De cette manière le parti slave perdit son principal centre d'action dans les Etats de l'Autriche. Aussi les Magyars et les Allemands manifestèrent la plus grande joie de cet événement. Les derniers envoyèrent même au prince des adresses de félicitations de ce que, par le bombardement de Prague, il avait noblement défendu la cause allemande. Ils avaient bien raison. Le prince, par ce coup hardi, avait inauguré le renouvellement de la domination allemande, mais de la manière que l'entendait le vieux parti autrichien, et non pas dans le sens des adresses des démocrates.

Les chefs magyars et allemands, qui avaient tant compté sur cette défaite du parti slave, durent bientôt se trouver fort désappointés. Le parti réactionnaire, représenté par cette fraction de l'aristocratie autrichienne qui avait la haute main à la Cour et dans l'armée, venait de s'assurer, par la possession d'une ville d'une si grande importance, une forte base d'opérations. Ce n'était pas la première fois que la dynastie avait trouvé un abri dans les pays bohêmes si riches, si civilisés et habités par une race forte et généreuse, et en avait fait sa place d'armes, pour de là aller reconquérir les autres provinces révoltées. Le prince Windischgraetz ne per-

dit pas de temps; il recruta une vaillante et nombreuse armée, et attendit le moment propice pour reconstruire l'ancienne Autriche. La maison de Habsbourg se trouvait à cette époque dans une position bien critique.

Cependant la Cour résidait toujours à Inspruck, incertaine de la direction qu'elle devait donner à sa marche. Des députations de Magyars, d'Allemands, de Bohêmes et de Croates arrivaient sans relâche, et s'efforçaient d'obtenir chacune les concessions qui lui paraissaient les plus avantageuses aux intérêts de sa nation et à ceux de la monarchie en général. Il s'engagea une lutte très-vive surtout entre Jellachich et Batthianyi. La Cour, après un peu d'hésitation, se prononça en faveur du ban. Alors, entre les Magyars et les Slaves qui suivaient le drapeau de l'Autriche, s'alluma une guerre qui ne tarda pas à prendre un caractère sanglant.

L'Assemblée constituante, qui, d'après les promesses solennelles de l'Empereur, devait donner une constitution à l'Empire, se réunit à Vienne au mois de juillet. Là encore les idiomes que parlaient les députés envoyés par les différentes races firent naître presque autant de partis, et un antagonisme entre elles qui entravait les travaux de l'Assemblée et dont

on voyait l'empreinte dans tout ce qui émana d'elle. Le ministère, qui avait été imposé à la dynastie par les chefs du parti allemand sur les barricades de Vienne, n'ayant aucun projet arrêté ni sur la forme à donner à la constitution, ni sur la politique à suivre vis-à-vis de l'Allemagne, de la Hongrie et des autres nationalités, ne pouvait prendre aucune initiative. Ce ministère, quoique allemand pur, et composé des plus belles intelligences de cette race allemande, qui prétend, à cause de sa civilisation, suivant elle plus avancée, être destinée à conduire et gouverner les autres races, se trouva court, quand il fallut remettre sur pied cette Autriche alors toute disloquée. Il laissa marcher au hasard cette Assemblée, composée de tant d'éléments divers, n'ayant aucune expérience du gouvernement parlementaire et continuellement placée entre la fermentation et la pression d'une population révoltée au dehors et les tiraillements des partis au dedans. Les ministres, quoique honnêtes pour la plupart, se sentant incapables de dominer la situation, et voyant qu'ils n'avaient pas de racine ni de parti dans l'Assemblée, voulurent deux fois donner la place à un ministère tiré de l'Assemblée constituante elle-même, un ministère qui représentât, dans une proportion équi-

table, les différentes nations de l'Autriche, et qui, dans la reconstruction de l'Empire, prît pour base la justice et les droits internationaux. Il se forma une combinaison ministérielle dans laquelle les Polonais, les Bohêmes et les Italiens auraient eu leur part, mais la majorité dans le conseil aurait été pour la race allemande, quoique la moins nombreuse. Lorsque la nouvelle s'en répandit dans le public, elle mécontenta les Magyars, qui ne trouvèrent pas cette combinaison équitable; et, chose étonnante! les Allemands eux-mêmes en furent indignés au plus haut degré. Toute la presse viennoise jeta les hauts cris et agita les masses populaires, sous prétexte que *la sainte cause allemande était trahie*. En présence d'une telle agitation et sous la pression de la population allemande de la capitale, qui se vantait d'avoir conquis, au prix de son sang, la liberté des autres nations, la formation d'un ministère qui ne fût pas exclusivement allemand devenait impossible. L'Assemblée constituante aurait été forcée de l'imposer par la force des armes. L'ancien ministère resta donc à son poste, mais il ne sortit pas de son inactivité. L'audace des meneurs, soit à Vienne, soit en Hongrie, arriva à un degré incroyable. Même dans l'Assem-

blée constituante, les ministres, au lieu de diriger, étaient entraînés. Le parti allemand redoublait ses efforts pour amener l'Autriche à resserrer davantage les liens de son union avec l'Allemagne, ce qui l'aurait placée sous la dépendance du Parlement de Francfort; il voulait, en outre, par l'influence de l'Assemblée, pousser le gouvernement à se déclarer pour la cause hongroise, en déclarant Jellachich rebelle, et à envoyer une armée en Hongrie pour y étouffer les insurrections des Serbes, des Slovaques et des Roumains. De leur côté les Hongrois ne restaient pas les bras croisés. Ils envoyèrent des députations solennelles à l'Empereur et à l'Assemblée de Vienne pour appuyer les bonnes dispositions du parti allemand envers eux. Malgré cela les Slaves, secondés par les Allemands conservateurs, tinrent ferme. Ils réussirent à faire passer les subsides nécessaires à l'envoi d'une armée au secours de Jellachich et à mettre un terme à cette injuste domination d'une race sur l'autre. Après ce vote le parti radical allemand, refusant de se soumettre à la décision que venait de prendre la majorité de l'Assemblée, descendit dans la rue, et entraîna à sa suite la population viennoise avec une partie de la garnison que les agents magyars avaient travaillée ou

que leur argent avait gagnée. Les deux partis allemand et magyar comprirent que pour réussir dans leurs projets il ne leur restait plus d'autre moyen que celui de dominer l'Assemblée par la terreur ou de la disperser. L'assassinat du comte de La Tour, ministre de la guerre, fut leur premier pas dans cette nouvelle voie. Pour se soustraire à cette terreur, une grande partie des députés slaves s'éloignèrent de la capitale; et l'Assemblée, considérablement réduite, avait beau faire, ses décrets n'étaient plus respectés ni par la révolution, ni par l'armée.

Alors Jellachich, à la tête de ses troupes, arriva sous les murs de Vienne et l'investit. Le parti révolutionnaire implora avec instance le secours de l'armée hongroise. Celle-ci se fit attendre longtemps, et lorsque enfin elle fut arrivée, elle fut complètement défaite par Jellachich dans la bataille sanglante de Schwethat près de Vienne. Ce fut un événement mémorable, décisif pour la dynastie, mais fatal à Jellachich lui-même, qui avait remporté cette victoire par son héroïsme personnel. Le gouvernement refusa de faire en faveur de sa nation bien-aimée les réformes, et de lui accorder les droits que, dans sa détresse, il lui avait solennel-

lement promis. Vers le même temps arriva le prince Windischgraetz à la tête de l'armée bohême, qu'il s'était empressé d'organiser et de faire marcher et, avec le concours du ban, il soumit la capitale en quelques jours. A dater de cette époque la dynastie et le gouvernement eurent une assiette ferme, et un point central, d'où il marcha avec des armées slaves, bohêmes et croates, contre les Hongrois, qu'il réduisit à l'obéissance avec l'aide d'autres Slaves, les Russes. Ainsi ce sont les Slaves qui alors encore sauvèrent cette dynastie ingrate, qui n'avait jamais été qu'une marâtre pour eux, et qui refuse toujours, avec une persistance incroyable, d'écouter leurs plaintes et de faire droit à leurs justes demandes, après qu'ils ont été son plus ferme soutien à l'heure du danger. *Sic vos non vobis!*

La lutte des nationalités approchait de sa fin. Après la soumission de Vienne, le gouvernement avait repris de la confiance en lui-même. Tous ses actes commencèrent à indiquer une forte tendance à la réaction. Néanmoins il hésita à dissoudre l'Assemblée constituante, et comme elle ne pouvait pas siéger à Vienne, qu'il avait mis en état de siége, il la convoqua à Kremsier en Moravie. A Olmütz, forteresse de la Moravie, où la Cour s'était réfugiée,

on avait formé un nouveau ministère sous la présidence du général prince de Schwartzenberg, qui penchait ouvertement à restreindre la liberté et le pouvoir constituant de l'Assemblée, auquel on opposait le droit divin. Les Slaves, qui étaient sincèrement attachés aux libertés constitutionnelles et voulaient l'égalité des nations, furent bientôt obligés de se ranger du côté de l'opposition. Toutefois, autant que la dignité de l'Assemblée n'en souffrait pas, ils ménagèrent le gouvernement, qui avait pour lui les gros bataillons. Pendant ce temps-là la guerre continuait en Hongrie avec des phases bien variées. Tout à coup un événement imprévu vint frapper le pays d'étonnement. L'empereur Ferdinand abdiqua. Il n'est pas possible maintenant de douter que cette abdication, à lequelle personne ne s'attendait, ne fût due principalement à l'ascendant qu'avait pris le parti de la réaction. C'est le ministre Schwartzenberg qui l'a amenée, par les conseils et avec l'appui de l'empereur Nicolas. Celui-ci voulut remplir scrupuleusement le devoir qu'il se croyait imposé par la Sainte-Alliance, et s'acquitter avec loyauté des promesses qu'il avait faites à l'empereur François. Fidèle à cette opinion étrange, qui était la sienne : savoir : qu'il devait se faire le cham

pion de l'absolutisme et de la légitimité, quand bien même les intérêts de son empire et de sa nation devaient en souffrir, il témoigna le désir que l'épée de l'Autriche fût remise à une main plus forte. Il fondait de grandes espérances sur le jeune archiduc François-Joseph, auquel il se proposait de prêter le secours de son bras puissant, afin de rétablir l'autorité légitime, et de raffermir un trône qui glissait sur la pente de la révolution. A son avénement, le jeune empereur déclara solennellement devant l'Assemblée qu'il en respecterait le pouvoir constituant et remplirait loyalement toutes les promesses faites par son prédécesseur, touchant la liberté et l'égalité des nations. Peu de temps après, quand il fut assuré de l'appui et du secours de la Russie, sa première pensée fut de se débarrasser de l'Assemblée et de son contrôle gênant, et à peine eut-il reçu la nouvelle du premier avantage remporté sur les Hongrois, qu'il se hâta de la dissoudre, justement au moment où elle venait d'achever son projet d'une constitution basée sur une fédération de tous les Etats d'Autriche, ayant un pouvoir central et constitutionnel assez fort pour sauvegarder et défendre l'unité de l'Empire. A la place de cette constitution, l'Empereur en octroya une lui-même de

son plein gré, laquelle fut publiée le 4 mars 1849, A la vérité l'égalité des diverses nationalités, ainsi que leur libre développement, y était garantie; mais un peu plus tard elle fut déclarée *inexécutable* et retirée. Le gouvernement, après avoir, avec l'aide des Russes, triomphé de la résistance des Hongrois, se voyant libre d'agir comme il l'entendait, se crut dégagé de toutes ses promesses, et ne respecta plus aucun droit historique. On ne restitua plus aux peuples leurs anciennes constitutions. On fit et défit, à plusieurs reprises, de nouvelles organisations; on promit, on protesta même de temps en temps qu'on respecterait les nationalités; mais toutes les promesses, toutes les protestations sont restées jusqu'à ce jour une lettre morte, à moins qu'on ne prétende *que le conseil d'Etat renforcé* ne soit une garantie sérieuse de respect pour la nationalité historique et ethnographique des peuples autrichiens. Tout fut sacrifié à ce fétiche d'un pouvoir centralisateur et absolu, et pour y arriver plus facilement, on a jugé la langue allemande un moyen indispensable. Ainsi toute lutte de nationalités et d'idiomes a fini par une oppression générale, à l'avantage exclusif de la langue et non de la nation allemande. Profitant de la leçon, les diverses races

se sont rapprochées par une opposition commune, et si la force a pu momentanément mettre fin à la lutte, elle est loin de l'avoir entièrement étouffée. Déjà un bruit sourd se fait entendre, et de fréquents éclairs, précurseurs d'un orage prochain, sortent du sein de la race magyare, la plus patriote et la plus ardente de toutes.

CONCLUSION (1).

Après avoir considéré attentivement les penchants et les intérêts quelquefois contraires, ainsi que les luttes des diverses races autrichiennes entre elles, le lecteur se demandera peut-être : Est-il possible à l'Autriche d'employer d'autre moyen que la force matérielle, pour faire cesser tous ces différends,

(1) Voulant maintenir l'intégralité du texte de l'important travail que nous publions, nous avons cru devoir formuler des réserves préalables au sujet de quelques-unes des appréciations qu'il pourrait contenir. Ces réserves, comme il est naturel, s'appliquent plus spécialement encore à la conclusion de l'ouvrage, qui relève dans une moindre proportion des faits, et dans une plus grande des conceptions personnelles de l'auteur. Nous nous bornons donc à tenir compte des opinions émises par l'éminent écrivain politique qui nous a communiqué cette étude, sans en accepter l'entière responsabilité.

toutes ces luttes? pour concilier tous ces intérêts? A l'époque où nous vivons, la force brutale ne peut guère être regardée comme une base solide et durable d'un Etat, surtout depuis que le principe des nationalités a été proclamé et reconnu par trois grandes nations : la France, l'Angleterre et l'Italie, et que la nation allemande, aspirant aussi à l'unité, l'a pris pour drapeau. Si donc l'Autriche mérite encore d'exister, il faut lui donner une autre base, qui ne peut être, attendu l'insuffisance du droit historique, que ce même principe des nationalités, tant redouté par elle aujourd'hui. Autrefois l'Autriche avait une mission historique à remplir, celle de *défendre la chrétienté contre les Turcs*. C'est pour cela que les Hongrois et les Bohêmes offrirent d'un commun accord et spontanément la couronne des deux royaumes à la maison de Habsbourg. Depuis que cette mission a cessé, l'Autriche n'a plus de raison d'être : aussi a-t-elle perdu son prestige et les sympathies du monde civilisé, et n'est-elle plus considérée que comme une institution politique au profit d'une dynastie. Même en Allemagne, où elle dominait jadis moralement et matériellement, et avec raison, parce qu'elle était le défenseur naturel de ce corps qui a cent têtes et point de bras, elle a



perdu toute son influence politique; c'est la Prusse qui en a hérité; parce que son gouvernement est plus progressif, et que la population purement allemande en est plus nombreuse. C'est pourquoi dans l'état actuel des tendances de l'Autriche et à cause de la forme de son gouvernement, elle ne plaît ni à l'Allemagne ni aux autres pays qu'elle gouverne. Celle-là comme ceux-ci n'ont plus besoin d'elle et pourraient facilement s'en passer.

Si, au contraire, l'Autriche voulait se transformer en une institution politique destinée à sauvegarder, par l'union des forces, et des garanties réciproques, l'existence et le développement des petites nationalités qui vivent en elle ou autour d'elle, sans porter atteinte au principe d'égalité, elle aurait dans ce cas une raison d'être, et, en redevenant utile à ces petites nationalités, elle trouverait en elle-même un principe de vie plus fort et plus puissant que celui de la légitimité des dynasties, lequel est le plus faible partout où il se trouve en conflit avec le principe de nationalité. Celui-ci deviendrait alors la meilleure sauvegarde de la dynastie, qui le craint tant aujourd'hui.

En effet, la dynastie pourrait rendre des services immenses à ses peuples, en se faisant leur média-

trice, et en réprimant, par son pouvoir souverain et le prestige qui accompagne toujours la légitimité, tout excès de l'amour-propre national, contraire aux droits de la justice et de l'égalité. Cela étant, toutes les nations parviendraient enfin à s'entendre entre elles, et à respecter réciproquement leurs droits. Contentes de trouver dans cette union un point central, leur servant de pivot pour développer autour de lui leur autonomie, elles cesseraient de faire de l'opposition au gouvernement, qui, de son côté, n'aurait plus à craindre de force centrifuge. Si, par hasard, on prétendait qu'une pareille transformation de l'Autriche est impossible, pour notre compte nous n'hésiterions pas à prononcer que, dans ce cas, l'existence de l'Autriche elle-même est impossible.

Nous convenons de bonne foi que la transformation dont nous venons de parler est une tâche bien difficile, et plus encore aujourd'hui qu'en 1848. Pour l'entreprendre, il faudra briser avec toutes les traditions du passé et entrer sans arrière-pensées dans la voie des réformes constitutionnelles, avec la ferme résolution de ne plus trahir les principes qu'on aurait une fois adoptés, pas même de s'en écarter pour un avantage quelconque, dynastique, personnel ou momentané. La dynastie ne devrait

perdu toute son influence politiq nt sous sa qui en a hérité; parce que so allemande, plus progressif, et que la po le la dernière mande en est plus nombr nt d'avantage à l'état actuel des tendar et *Premyslide*, que de la forme de son g c'est-à-dire à proclamer l'Allemagne ni ar légitime de tous ses peuples Celle-là comme aro et slave au même titre qu'al- pourraient fr devrait abolir tous les priviléges d'une Si, au cr quelle qu'elle fût, et n'être que juste en une les Allemands, auxquels elle donnerait l'au- par l' nomie des provinces allemandes, et garantirait la l'e nationalité, par des institutions particulières, dans les districts et communes où ils se trouvent épar- pillés.

Quand il s'agirait de tracer les limites des nouvelles provinces, il serait bien difficile, et même impossible, dans quelques-unes, de laisser de côté les frontières historiques et de prendre, pour base unique de délimitation, la frontière ethnographique. Peut-être ne serait-il pas même convenable de trop froisser les souvenirs historiques. Mais il sera toujours possible, sans qu'il en coûte beaucoup, d'adopter le principe du *selfgovernment*, comme l'ont fait les Anglais, les Suisses et les Américains,

' liberté aux communes, et d'établir la des districts d'après leur nationa- 'rantirait le libre développement .s les écoles et dans l'adminis- .raient autonomes. Une nationalité .ante n'opprimerait plus les autres. Dans .ue province les deux ou trois langues principales pourraient être admises à la Diète provinciale, comme cela se pratique, sans inconvénient, dans la Diète fédérale suisse, où l'on peut se servir de trois langues. Au-dessus des Diètes provinciales, il devrait y avoir une assemblée générale, où toutes les nationalités seraient représentées, et à laquelle serait confiée la défense de tous les intérêts généraux de l'Union. Elle devrait, en outre, servir de médiatrice en cas de conflit entre les diverses nationalités, et juger souverainement leurs différends. Comme toutes les nations seraient alors intéressées au maintien de l'Empire, la question de la langue à employer dans l'administration centrale deviendrait une affaire de simple convenance et aurait bien peu d'importance, de sorte qu'on pourrait continuer à s'y servir de la langue allemande, si l'assemblée générale la croyait la plus propre à ce service. Cette nouvelle organisation, faisant taire toutes les

doléances et cesser toutes les rivalités, consoliderait le gouvernement autrichien, devenu alors, non plus l'oppresseur, mais le protecteur et le défenseur des nationalités.

Pour en arriver là, il faudrait, de la part de l'empereur, une conviction pleine et entière de la vérité des principes énoncés plus haut, une volonté ferme et le courage de les appliquer, enfin l'ambition, dans ce cas fort louable, de se faire le bienfaiteur de tous ses peuples sans distinction de races, par l'accomplissement d'un fait de la plus haute importance dans l'histoire. De la part des nations, il ne faudrait qu'un esprit de conciliation et de la bonne volonté. Des deux côtés une confiance réciproque. Malheureusement, les luttes et les événements de 1848 ont profondément ébranlé cette confiance. Nous l'avons vu. La constitution du 25 avril 1848, qui du reste ne convenait pas à l'Autriche, fut abrogée. Un manifeste impérial promit de charger les représentants du peuple de la rédaction d'une nouvelle constitution, tandis que la Diète de Hongrie et celle de la Croatie s'occuperaient à introduire dans l'administration de ces pays les réformes nécessaires. L'empereur François-Joseph, en montant sur le trône, assura que toutes les promesses de son pré-

décesseur seraient exactement remplies. Cependant, le 4 mars 1849 il renvoya l'Assemblée constituante de Kremsier, et octroya une charte, émanant de sa seule autorité. Pour en compléter l'ensemble, il donna ensuite des constitutions aux diverses provinces. On attendit en vain de jour en jour la convocation des assemblées provinciales jusqu'au 31 décembre 1851. Ce jour-là le gouvernement, jetant le masque, retira la constitution octroyée, et établit un gouvernement absolu, tel qu'il n'en avait jamais existé de pareil en Autriche en aucun temps. Le même jour, un décret du cabinet impérial annonça *les nouvelles bases* de la législation organique. Mais jusqu'à présent ce décret n'a pas reçu d'exécution. Après la bataille de Solferino, il y eut un moment où le gouvernement parut avoir compris que jusqu'alors il avait fait fausse route. Un manifeste impérial annonçait aux peuples d'Autriche que le gouvernement allait s'occuper des réformes propres à satisfaire leurs justes vœux. Après force délibérations, après qu'on eut consulté les hommes de confiance, les conservateurs les plus prononcés et les plus dévoués à la dynastie, et que ceux-ci eurent déclaré qu'une constitution était indispensable et de toute nécessité, on publia un décret impérial,

par lequel l'ancien conseil d'Etat était renforcé d'un certain nombre de nouveaux conseillers, *tous nommés par l'Empereur.* Ce décret fut accueilli, ou plutôt condamné, par le silence unanime de la presse des pays d'Autriche; aussi nous nous dispensons d'en parler. Après cela les nations qui gémissent sous le joug autrichien peuvent-elles encore avoir confiance dans le gouvernement et espérer qu'il ait la moindre envie et le courage d'opérer, dans son organisation, ces réformes radicales que tout homme sensé croit nécessaires et indispensables? Si les hommes d'Etat actuels ne sont pas à la hauteur de la situation, voudra-t-il se retremper en cherchant et en appelant à lui les hommes capables de toutes les nationalités? Enfin, si l'Autriche persiste dans son état politique, militaire et financier d'aujourd'hui, pourra-t-elle résister et ne pas tomber en lambeaux au premier choc dont elle est menacée d'un jour à l'autre?

.... ITCH.

FIN.



TABLE

Sceaux. — Typographie de E. Dépée.



LE PANLATINISME

ET

LE MEMORANDUM

DU

G^AL GARIBALDI

COMPARÉS

LETTRE A M. LE DIRECTEUR DU JOURNAL LA PRESSE

DANS LAQUELLE IL EST DÉMONTRÉ PAR DES EXEMPLES QUE

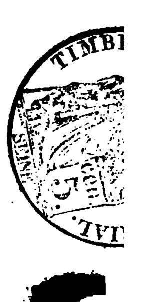
LE MEMORANDUM

A ÉTÉ

INSPIRÉ PAR LE PANLATINISME

PRÉCÉDÉE DE

AUX JOURNAUX — AVIS QU'IL FAUT LIRE



PARIS

PASSARD, LIBRAIRE-ÉDITEUR

7 RUE DES GRANDS-AUGUSTINS

1860

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7

AUX JOURNAUX

AVIS QU'IL FAUT LIRE

A PROPOS DU PANLATINISME.

L'auteur du *Panlatinisme* avait compté sur le concours et le patriotisme des journaux, et non sur leur opposition, pour la propagation d'une idee qu'il croit appelée à faire, dans un temps très-rapproché, non-seulement la fortune de la France, mais encore celle de tous les pays latins en général.

Il a le regret d'avoir à dire que, si l'on en excepte la *Revue des Deux Mondes*, le *Nouvel Organe* et la *Correspondance internationale* de M. Braine, tous les autres ont à ce sujet gardé le silence le plus absolu. Nous devons pourtant dire, pour être juste, que nous avons appris indirectement qu'un article était préparé pour être inséré dans un autre que la discrétion nous empêche de nommer d'avance.

L'auteur croit cependant qu'il y a assez longtemps qu'on propage l'erreur pour qu'il soit temps de commencer à propager la vérité, en ce qui concerne la question des races, si brûlante d'actualité.

Tandis que les journaux n'ont pas eu de documents pour les renseigner sur les erreurs qu'ils propageaient, ils étaient en quelque sorte excusables; mais des documents et pièces justificatives sans nombre ayant été réunis dans le *Panlatinisme*, et plus de quatre-vingts exemplaires de cet ouvrage ayant été distribués gratuitement à des journalistes, nous ne comprenons pas comment l'erreur continue de se propager comme par le passé, surtout si l'on réfléchit qu'on indique dans le *Panlatinisme* les sources où les renseignements qui y sont insérés ont été puisés, et qu'il est par conséquent difficile d'en contester l'exactitude et l'authenticité.

On ne comprend pas comment, par exemple, la plupart des journaux continuent de presenter la Hongrie comme étant le pays dont l'Occident doit tout attendre en Orient.

On ne comprend pas davantage comment ils continuent de présenter les Croates qui ne sont que douze cent mille, y compris ceux de la frontière militaire, en comptant les vieillards, les femmes et les enfants, comme étant le peuple dont l'Italie, qui possède vingt-six millions d'habitants, a tout à craindre et à redouter.

Il faut avouer que ces croquemitaines de Croates doivent être de bien terribles hommes pour, quoiqu'étant si peu nombreux, pouvoir, au dire des journaux, épouvanter l'Italie et même en quelque sorte l'Occident, si on voulait les en croire.

Qui se douterait, par exemple, en voyant combien les Croates sont honnis de la presse française, que s'ils se sont montrés si sévères envers les Italiens, c'est parce que ce sont des Italiens qui, en 1845, massacrèrent des Croates dans l'exercice de leurs droits constitutionnels (1)!

Que la mauvaise foi n'aille pas partir de là pour dire que nous entendons par là justifier la conduite des Croates en Italie : nous avons blâmé et blâmerons toujours ce qui est blâmable, mais nous devons aussi reconnaître la vérité là où elle est.

Qui se douterait aussi que ce sont ces mêmes Croates qu'on présente toujours comme les instruments du despotisme, qui sont les promoteurs de tout ce qui s'est fait en Orient au nom de la liberté et du principe de la reconstitution des nationalités? Que les premiers ils se sont soulevés contre l'oppression des Hongrois qui leur apportaient le vasselage, lorsqu'ils leur demandaient la liberté et l'égalité, qu'ils n'ont eu recours aux armes qu'après avoir usé de tous les moyens de conciliation?

Oui, il y a en Hongro-Croatie des oppresseurs et des opprimés, mais contraire-

(1) Voici ce qu'on lit dans l'ouvrage intitulé *la Croatie et la Confédération italienne*, avec une introduction, par Leouzon-Leduc, page 132. Paris, 1859.

« Laissons l'Allemagne avec la révolution, et revenons en Croatie où retentissent des cris [illegible] qui font oublier tous les cris de douleurs dont le peuple gardait la mémoire depuis l'horrible massacre accompli dans les rues d'Agram pendant les élections (du ban ou gouverneur) de 1845..... »

L'auteur ajoute en note :

« Les *soldats autrichiens*, d'un régiment *italien*, firent, le 29 juillet 1845, une des journées les plus sanglantes et les plus abominables de notre histoire. Et pourtant les Croates massacrés, au milieu de l'*exercice de leurs droits constitutionnels*, sont loin d'imputer à la nation italienne un aussi farouche procédé. *C'est sur l'instigation* des Hongrois que les Croates ont été ainsi massacrés (voir l'ouvrage en question).

ment à tout ce qui se dit et s'écrit en France, à ce sujet, ce sont les Hongrois qui sont les oppresseurs et les Croato-Slaves qui sont les opprimés; en Transylvanie l'oppression des Roumains par les Hongrois (Magyars) a été plus tyrannique encore. Nous portons le défi au plus fier et au plus audacieux adversaire ou antagoniste que nous puissions rencontrer de prouver le contraire de ce que nous avançons ici.

Si les Hongrois veulent se rendre dignes d'intérêt, qu'ils changent sincèrement de ton et d'allure vis-à-vis des peuples qu'ils opprimaient autrefois. On vante leurs actes d'héroïsme et leurs succès en 1848-49, mais il faut bien reconnaître que si l'Autriche n'avait pas eu toutes ses forces en Italie, elle n'aurait pas eu besoin du secours de la Russie pour dompter la Hongrie. Si on réfléchit qu'après une entrevue faite dans un but de conciliation et restée infructueuse, un envoyé de Kossuth dit à Jellachich en le quittant : « Je vous donne rendez-vous sur la Drave, » celui-ci répondit : « Je prends rendez-vous sur la Theiss, » et qu'il lui a tenu parole, il faut bien convenir que du côté des Croates il y a bien eu aussi des traits de bravoure; seulement la presse ne les a pas chantés.

Les journaux de Paris ne reçoivent leurs renseignements sur la Hongrie que par les Allemands ou de riches magnats hongrois qui, les uns et les autres, ont intérêt à celer la vérité, tandis que les Slaves (Croates et autres), ainsi que les Roumains (Valaques) de Hongrie et de Transylvanie, qui, dépouillés de tout par les Hongrois, lorsque ceux-ci se sont emparés de leurs biens, dont ils les ont dépossédés lors de la conquête de leur pays, vivant dans la misère la plus profonde, ne peuvent réussir à se faire entendre.

Les erreurs de tous genres, et les plus capitales, sont souvent répandues à profusion sur la Hongrie et sur les autres pays autrichiens. Tout le monde sait bien que l'Autriche n'est qu'un composé de nations, mais il ne faut pourtant pas partir de là pour en exagérer le nombre, et ce n'est pas sans regret que nous voyons dans une nomenclature des populations autrichiennes, que nous avons sous les yeux, les Bohêmes figurer sous trois noms différents :

1° Sous leur nom national de *Tscheks;*

2° Sous le nom de *Bohêmes,* reçu de leur pays lorsqu'ils sont venus l'habiter;

3° Enfin sous le nom de *Slaves* qui est le nom supérieur de leur race, comme Français est supérieur à Normand, à Manceau, Angevin, Poitevin, etc., comme Latin ou Gallo-Latin est supérieur à Français, Espagnol, Italien, etc.

Que l'on juge d'après ce spécimen de l'exactitude des renseignements que l'on débite journellement sur l'Autriche, ses populations et l'orient européen en général.

Un jeune Bohêmo-Slave, qui est venu nous voir dernièrement, et auquel nous disions que lorsque nous voyions des erreurs de ce genre elles nous faisaient rire, nous répondit : *Elles ne me font pas rire, moi, Monsieur; elles me font de la peine.*

Le jeune Bohême avait raison. Il est pénible de voir répandre de semblables erreurs par les organes qui devraient au contraire les combattre et propager la vérité.

Comme nous lui demandions s'il avait lu dans le *Panlatinisme* la note sur la Hongrie qui y est insérée, il nous répondit : « Oui, Monsieur, je l'ai lue avec beaucoup d'intérêt, car nous ne sommes pas accoutumés à en voir de semblables. »

Nous le répétons, toutes les erreurs en question proviennent des faux renseignements reçus d'Allemagne et de Hongrie. Les Hongrois et les Allemands ont si bien induit les journaux et ceux-ci le public en erreur qu'il sera très-difficile maintenant de rétablir ou faire connaître la vérité.

En donnant partout à entendre, et à force de croire que les Hongrois sont puissants en Orient et que l'Occident doit tout attendre d'eux, on a fini par le leur faire croire à eux-mêmes au point que l'un d'eux, le comte Z.., offrait dernièrement aux Allemands la protection de ses compatriotes contre la Russie et même contre tous les Slaves en général, ce qui a fait dire, en août dernier, à un rédacteur du journal *le Nord*, dans une série d'articles *très-bien faits* sur l'Autriche et ses populations : « *N'est-ce pas du dernier ridicule, de la part de M. Z., d'offrir à quarante millions d'Allemands l'appui et la protection de cinq millions de Magyars contre soixante-huit millions de Russes, ou plutôt quatre-vingt-cinq millions de Slaves?* » Puis il ajoute : « L'histoire de 1848 est là pour apprendre à qui ne connaît pas la statistique et l'ethnographie des pays de la couronne de Hongrie, que les dix et les quinze millions de Hongrois ne sont qu'une vaine jactance. »

On peut dire que si, après les Turcs, et peut-être les Tartares incorporés à la Russie, il existe dans tout l'Orient européen un seul peuple qui ne doive jamais *recouvrer* le rang qu'il a perdu, c'est incontestablement le peuple hongrois; aveugle *qui ne le voit pas.*

Celui qui voit les choses nettement, clairement, et sous leur véritable jour, ne *peut se faire d'illusion* à ce sujet : il ne peut que voir la déchéance et non le triomphe *de la race* magyare ou hongroise.

Les Hongrois ne possédant pas la mer ne peuvent plus former une nation indépendante et souveraine, ils ne peuvent plus être qu'une co-nation en s'associant et se confédérant avec un peuple maritime quelconque. Où est l'audacieux qui contestera l'exactitude de cette vérité? Où est l'aveugle qui contestera la lumière du jour?

Il paraîtrait, s'il faut en croire certains bruits à peu près incontestables, qu'il y aurait un semblant ou plutôt un faux semblant d'une tendance à une réconciliation entre les différentes races de la Hongrie; mais si les Slaves (Croates et autres) et les Roumains consentent à se réconcilier avec leurs anciens oppresseurs hongrois, ce n'est pas pour rentrer sous leur dépendance, mais au contraire parce que comme sur quatorze millions d'individus que renferme la Hongrie, il n'y a, comme nous l'avons dit, que cinq millions à peine de Hongrois, les autres populations se disent que, comme les députés seront nommés par le suffrage universel, les députés magyars seront moins nombreux à la diète que ceux des autres races réunies, et que, par conséquent, ceux-ci pourront chacun défendre leur nationalité. Voilà sur quelle base repose l'espérance qu'ont les Hongrois de recouvrer le rang qu'ils ont perdu et leur suprématie sur les autres races de la Hongrie.

S'il faut en croire le journal *le Nord,* les Hongrois feraient d'ailleurs peu de cas de cette réconciliation, et paraîtraient peu disposés à en tenir compte une fois débarrassés de l'Autriche. D'ailleurs présentement, loin de se montrer menaçants comme en 1848, ce sont au contraire eux qui font toutes les avances aux autres nationalités, qui obtiennent ainsi ce qu'elles demandaient et qu'on leur refusait en 1848, l'égalité des races.

L'auteur du *Panlatinisme* a la conviction que les journaux ne le laisseront pas seul combattre l'erreur et lui prêteront leur loyal, patriotique et désintéressé concours pour lever le voile qui couvre la vérité sur l'état actuel des choses en Europe; il est temps que cette vérité se fasse jour, que la France en particulier et la race latine tout entière sachent sur quelle herbe elles marchent, quel est le but vers lequel elles doivent tendre, non-seulement dans l'avenir, mais dès aujourd'hui même. « Qui a un but tout autre ne lui est rien, » que la France, que toutes les nations latines aient un but, celui de l'union. Il y a des heures suprêmes dans la vie des nations, où quelquefois tel quart d'heure équivaut à un siècle.

Napoléon, en 1814, s'entretenant avec Caulaincourt, duc de Vicence, au moment de mettre sa signature au bas de son acte d'abdication, s'écria : « Ah ! si mes généraux, qui ont eu tant de courage et si longtemps, en avaient eu deux heures de plus, je changeais les destinées. »

Les deux heures de la race latine s'écoulent dans ce moment, les passerons-nous dans l'inaction?

Ses destinées sont dans le plus ou le moins de promptitude que l'on mettra à la confédérer.

D'un côté la grandeur et la puissance, de l'autre la décadence et la ruine, le choix ne doit pas être difficile.

La race latine est en travail d'enfant; si les journaux le veulent, elle enfantera un géant. Le premier qui lui prêtera son appui, le premier aura bien mérité d'elle.

26 novembre 1860.

Nous donnons ici, pour ceux qui l'ignorent, la nomenclature des différentes races dont se compose l'empire d'Autriche.

RACE GOTHIQUE, GERMANIQUE OU TEUTONIQUE.

Deux groupes :

Premier groupe. ALLEMANDS proprement dits ou Germains, en Autriche.
— — dans la Styrie, un tiers et deux tiers de Slaves.
— — — le Tyrol allemand.

Dans les Provinces de Carinthie et de Carniole les populations sont également mélangées d'Allemands et de Slaves, comme dans la Styrie.

Deuxième groupe. GERMANO-SAXONS, en Transylvanie.

RACE TARTARE OU TARTARO-FINNOISE.

Deux groupes :

Premier groupe. HONGROIS proprement dits ou Magyars, en Hongrie.
Deuxième groupe. 1° HONGROIS proprement dits ou Magyars, en Transylvanie.
— 2° SZEKLERS, Sicules, Scythules ou petits Scythes (Hon Szeklers) en Transylvanie.

RACE SLAVE OU SLAVONNE.

(Anciens Scythes, Sarmates, Venètes, Wendes ou Vandales) (1).

Deux groupes :

Premier groupe. Au nord des États autrichiens :

1° SLOVAQUES, qui se divisent en :
SLOVAQUES proprement dits, dans la Slovaquie, au nord de la Hongrie;
TSCHEKS ou Bohêmes, en Bohême;
MORAVES, en Moravie;
GORALES, à l'est des Moraves.

2° GALLICIENS ou Polonais, dans la Gallicie ou Russie rouge, qui se divisent en :
POLONO-GALLICIENS proprement dits;
POLONO-RUTHENO-GALLICIENS (Ruthènes ou Ruthéniens) (2).

Deuxième groupe. Les ILLYRIENS, Iugo-Slaves ou Slaves du sud, au sud et au sud-ouest de la Hongrie, qui se divisent en :
WINDES ou Wendes, ou Slowenzes ou Slovènes (3); au nord des Croates.
CROATES, en Croatie (4);
SLAVONS ou Esclavons, en Slavonie;
DALMATES, en Dalmatie;
SERBES (5), que les Hongrois appellent aussi Raïtzes ou Ratzes.

RACE LATINE, ROMANE OU ROMAINE.

Deux groupes :

Les ITALIENS et les VALAQUES.

Premier groupe. Les ITALIENS, en Vénétie (6).

Deuxième groupe. Les ROUMAINS, Romains ou Romans ou Valaques (7) (Transyl-

(1) De même que nous avons porté autrefois les noms de Celtes et de Gaulois, de même les *Slaves* ont porté autrefois les noms de *Scythes*, de *Sarmates* et de *Venètes, Wendes* ou *Vandales*, et portent aujourd'hui celui de *Slaves* comme nous portons celui de Français. On ne le répètera jamais autant qu'on l'ignore.

(2) On donne encore aux Ruthéniens les noms de Rousniaques ou petits Russes, et celui de Malo-Russes. Voilà pourquoi il semble y avoir en Autriche un bien plus grand nombre de peuples qu'il n'y en a réellement.

(3) On a dans le *Panlatinisme* indiqué par erreur les Wendes comme différents des Slovenzes, c'est au contraire le même peuple connu sous ces deux appellations, et même d'autres encore, comme on le voit.

(4) Dussieux sur la carte n° 29 de son Atlas général subdivise les Croates en Croates proprement dits et en Esclavons, Morlaques et Uskokes; nous ignorons jusqu'à quel point sa classification est exacte; si nous devons en croire M. H. Desprez, *Morlaque* serait un nom de peuple roumain, et par conséquent latin; d'un autre côté, d'autres géographes rangent les Morlaques parmi les Slaves, c'est une question à examiner plus attentivement que nous n'avons le temps de le faire. Quant aux Esclavons, bien que *Slaves*, ils nous paraissent différents des Croates comme les Picards le sont des Normands. Le titre même de royaume de Croatie, de Slavonie et de Dalmatie que porte la contrée qu'habitent ces peuples, nous semble confirmer cette opinion.

(5) Les Serbes habitent dans le voisinage de la principauté de Serbie ou Servie, comme leur nom semble l'indiquer.

(6) La langue italienne est en outre parlée dans toutes les îles illyriennes et sur tout le littoral illyrien ou côté est de l'Adriatique jusqu'au delà de Raguse et près de Scutari.

(7) Nous dirons à propos du mot boyard, en usage chez les Valaques, pour désigner les seigneurs, que la Bavière, Boïère, Boioarie ou *Boarie*, a reçu son nom des Boii qui s'y réfugièrent lorsqu'ils furent chassés de la Boïem ou Bohême par les Marcomans.

Quelques historiens, et notamment Henri Martin, nous apprennent que des Gaulois se sont étendus dans la Gallicie et même en Ukraine. Il ne dit cependant pas qu'ils fussent Boii ou Boïens, mais nous serions presque tenté cependant de croire qu'il devait au moins s'en trouver de mélangés avec les autres, et qu'ils auraient donné leur nom à la noblesse des principautés roumaines et même d'une partie de la Russie, car le nom de *Boiarie*, donné dans les principautés au corps de la noblesse ou des seigneurs (boyards) ne nous semble pas sans analogie avec celui de *Boarie*, donné anciennement à la Bavière avec lequel il est presque identique sous le rapport de l'orthographe. Nous sommes d'autant plus fondé à le croire que Destrilles, dans les *Confidences sur la Turquie*, nous apprend que *boyard* signifie *guerrier*.

Voici encore l'explication de ce mot, telle que nous la trouvons dans l'*Histoire des Principautés danubiennes*, par Élias Regnault, page 31. in-8, 1855 :

« Le boyar, du mot *boiu* (bellum), ne signifiait d'abord que belligérant, militaire. »

Ajoutons encore qu'Henri Martin nous apprend, page 17, tome Ier de sa nouvelle édition, que *Boïes ou Bogs,* ancien nom des *Boii* ou *Boïens*, signifie les *terribles*, ce qui n'est pas non plus sans analogie *avec le mot guerrier.*

Le chapitre 8 des Confidences sur la Turquie, de Destrilles, 2e édition, 1855, page 150, est intitulé : *Roumanie. — Des principautés Moldo-Valaques. Des traités. — Du hospodarat. — De la boiarie. — ...ns. — Des Tzinganes.*

...ns Masselin, *Dic Geographique*, tome 8, p. 122 : BAVIÈRE, Boaria (Bayern), roy. d'Allem., etc.

vains), en Transylvanie, dans la Bukovine, le Bannat, et dans la Hongrie proprement dite.

Nota. Les Valaques de Transylvanie se nomment eux-mêmes Roumains, comme ceux de Valachie. Les Allemands les appellent Romans, c'est-à-dire Romains.

Il y a en outre en Autriche environ :

707,000 Juifs;

84,000 Bohémiens, qu'il ne faut pas confondre avec les Tschekko-Bohêmo-Slaves;

16,000 Arméniens.

Ainsi qu'on le voit par le tableau qui précède, non-seulement l'Autriche renferme des populations de toutes les grandes races européennes, mais, malheureusement pour elle (l'Autriche), chacune de ces races est scindée ou divisée en deux groupes.

Il n'y a que l'Autriche au monde qui présente un spectacle aussi bizarre et aussi singulier.

LETTRE A M. LE DIRECTEUR DU JOURNAL *LA PRESSE*

On lisait dans *la Presse* du 21 octobre dernier :

« Nous publions la pièce mentionnée hier par le télégraphe sous le titre de *Memorandum.* C'est une sorte de projet de paix perpétuelle, inséré dans le journal de M. Alexandre Dumas, et portant la signature du général Garibaldi. On assure que le dictateur songe plus que jamais à se retirer, et cette pièce est peut-être son testament politique. . . . .

« A. Nefftzer. »

Au nom de l'auteur et dans l'intérêt de la vérité, l'éditeur du *Panlatinisme* a cru devoir adresser à M. le directeur du journal *la Presse,* la lettre suivante :

Monsieur le directeur,

J'ai publié comme éditeur, dans le courant de septembre dernier, sous le titre de « *Panlatinisme,* » confédération gallo-latine et celto-gauloise, etc., un volume in-8, qui a été annoncé dans le *Journal de la Librairie* du 15 du même mois, sous le N° 8348.

Le 21 de ce mois, *la Presse* publiait un *memorandum* du général Garibaldi, à la rédaction duquel a présidé la même pensée que celle qui a présidé à la rédaction du « Panlatinisme. »

La similitude qui existe entre ces deux écrits fait un devoir à l'auteur du « Panlatinisme » de la signaler au public, afin qu'à un moment donné les personnes qui n'ont pas connaissance de l'existence de ce dernier ouvrage, ne puissent pas croire qu'il ne soit que le développement des idées que le général Garibaldi vient de jeter en substance, et, même si l'on veut, en essence dans le public.

Voici, Monsieur, quelques-uns des rapprochements qui existent entre le « Panlatinisme » et le memorandum du général Garibaldi, rapprochements que vous êtes prié de vouloir bien, ainsi que cette lettre, placer sous les yeux des lecteurs de *la Presse* (1). (Voir ces rapprochements pages 10 et suivantes.)

L'auteur a la conviction qu'à la lecture de ces fragments vous vous rendrez à l'évidence et reconnaîtrez avec lui la ressemblance, à l'étendue près, qui existe entre les deux écrits.

Il pense également que le général Garibaldi auquel bientôt, il l'espère, l'Italie sera redevable de sa belle unité, est assez riche de gloire, pour n'avoir pas à envier le travail d'autrui et que dès qu'il en aura connaissance, si, contre sa pensée, il ne l'a déjà, il s'empressera de reconnaître que l'idée qui a présidé à la rédaction de son memorandum avait déjà été émise avec quelques variantes dans le « Panlatinisme » six semaines auparavant.

L'auteur est convaincu qu'avec son beau caractère, et animé du désir de faire le bien, le général Garibaldi, dont tous les instants doivent être occupés dans ce moment à des travaux d'un autre ordre, aura commandé un travail de ce genre et que la personne chargée de le faire se sera à son insu inspirée du « Panlatinisme, » ce qui du reste, *les faits étant connus*, ne peut être que très-flatteur et très-honorable pour l'auteur de ce dernier ouvrage.

Maintenant, qu'ainsi qu'il y a lieu de l'espérer, que l'idée primitive qui a présidé à

(1) On avait seulement demandé l'insertion dans la Presse des passages placés entre deux

la rédaction du memorandum n'est pas du général Garibaldi, mais au contraire de l'auteur du « Panlatinisme, » peut-être cela pourra-t-il modifier le jugement porté jusqu'à ce moment sur le memorandum, peut-être, pour nous servir d'une expression populaire et quelque peu triviale, dira-t-on, que *c'est une idée renouvelée des Grecs*. Il ne serait pas impossible en effet que cette idée eût quelque analogie avec l'amphictyonie grecque; mais, pages 22 et 23 de son ouvrage, l'auteur raconte comment elle a pris spontanément naissance chez lui et à cette époque (n'ayant jamais fait d'études); il ignorait qu'il eût jamais existé une amphictyonie dans la Grèce, et aujourd'hui encore il ne sait qu'en bégayer le nom et pas autre chose (1). D'ailleurs lors même que cela serait, serait-ce un motif pour qu'une forme nouvelle ne pût être donnée à une idée de ce genre? Gœthe a dit:

« Il n'est rien de sensé qui n'ait déjà été pensé, mais on doit seulement tâcher de le penser encore une fois. »

L'idée d'une confédération soit latine, soit européenne ou même universelle, ne nous semble nullement exclue de cette pensée, et rien ne dit même que celle émise à ce sujet dans le « Panlatinisme » soit arrivée à la dernière forme qui puisse lui être donnée. L'astronomie, la physique, la chimie et ces sciences exactes qu'on nomme les mathématiques, elles aussi ne sont pas nouvelles. Cependant sont-elles arrivées au niveau qu'elles doivent atteindre? ne font-elles pas tous les jours des progrès? n'arrive-t-il pas journellement qu'en observant plus attentivement un objet quelconque on lui découvre des choses que jusqu'alors on n'avait pas aperçues? La planète Leverrier a-t-elle été créée exprès pour qu'il en fît la découverte? assurément personne ne le croira, cependant personne avant lui ne l'avait même supposée. Ne dit-on pas d'un esprit mal fait qui ne trouve jamais rien de bien: *Il découvrirait des taches au soleil?* Sans doute à l'époque où ce proverbe a pris naissance le soleil apparaissait plus pur qu'aujourd'hui, mais en est-il de même présentement? Non? On peut donc, comme nous venons de le dire, en examinant plus attentivement une chose quelconque, lui remarquer des particularités inconnues jusque-là. Donnez-vous la peine de relire, page 38 du « Panlatinisme, » la première phrase des Mémoires de César, puis vous verrez si, quoique ayant été lue des millions de fois, tant en latin qu'en français et autres langues modernes, par les hommes les plus éminemment distingués de l'Europe, on l'a jamais interprétée de la manière dont elle l'est dans le passage que je viens de citer. Peut-être dira-t-on que ces questions sont étrangères à celle qui nous occupe; nous répondrons que le jugement ou les jugements futurs que l'on pourra porter sur les écrits qui motivent cette lettre ne sont pas étrangers aux jugements qui en ont déjà été portés, notamment à celui de *la Presse*. Les journaux, nous ne l'ignorons pas, se plaignent fréquemment des développements donnés aux réponses que nécessite quelquefois leur rédaction; lorsqu'on se donne la peine de faire des observations, c'est pour qu'elles soient comprises; si elles ne répondent pas à l'objet qui les a provoquées, parce qu'elles sont insuffisantes, elles manquent leur but; il serait d'ailleurs étrange que celui qui, tranquille chez lui, est appelé dans la lice, n'eût pas le droit de se défendre au moment de la joute ou du combat. Vous reconnaîtrez d'ailleurs, je l'espère, Monsieur, par l'exemplaire complétement annoté du memorandum, que l'auteur eût pu développer davantage les observations contenues dans cette lettre; il pense qu'ayant donné de la publicité au memorandum, vous voudrez bien aussi en donner aux observations qu'il suscite; il est convaincu que loyalement on ne peut lui refuser cette justice, et que légalement il peut être en droit de la demander. Les journaux qui ont reproduit le memorandum sont également invités à reproduire cette lettre; l'auteur du « Panlatinisme » dit, page 134 de son livre, qu'il faut procéder par ordre pour réorganiser l'Europe; il pense qu'il faut aussi procéder avec justice, et il a l'espérance qu'on s'empressera de la lui rendre; à chacun selon ses œuvres, l'Italie aux Italiens et le « Panlatinisme » à son auteur; à César ce qui est à César. L'auteur tient à ce que la vérité se fasse jour et que le public la connaisse. Sa réclamation est légitime; accueillez-la favorablement et de bonne grâce; que les choses se passent convenablement de tous côtés et ce sera également honorable pour tout le monde. Lorsqu'on s'est occupé pendant quinze ans d'une chose (le Panslavisme); dix ans

(1) Lorsqu'on voit un journaliste rédacteur d'un grand journal de Paris dire des Slaves du sud (Iugoslaves), qui sont tout au plus douze ou quatorze millions, qu'ils forment les cinq huitièmes de la race slave, qui ne s'élève pas à moins de quatre-vingts millions;

Lorsqu'on en voit un autre, en parlant de la reconstitution des races, dire de reconstituer une Hongrie *avec dix millions d'individus*, tandis qu'il n'y a pas cinq millions de Hongrois;

Lorsqu'on voit le même journaliste dire que la race grecque se trouve en majorité en Turquie, où il y *a plus de trente millions* d'individus, tandis qu'il n'y a pas, tant en Europe qu'en Asie, trois millions de *Grecs, on peut être* excusable d'ignorer qu'il ait existé une amphictyonie dans la Grèce. Ce ne sont pas *à ceux qui sont si peu* au courant de l'histoire moderne, qui se montreront bien exigeants sur les con*naissances que l'on peut* avoir sur l'Europe ancienne.

d'une autre (le Panlatinisme); et sept ou huit ans d'une autre encore (la question du double nom des Gaulois et des Celtes), on y tient, c'est naturel.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien insérer cette lettre dans votre prochain numéro et d'agréer mes salutations distinguées,

Pour l'auteur du « Panlatinisme, » PASSARD,

Libraire-éditeur, 7, rue des Grands-Augustins.

Paris, le 26 octobre 1860.

Aujourd'hui, fin novembre, *la Presse* n'a pas encore daigné répondre.

On nous écrit que l'idée exprimée par le général Garibaldi « n'est pas plus de l'auteur du *Panlatinisme* que d'Henri IV, qu'elle est de tout le monde et à tout le monde. » Nous savons bien que pour donner le change, au lieu d'une confédération latine, le rédacteur du *Memorandum* change les termes et parle d'une confédération européenne dont il est question depuis longtemps; mais qu'on lise les divers rapprochements du *Memorandum* et du *Panlatinisme*, puis on verra si l'idée émise dans le *Panlatinisme* n'est pas souvent répétée pour ainsi dire mot pour mot dans le *Memorandum*.

Vouloir confédérer l'Europe dès à présent, ce serait vouloir mettre un glaive à deux tranchants et fraîchement affilé entre les mains d'un enfant en bas âge, ce serait vouloir donner du vin à cet enfant lorsqu'il n'a besoin et ne demande que le sein de sa nourrice, ce serait enfin vouloir faire la récolte avant d'avoir préparé le terrain et fait les semences. Pourquoi ne pas vouloir tout de suite confédérer avec nous tous les sauvages du monde entier, les Patagons, les Iroquois, Algonkins, têtes plates et autres, et leur dire d'envoyer leurs députés au parlement, on n'y reconnaîtrait plus la mère d'avec l'enfant, le monde serait renversé, ce seraient les pieds qui gouverneraient la tête, et nous ne serions plus maîtres chez nous.

Quant à l'idée d'une confédération latine, il faut bien croire qu'elle n'est pas aussi connue qu'on paraît le supposer, puisqu'un journaliste rédacteur du journal auquel travaille celui qui nous dit que l'idée de Garibaldi n'est pas nouvelle, sur une observation qui lui était faite par nous il y a environ trois ans, insérait dans ce même journal la phrase suivante : « *Rien n'annonce, même de la façon la plus lointaine, une fédération latine.* » Cependant nous lui disions dans la lettre que nous lui adressions à ce sujet, qu'il en était parlé dans l'ouvrage intitulé *le Monde Slave,* par Cyprien Robert, publié six ans auparavant.

Ajoutons que le même rédacteur vient, à propos de l'attitude passée et présente du Nord vis-à-vis du Midi, d'écrire : « Nous n'avons pas été les premiers à le dire, et on le dira encore après nous : il n'est pas possible que les peuples de l'Occident, en face de cette ligue du Nord qui a eu pour but et pour nœud le partage de la Pologne, et qui, si la France n'y eût fait obstacle, se fût bien certainement partagé d'autres pays, *il n'est pas possible que les peuples de l'Occident ne s'unissent pas.* » On voit par là que le temps d'une confédération latine qui, il y a trois ans, paraissait si éloigné, s'est considérablement raccourci. Ce qui, du reste, prouve la franchise et la bonne foi de celui qui en convient.

Quant au journaliste qui nous écrit que « l'idée exprimée par Garibaldi n'est pas plus de l'auteur du *Panlatinisme* que d'Henri IV, » nous voudrions bien savoir s'il était lui-même bien au courant de la question traitée dans le *Panlatinisme* lorsqu'il écrivait il y a dix-huit mois (juin 1859) : « Vu les dispositions des peuples hongrois, polonais et slave, etc. »; nous serions curieux de savoir quelle différence il fait entre des Polonais et des Slaves; pour nous, nous n'en faisons aucune, attendu qu'il n'y en a pas non plus, et que les Polonais sont Slaves comme les Normands, les Picards et les Tourangeaux sont Français, comme les Français, les Italiens et les Espagnols sont Latins ou Gallo-latins, parce que leurs langues sont issues du latin.

N'est-il pas pénible de voir un homme d'esprit et de talent opposer et mettre en parallèle des idées plutôt dignes de faire pitié que d'exciter l'envie, et qu'on croirait imaginées par des échappés de Petites maisons, à la marche naturelle, régulière et progressive indiquée dans le *Panlatinisme,* idée qui a semblé si rationnelle à l'homme qui dans ce moment personnifie l'Italie et fixe les regards du monde, qu'il n'a pas hésité à l'adopter pour sienne?

Si on conteste que l'idée exprimée par le général Garibaldi soit de l'auteur du *Panlatinisme*, c'est peut-être beaucoup dire en disant qu'elle n'est pas non plus d'Henri IV; que l'on consulte *le Siècle* du 30 novembre dernier pour voir ce qu'il en pense.

Dira-t-on aussi que l'idée que Belges signifie Gaulois, que les Belges sont les véritables Gaulois, et que les Celtes ne l'étaient pas, est de tout le monde et à tout le monde, lorsque tout le monde jusqu'à ce moment a dit le contraire? Au point qu'il va falloir à ce sujet changer tous les livres d'enseignement d'histoire et de géographie ancienne, sous peine d'enseigner volontairement l'erreur, et au point également qu'une personne de la connaissance de l'auteur lui disait dernièrement : « On n'écrira *plus rien* sur l'histoire de France sans vous consulter. »

Ainsi qu'il l'annonce page 233 de son ouvrage, l'auteur se propose de terrasser prochainement encore une idée de tout le monde et à tout le monde, et si ses occupations le lui permettaient, ce ne serait pas la dernière, car il en voit d'autres qui sont aussi fausses et *aussi généralement adoptées par tout le monde.*

Répétons-le, lors même que l'idée émise dans le *Panlatinisme* ne serait pas nouvelle, ne pourrions-nous pas encore dire avec Gœthe :

« On peut reconnaître l'utilité d'une idée et ne pas savoir encore parfaitement s'en servir. »

Combien y a-t-il de gens qui ont l'idée et l'ardent désir de faire fortune, qui en ont les moyens, et qui cependant n'en trouvent pas le chemin !

Il s'agit de savoir si l'auteur du *Panlatinisme* indique le moyen de se servir de celle qui est de tout le monde et à tout le monde. On peut d'ailleurs voir, pages 128 et suivantes de son ouvrage, ce qu'il pense *de la nouveauté de son idée.*

Pour l'auteur du Panlatinisme :
PASSARD.

Novembre 1860.

LE PANLATINISME

ET LE

MEMORANDUM DU GÉNÉRAL GARIBALDI

COMPARÉS

MEMORANDUM
DU
GÉNÉRAL GARIBALDI

PUBLIÉ

Le 21 octobre par le journal *La Presse.*

—

On nous écrit du quartier général de **Garibaldi :**

. . . .

« Voilà toutes les nouvelles militaires que j'ai à vous envoyer, et elles ne valaient pas la peine de vous les écrire. Ce qui m'a conduit à vous envoyer cette lettre, c'est le curieux document que je vous transmets. C'est un projet dû à la plume de Garibaldi, et vous verrez qu'il porte l'empreinte de *l'originalité*[0] de son caractère. Je vous le donne pour authentique, et je crois que la *Presse* sera le premier journal qui le publiera ; car celle que je vous envoie, c'est une épreuve qui vient de m'être donnée par un officier de l'état-major du dictateur. Je vous laisse le soin de juger de l'importance politique de cet essai, que les diplomates ne manqueront pas de qualifier de fantastique.

« On doit cependant tenir compte au général du désir qu'il a de voir l'Europe tranquille et heureuse, et l'humanité reposer sur des bases plus solides et conservatrices.

« Il pourra se tromper dans ses appréciations, mais, croyez-le, ses vœux pour la paix et le bonheur universel ne sauraient être douteux. Le grand guerrier des luttes nationales ne désire pas mieux que de retourner à son île de Caprara pour se vouer à la culture de son jardin.

—

De l'état présent de l'Europe ; de ce qu'elle pourrait être dans l'intérêt des gouvernements et des peuples.

[« *Il est à la portée de toutes les*

LE PANLATINISME
CONFÉDÉRATION
GALLO-LATINE

ET CELTO-GAULOISE

Publié le 8 septembre 1860[1].

—

[0] Le mot *originalité* dont s'est servi votre correspondant pour qualifier le *memorandum* du général Garibaldi n'est pas nouveau dans son application soit directe, soit indirecte, aux idées émises dans le volume du « Panlatinisme, » car on lit dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 septembre dernier, à propos de cet ouvrage : « il (l'auteur) soutient en passant cette thèse *originale* que les Belges sont les véritables Gaulois et que les Celtes ne le sont pas. » Et dans un numéro du *Courrier de Luxembourg* publié avant le 18 septembre : « Le *Panlatinisme*, c'est-à-dire une confédération, etc. Cette donnée *originale* est suffisamment développée, etc. » Enfin un jeune journaliste faisant verbalement à l'éditeur la demande d'un exemplaire de l'ouvrage pour en rendre compte dans la *Revue contemporaine* s'est aussi servi du mot « *original* » en parlant de son contenu.

—

(1) *Le Panlatinisme, Confédération gallo-latine et celto-gauloise; Contre-Testament de Pierre le Grand et Contre-Panslavisme*, ou *Projet d'union fédérative des peuples* gallo-latins : *les Français, Belges, Italiens, Espagnols et Portugais;* Gréco-latins : *les Grecs libres;* Anglo-Gallo-Latins : *les Anglais;* Celto-Gaulois, de race pure : *les Irlandais*, Écossais, Gallois, Cornouaillais, etc.; ouvrage suivi du Traité de Paris, de ses Annexes, etc. 1 vol. in-8°, prix : 8 fr. 50 c.

MEMORANDUM

« *intelligences* [1] que l'Europe est bien « loin d'être dans un état normal, et con- « venable à ses populations.]

« La France, qui occupe sans contre- « dit le premier rang parmi les puis- « sances européennes, maintient *six* « *cent mille soldats* [2] sous les armes, « une des premières flottes du monde, « et une quantité immense d'employés « pour sa sécurité intérieure.

« L'Angleterre n'a pas le même nom- « bre de soldats, mais une flotte supé- « rieure et un nombre supérieur peut- « être d'employés pour la sécurité de « ses possessions lointaines.

« La Russie et la Prusse, pour se main- « tenir en équilibre, ont besoin aussi de « solder des armées immenses.

« Les États secondaires — ne fût-ce « que par esprit d'imitation et pour « *payer de présence* — sont obligés de « se tenir proportionnellement sur le « même pied.

[« *Je ne parlerai pas de l'Autriche* [3] « et de l'empire ottoman, condamnés à « finir, pour le bonheur des malheu- « reuses populations qu'elles oppriment « depuis tant de siècles.]

« Enfin, on peut avec raison se de- « mander : pourquoi cet *état agité* [3] *bis* « et violent de l'Europe? Tout le monde « parle de civilisation et de progrès !... « Il me semble que nous ne différons pas « beaucoup — au luxe près — des temps « primitifs, où les hommes *s'entre-dé-* « *chiraient* [4] pour s'enlever une proie. « Nous passons notre vie à nous *mena-* « *cer* [4] *bis* continuellement et réciproque- « ment; tandis qu'en Europe la grande « majorité, non-seulement des intelli- « gences, mais des hommes de bon sens, « comprend parfaitement que l'on pour- « rait bien passer cette pauvre vie sans « ce perpétuel état de menace et d'hos- « tilités des uns contre les autres, et « sans cette *nécessité* [5] — qui semble « fatalement imposée aux peuples par « quelque ennemi secret et invisible de « l'humanité — de s'entre-tuer avec tant « de science et de raffinement.

[« Par exemple, — supposons une « chose :

« *Supposons que l'Europe formât* « *un seul État.*

« *Qui songerait à la déranger chez* « *elle? — à qui viendrait-il cette idée,* « *je vous le demande, de troubler le* « *repos de l'Europe* [6], *— cette souve-* « *raine du monde* [7] *?*] .

[« Et dans cette supposition que nous « venons de faire, plus d'armée, plus de « flotte, et ces immenses capitaux arra- « chés presque toujours aux besoins et « *à la misère* des peuples, et *prodigués* « *à des services meurtriers* [8] et im-

PANLATINISME

[1] Nous avons tâché dans cet écrit de raconter les choses aussi simplement que possible, afin de mettre le récit *à la portée de tous*. Page 2.

[2] Que (l'Angleterre) n'ayant point d'armée de terre elle a eu au service de son industrie *cinq cent mille hommes*, un million de bras dans la force de l'âge, qui pour elle ont été une source de richesses, tandis que pour la France les mêmes hommes ont été dispendieux. P. 110.

[3] Que l'existence au cœur de l'Europe d'une machine de centralisation tout artificielle, d'une grande monarchie administrative et militaire, fondée sur une base contraire au principe des nationalités, est l'obstacle essentiel à l'établissement d'un ordre européen, libre, régulier, pacifique; [que ce n'est plus désormais *la Russie modifiable* et susceptible de s'améliorer et de se transformer, *mais le despotisme autrichien, irréformable et incorrigible par sa nature même*, qui barre à l'Europe le chemin du progrès,] la maintient sous le régime d'armées permanentes, régime également funeste à tous les intérêts financiers, politiques et moraux des nations, [3] *bis* et ne permet à l'Europe que des trêves *agitées* et point de paix. [Henri Martin, cité par l'auteur du « Panlatinisme. » P. 433-434.]

[[4] Unies ainsi par un lien fédératif, les races gallo-romaines et gauloises cesseront d'user leurs forces à *s'entre-déchirer* les unes et les autres par des guerres sanglantes et fratricides. P. 90.]

[4] *bis* et [5]. Que l'Angleterre cesse de *contrecarrer* la France, et que la France oublie ses griefs contre l'Angleterre; *la nécessité* le commande, tandis qu'elle ne commande point la guerre. P. 332.

[[6] *Confédérées ainsi, elles (les races gallo-romaines) pourront braver pendant des siècles les efforts du monde entier qui ne pourraient que venir se briser contre elle.* P. 92.]

[[7] *Le titre de reine de toutes les mers* donné, page 91, à la Méditerranée ne semble pas sans analogie avec celui de *souveraine du monde* donné ici à l'Europe.]

[[8] Unies ainsi par un lien fédér

MEMORANDUM

« productifs, seraient convertis à son « avantage dans un développement co- « lossal de l'industrie, dans l'améliora- « tion des routes, dans la construction « des ponts, dans le *percement des ca- « naux* [9], dans la fondation d'établisse- « ments publics et dans l'érection des « écoles, qui enlèveraient à la misère et « à l'ignorance tant de pauvres créatures « qui, dans tous les pays du monde, « quel que soit leur degré de civilisa- « tion, sont condamnées à l'abrutisse- « ment et à la prostitution de l'âme ou « de la matière, par l'égoïsme, le calcul « et la mauvaise administration des « classes privilégiées et puissantes.

« Eh bien! la réalisation des réformes « sociales que je mentionne dépend tout « simplement d'une puissante et géné- « reuse initiative; car, je vous le de- « mande, dans quelles circonstances « l'Europe a-t-elle présenté plus de « chance de réussite pour ces bienfaits « humanitaires?

« Examinons la situation où elle est à « cette heure.

[« *Alexandre II, en Russie, procla- « mant l'émancipation des serfs* [10] (1).]

« Victor-Emmanuel, en Italie, jetant « son sceptre sur le champ de bataille, « et exposant sa personne pour la régé- « nération d'une noble race et d'une « grande nation.

« En Angleterre, une reine vertueuse, « et une nation généreuse et sage qui « s'associe avec enthousiasme à la cause « des nationalités opprimées (2).

« *La France* enfin appelée à l'arbi- « trage de l'Europe par [11] *la masse de « sa population concentrée*, par la va- « leur de ses soldats et par le prestige « récent de la plus brillante période de « son histoire militaire.

« A qui donc l'initiative de cette « grande œuvre?

« Au pays qui marche en avant-garde « de la Révolution!

[« L'idée d'une confédération euro- « péenne — jetée en avant par *le chef de « l'empire français* [12] — et qui répan- « drait la sécurité et le bonheur dans le « monde, ne vaut-elle pas mieux que « toutes ces combinaisons politiques qui « enfièvrent et tourmentent journelle- « ment ce pauvre peuple?]

(1) Le n° 10 se trouve entre les n°s 2 et 3.

(2) Excepté pourtant la nationalité irlandaise et laissant l'Inde de côté.

PANLATINISME

races gallo-romaines et gauloises *cesse- ront d'user leurs forces à s'entre- déchirer* les unes et les autres *par des guerres sanglantes et fratricides*, se réunissant au contraire dans un but commun de grandeur et de puissance, [9] *perçant l'isthme de Suez (par un canal)*, etc. P. 90.]

[10] Voir le N° [3] où *la Russie* est qua- lifiée de *modifiable*, par Henri Martin.

[11] Il *y* a péril pour l'Europe... *par cette masse imposante de la popula- tion de l'empire chinois*. P. 82.

Nous ne plaçons cette observation ici que pour montrer le rapprochement dans les termes, bien qu'appliqués à un autre pays.

[[12] L'auteur du « Panlatinisme » n'a pas cru devoir mettre l'*Empereur* en avant dans cette circonstance, afin de ne pas nécessiter des désapprobations au gou- vernement, bien qu'il eût cependant plu- sieurs choses très-intéressantes à dire à ce sujet. Le plan d'organisation euro- péenne de l'empereur Napoléon Ier, in- séré pages 128 et suivantes, indique suffisamment le rôle qui semble appar- tenir à l'empereur Napoléon III dans ce grand travail de réorganisation et de ré- génération européennes; on verra aussi que c'est là ce qui a inspiré la dernière phrase du *memorandum*.

MEMORANDUM

[« *La pensée de l'atroce destruc-
« tion* [13] — qu'amènerait *un seul com-
« bat* [14] entre les grandes puissances occi-
« dentales — doit faire frissonner de
« terreur celui qui songerait seulement
« à en donner l'ordre, et probablement
« n'y aura-t-il jamais un homme assez
« lâchement hardi pour en prendre l'ef-
« frayante responsabilité.

[« La *rivalité* [15] qui a subsisté *entre
« la France et l'Angleterre*, depuis le
« XIVe siècle jusqu'à nos jours, *existe
« encore, mais avec une intensité infi-
« niment moindre aujourd'hui, et nous
« constatons cela à la gloire du pro-
« grès humain*, de sorte qu'une trans-
« action entre les deux plus grandes
« nations de l'Europe — transaction qui
« aurait pour but le bien de l'humanité
« — ne peut plus se placer parmi les
« rêves et les utopies des hommes de
« cœur.]

[« *Donc la base d'une confédéra-
« tion européenne est naturellement
« tracée* [16] par la France et par l'Angle-
« terre. *Que la France et l'Angleterre
« se donnent franchement*, loyalement
« *la main* [17] et [17 bis], *et l'Italie* [18], *l'Es-
« pagne* [19], *le Portugal* [20], *la Hongrie* [21],
« *la Belgique* [22], la Suisse, *la Grèce* [23],
« *la Roumélie* [24] viendront d'elles-
« mêmes, et, pour ainsi dire instinctive-
« ment, se ranger autour d'elles.

« *Enfin, toutes les nationalités divi-
« sées* [25] et opprimées, *les races* [26]
« *slaves* [27], *celtiques* [28], *germaniques* [29],
« scandinaves (1) — et la gigantesque
« Russie (2) comprise, — ne voudraient
« point rester en dehors de cette régé-
« nération politique *à laquelle les ap-
« pellerait le génie du siècle* [30].]

« Je sais bien qu'une objection se pose
« naturellement en réponse au projet
« qui précède.

« Que faire de cette innombrable
« masse d'hommes maintenant employés

(1) Nous ne savons vraiment pas pourquoi on a divisé les Goths en les appelant Germains et Scandinaves ; ces deux derniers noms sont des noms de sous-races, le nom supérieur de la race est celui de race *gothique*. Si dans le « Panlatinisme » on a ajouté germanique ou teutonique, ç'a été pour faire mieux comprendre, mais le nom supérieur n'a pas été omis comme il l'est ici.

(2) Le mot *Russie* est ici de trop, du moment qu'on a nommé la race *Slave* dont la Russie est en quelque sorte la tête, elle se trouve comprise.

PANLATINISME

[13] Les craintes et les appréhensions de l'Angleterre de voir la France l'envahir sont donc tout à fait puériles et chimériques ; il n'y a qu'un mauvais vouloir trop manifeste de sa part contre la France qui pourrait armer celle-ci contre elle, car il n'est nullement de l'intérêt de notre pays de s'engager dans une semblable guerre ; pourtant nous pensons que [si par un malheur trop regrettable l'Angleterre nous y poussait, *la lutte serait terrible de notre côté.*] P. 98, 99.

[14] Nous devons avouer pourtant qu'une simple bataille, *le moindre combat* dans lequel les Anglais eussent le dessous, etc., etc. P. 128.

[15] Nous ignorons ce qui se passe au juste en Angleterre vis-à-vis de nous, et nous ne supposons guère les Anglais animés de meilleurs sentiments que ceux que nous avons pour eux, [car il existe toujours chez nous un vieux levain d'une irritation qu'on pourrait appeler chronique, qu'il sera assez difficile d'extirper. *Il n'en faut pas désespérer pourtant.*] P. 99.

[[17] *Si l'Angleterre demande franchement la main*, ouvrons-lui les bras, ce sera la vengeance la plus belle, la plus noble et la plus sainte que nous puissions jamais tirer d'elle.] P. 232.

[[16] *Nous pensons qu'il faut procéder par ordre*, grouper les Italiens d'abord, la race latine (les pays latins) ensuite. C'est-à-dire [17 bis] *la France*, [22] *la Belgique*, [17 ter] *l'Angleterre*, [18] *l'Italie*, [19] *l'Espagne*, [20] *le Portugal* (*et* [23] *la Grèce*), nommée sur le titre (1)]. P. 134.

[Si les [21] *Hongrois* et les [24] *Roumains* du bas Danube] (2) recouvrent jamais leur liberté, le meilleur conseil qu'on pourrait leur donner, ce serait, quoique d'origines différentes, de se confédérer ensemble sous le patronage des puissances occidentales, etc., etc., p. 93.

[[25] *Si les autres races européennes*, sous-entendu les [26] races [27] *slave*, [28] *celto-gauloise*, [29] *gothique* ou *germanique*, *scandinave*, *tartare*, etc., doivent un

(1) Si la Suisse française n'est pas nommée, c'est parce qu'elle est liée à un autre État.

(2) Quoique d'origines différentes, c'est-à-dire les Hongrois, différents des Roumains, car ces derniers sont d'origine latine ou romaine ainsi que l'indique suffisamment leur nom. Disons cependant, d'après M. H. Desprez, que les Hongrois prétendent que les Sabins, pères des Sabines, étaient de race hunnique (hongroise) ou magyare. Un historien italien, M. Trucchi, nous disait verbalement il y a quelque temps, qu'il avait découvert la preuve qu'Attila, roi des Huns, était de race latine. Nous nous proposons, lorsque l'occasion s'en présenter[illegible] demander sur quelles raisons il s'

« dans les armes et dans la marine mi-
« litaire ?

« La réponse est facile :

« En même temps qu'on licencierait « ces masses, on se débarrasserait des « institutions aggravantes et nuisibles, « *et l'esprit des souverains*[31], cessant « d'être préoccupé d'ambition de *con-* « *quêtes, de guerre, de destruction,* se « tournerait vers la création d'institu- « tions utiles, et descendrait de l'étude « des généralités à celle des familles et « même des individus.

[« D'ailleurs, par l'accroissement de « l'industrie, par la sécurité du commerce, « *la marine marchande réclamerait*[32] à « l'instant même toute la partie active de « la marine militaire; et *l'incalculable* « *quantité de travaux*[33] créés par la « paix, par l'association, par la sécurité « engloutirait toute cette population ar- « mée, fût-elle double de ce qu'elle est.]

[« *La guerre, n'étant presque plus* « *possible*[34], les armées deviendraient « inutiles.] Mais ce qui ne serait pas inu- « tile, c'est de maintenir le peuple dans « ses habitudes guerrières et généreuses, « au moyen des milices nationales — « qui seraient toujours prêtes à répri- « mer les désordres, et quelque ambi- « tion qui tenterait d'enfreindre le pacte « européen.

[« Je désire ardemment que mes pa- « roles parviennent à la connaissance de « ceux à qui Dieu a confié cette mission « sainte de faire le bien, et ils le feront « certainement, préférant — à une gran- « deur fausse et éphémère — la véritable « grandeur, basée sur l'amour et la re- « connaissance des peuples[35].]

« G. Garibaldi. »

FIN DU TEXTE COMPLET DU MEMORANDUM.

jour venir prendre leur part du royal gâteau des Gallo-Romains, que ce soit en alliées, [30] *nous les y convions*, etc.] P. 92.

[31] Voir le rapprochement n° 8 où il est dit que les races gallo-romaines cesseront d'user leurs forces, et comparer avec l'esprit les souverains cessant d'être préoccupés de conquêtes, etc.

[Là (dans la Méditerranée) [32] *les flottes* les plus considérables du monde pourront se mouvoir à leur aise, *et* [33] *des millions de navires* de tous genres se croisant en tous sens et contenant dans leurs flancs les richesses du monde entier, les porteront aux extrémités de l'univers ou les en rapporteront; ce sera un va-et-vient continuel et le plus beau spectacle qui se soit jamais offert aux regards des hommes depuis la création.] P. 91.

[[34] Le monde entier pourra ensuite ne former qu'un seul peuple; ce sera alors la descendance d'Adam tout entière qui ne formera qu'une seule famille, et les égorgements d'hommes pourront cesser, *car les guerres seront finies.*] P. 135.

Nous ajouterons :

Il n'y aura plus alors de raison pour dire avec la Sagesse des nations : « Pendant la paix les enfants ferment les yeux de leurs pères, mais pendant la guerre ce sont les pères qui enterrent eux-mêmes leurs enfants. »

[35] Une de mes grandes pensées avait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés, les révolutions, la politique. Ainsi l'on compte en Europe, bien qu'épars, trente millions de Français, quinze millions d'Espagnols, quinze millions d'Italiens, trente millions d'Allemands. [J'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation : c'est avec un tel cortége qu'il eût été beau de s'avancer dans la postérité et la bénédiction des siècles. Je me sentais digne de cette gloire.] Napoléon Ier. P. 129.

Un des amis de l'auteur lui écrivait le 25 octobre : « J'ai lu le Memorandum de Garibaldi et reconnu qu'il était tiré de votre ouvrage. » Puis il ajoutait à propos de cet ouvrage : « Je souhaite sincèrement que vous retiriez la récompense bien gagnée par l'élaboration d'un tel travail. »

FRAGMENTS, PENSÉES ET OPINIONS

SUR LA

RACE LATINE ET LE PANLATINISME

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

On lit ce qui suit dans les Mémoires du marquis d'Argenson, qui fut ministre sous Louis XV :

Tant qu'il restera à l'empereur d'Autriche le moindre droit en Italie, son ambition sera de la conquérir tout entière. La France y met obstacle depuis deux siècles : sa mission est d'en chasser entièrement les Autrichiens sans nous accroître de ce que nous leur ôterons.

Le Pays, 27 juin 1859.

En 1815, l'Autriche s'était alloué la Lombardie et la Vénétie; mais son influence s'étendait plus loin que ces deux provinces. De 1815 à 1859, elle a exercé son influence sur toutes les parties de la péninsule, et lorsque cette influence d'un grand empire comme l'Autriche n'a pas suffi, elle a envoyé des armées pour renverser les assemblées, détruire les constitutions que les peuples avaient choisies et pour rétablir le régime absolutiste. De l'aveu même du premier ministre d'Autriche, ce système a failli. De son aveu, encore que, bien que d'après lui cette politique eût pour but le bonheur des peuples de l'Italie et fût destinée à favoriser la situation générale et l'équilibre de l'Europe, l'emploi de cette politique en Italie n'a produit que la haine des Italiens contre la domination autrichienne, et l'Autriche doit à l'avenir renoncer à cette politique.

Lord JOHN RUSSELL.

Chambre des Communes du 12 juillet. = *Siècle* du 15 juillet 1860.

La *Presse* cite cette réponse de Victor-Emmanuel à un homme qui se plaignait que les anciens républicains fussent mal vus : « Pour mon compte, je vous le déclare, je ne distingue point parmi ceux qui veulent ressusciter l'Italie, et tous me sont sympathiques, même ceux qui ne m'aiment pas. »

Le parti unitaire et national recrute des alliés dans tous les rangs, l'autre perd chaque jour du terrain. Il vient d'être abandonné par la Russie, qui aurait refusé de garantir les possessions du roi de Naples. Le prince Gortschakoff aurait dit : « Les beaux jours de la légitimité et de la solidarité absolues sont passés; nous avons sauvé l'Autriche; nous avons secouru la Prusse et défendu l'Allemagne; c'est bien le moins que nous pensions à nous. »

Siècle du 4 août 1860.

(*Correspondance particulière du* Siècle).

Madrid, 24 août 1859.

L'Espagne est bien loin d'être demeurée impassible en présence du mouvement qui entraîne les esprits en Italie, en France, chez tous les peuples de la race latine : la sincérité du régime constitutionnel, le développement indéfini des principes libéraux, voilà aujourd'hui ses tendances, ses irrésistibles aspirations.

Siècle du 30 août 1859.

Le Panlatinisme, Confédération gallo-latine et celto-gauloise, 1 volume in-8, Passard.

Voici encore un arrangement des limites européennes arrêté dans le silence du cabinet. Cette fois, le projet s'appuie sur la question des races, qui est si bien aujourd'hui à l'ordre du jour. Le *Panlatinisme,* on le devine, est opposé au *Panslavisme,* qui menace d'envahir l'Occident européen. L'auteur étudie les principales races qui peuplent l'Europe; il soutient en passant cette thèse originale [illegible] *Belges sont les véritables* Gaulois et que les Celtes ne le sont pas. Enfin, la

partie du livre, qui est composée d'une grande quantité de notes philologiques et descriptives, n'en est pas la moins intéressante. Quoique le projet de l'auteur puisse donner lieu à de nombreuses objections, il n'en a pas moins rendu service à la science par les recherches que son livre met au jour.

Revue des Deux Mondes, 15 septembre 1860.

La librairie Passard vient de publier un ouvrage qui traite une question des plus intéressantes par le temps qui court. C'est ce principe des nationalités, traité à un point de vue très-général. En vue des luttes que l'avenir prépare à l'Europe, l'auteur a voulu examiner s'il n'y aurait pas un moyen de les conjurer, en résolvant d'une façon définitive les questions auxquelles on n'a donné jusqu'à présent que des solutions provisoires. A côté du Panslavisme qui se dresse menaçant contre les nations méridionales, il propose d'établir, comme contre-poids, le *Panlatinisme,* c'est-à-dire une confédération de toutes les races gallo-romaines issues de la même souche. Cette donnée originale est suffisamment développée et ce livre témoigne de consciencieuses études faites sur les origines des races européennes.

L'auteur a jugé à propos d'accompagner sa publication du fameux testament de Pierre le Grand.

Courrier de Luxembourg.

Vienne, 15 septembre.

On assure que l'Empereur des Français a dit au prince de Metternich, avant le départ de celui-ci pour Vienne, que ce que l'Autriche aurait de mieux à faire serait de se décider à vendre la Vénétie. Il est donc probable qu'on adresse à notre cabinet des propositions à ce sujet; mais ici on est plus résolu que jamais à se maintenir en possession de la Vénétie. Personne ne songe à la céder volontairement, quelque élevée que soit l'indemnité pécuniaire qu'on offre.

Siècle du 20 septembre 1860. = Tiré de la *Gazette de Cologne.*

Dans une lettre publiée par le *Siècle,* le 18 septembre 1860, et datée de Madrid, 10 septembre, on lit le passage suivant, publié le 9 par la *Discussion,* principal organe des démocrates de Madrid :

« L'Italie, régénérée par la liberté, formera, dans le midi de l'Europe, un grand État latin dont la puissante influence contribuera au progrès de la civilisation moderne. L'intérêt qu'inspire la cause italienne est universel; mais à nous autres Espagnols, en particulier, elle nous inspire une sympathie toute fraternelle, parce que l'Espagne, comme la France et l'Italie, appartient à la race latine, parce que nos intérêts, notre mission, nos craintes et nos espérances *sont les mêmes.* »

Madrid, 18 septembre 1860.

Nous recevons un ouvrage dont le titre seul nous intéresse au plus haut degré. Ce n'est pas en effet sans une certaine émotion de curiosité que nous lisons en tête de ce livre nouveau-né : *Le Panlatinisme, Confédération gallo-latine et celto-gauloise ; projet d'union fédérative des peuples gallo-latins,* etc., etc.

Nous reviendrons amplement sur ce curieux ouvrage, en vente chez Passard, libraire-éditeur, 7, rue des Grands-Augustins.

Le Nouvel Organe, jeudi 20 septembre 1860.

A cause de l'immense importance des événements qui s'accomplissent en Europe et surtout en présence des prétendues coalitions annoncées, la coïncidence de l'arrivée de Napoléon III à Mahon, avec celle de lord Granville à Madrid, a causé dans le public une assez vive impression. L'un portant l'autre, les imaginations castillanes et l'amour-propre national vont galopant et supposent que la France et l'Angleterre se disputent en ce moment l'alliance de l'Espagne. En tenant la supposition pour vraie, et si l'Espagne était absolument forcée de faire un choix, je ne crois pas m'aventurer en affirmant que, en dehors de certaines régions élevées du monde officiel, les sympathies de ce pays seraient très-positivement acquises à l'alliance française. Mais, comme on redoute ici certaines influences qui dominent la cour et par la cour le gouvernement, le sentiment général est, *pour le moment,* que l'Espagne doit réserver tout entière sa liberté d'action et ne s'engager ni dans l'une ni dans l'autre alliance.

Siècle du 24 septembre 1860.

Typ. J. Claye.

FIN

BELGES N'ÉTAIENT NI CELTES NI GERMAINS, MAIS SIMPLEMENT BELGES (OU WELGES[1]) OU WELCHES, WELSHS, WAELS, GAELS, GALLS, GALLOIS, GAULOIS OU GALATES, ET QUE LES CELTES NE L'ÉTAIENT PAS.

Toute la Gaule est divisée en trois parties, dont l'une est habitée par les Belges, l'autre par les Aquitains, et la troisième par ceux que nous appelons Gaulois, *et qui, dans leur langue, se nomment Celtes.* Ces nations diffèrent entre elles par le langage, les mœurs et les lois. Les Gaulois sont séparés des Aquitains par la Garonne et les Belges par la Seine. JULES CÉSAR. Traduction Artaud; édition Panckoucke.

La race celtique s'est répandue dans l'Europe par diverses routes et à des époques qui sont antérieures à celles où commencent les connaissances historiques; ses invasions ont déterminé la formation des nations civilisées de l'antiquité; les peuples principaux de cette race sont dans l'ordre de leur arrivée, les *Pélasges,* les *Ibères* et les *Galls* ou *Keltes*[2].

LAVALLÉE.

La race teutonique remplaça la race celtique dans la partie que celle-ci abandonnait[3] et elle se trouva placée au nord des Galls dans toute la largeur de l'Europe depuis le pont Euxin jusqu'à la mer de Scandinavie. Les principaux peuples de cette race étaient les *Kimris*[4], voisins du Pont-Euxin et des Palus Méotides: les *Goths* qui peuplaient la presqu'île de Scandinavie; les *Teutons* voisins de la mer Baltique. LE MÊME.

NOTA. Voici les Belges désignés ici sous le nom de Kimris présentés comme d'origine teutonique ou germanique.

Trois ou quatre cents peuplades divisées en trois grandes familles, les *Celtes* ou *Galls,* les *Belges* ou *Kymris,* et les *Ibères* ou *Vascons* se partageaient anciennement le territoire gaulois. DURUY, *Histoire de France,* t. Ier. Paris, Hachette, 1860.

NOTA. Les voici présentés comme différents des Galls, ce qui devra paraître singulier si on veut bien réfléchir que c'est seulement dans la partie de la Gaule qui portait le nom de Belgique, que le nom de ces derniers s'est conservé jusqu'à nos jours chez les Wallons (ou Gallons), Gallois ou Gaulois, et ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que c'est dans le pays wallon, le pays des trouvères (l'Artois, le Cambrésis, etc.), que la langue d'oïl, la langue française, celle que nous parlons, a pris naissance. Si au nord du pays wallon on trouve aujourd'hui des Germains, cela n'a rien d'étonnant, les invasions franques doivent être comptées pour quelque chose, Henri Martin nous apprend en outre que Charlemagne transporta des Saxons dans la Flandre.

Les Gaulois sont nos ancêtres. Leurs tombeaux sont les plus anciens que l'on découvre en creusant notre sol. Les invasions romaines et franques ont modifié notre antique nationalité, mais seulement à la surface: le fond de la population attachée aux travaux de la terre toujours resta le même. . . . . . HENRI BORDIER et ÉDOUARD CHARTON.

Nos ancêtres, dans leur langue, se nommaient *Gaels.* Les Grecs les appelaient *Galates* ou *Keltes;* les Romains *Galli,* c'est de ce dernier nom que l'on a fait au moyen âge le mot *Gaulois.* . . . . LES MÊMES.

Jules César dit que ceux que les Romains appelaient Gaulois se nommaient eux-mêmes Celtes (Keltes). Voici maintenant MM. Bordier et Charton qui disent qu'ils se nommaient Gaels, et que ce sont les Grecs qui les nommaient Keltes; confusion que tout cela.

Dans l'intervalle des années 631 à 587 av. J.-C. le nord de la Gaule fut envahi et bouleversé par un peuple qui, dans la marche des races antiques, suivait les *Gaels primitifs.* C'étaient les *Kimris.* Ils se répandirent dans les îles Britanniques, dans la Gaule entière jusqu'à la Garonne, et se maintinrent en masses compactes entre le Rhin, par lequel ils avaient débouché, l'Océan et la Seine. Peu différents de la race gallique, ils se fondirent

1. Le W n'est ici que supposé pour montrer le rapprochement, mais supposé avec quelque apparence de raison, car M. H. Martin nous apprend que la permutation du B en W est fréquente dans les langues celtiques. Il eût même dû y ajouter le G, et dire que cette permutation existait aussi dans les langues ibériques, comme nous en avons ci-dessus un exemple dans Gascons, que M. Duruy écrit Vascons; on prononce indifféremment Bascons, Gascons, Vascons, qui ne sont que des variantes de Basque, Gasque, Vasque. Le B, le G et le W ont dû permuter de même dans Baëls, Gaëls, Waëls; de là *Belges* (ou Baels) en Belgique, Gaels, en Écosse, et Welshs (ou Waels) dans la principauté de Galles, que les Anglais écrivent *principality of Wales,* et cela, suivant que dans telle ou telle contrée on a adopté plus particulièrement le B, le G ou le W.

Voir ce que dit Henri Martin des premiers habitants des rives de la Garonne, que nous appelons Gascons, et qu'il nomme Basques ou Wasques dans le tome Ier de son *Histoire de France,* 1855, page 4.

En glissant un *a* entre les deux premières lettres de Belges, on a Baelges, et en permutant le W de Waels en B on a Baels, que dans les langues gothiques on doit prononcer Baelches; les Anglais écrivent Welshs, qu'à la manière française il faudrait prononcer Velces, et qu'ils prononcent Ouelches.

Un ancien professeur nous dit que nos ancêtres ne prononçaient pas leur nom Waels ou Gaels, mais au contraire Ouals ou même plutôt Hhouals, ce qui nous fait supposer que la prononciation du W anglais en *ou,* comme dans Oualter Scott pour Valter Scott, doit être d'origine gauloise, car dans les langues gothiques le W se prononce comme chez nous à la manière du V simple. Beaucoup d'observations pourraient *être faites à l'appui de* cette opinion, mais la dimension d'un prospectus ne le permet pas.

2. *Du mot celtique Gaels* les Grecs ont fait *Keltes*, et les Romains Galli. LAVALLÉE.

Si de Gaels les Grecs ont fait Keltes, que l'on nous montre la filiation et nous y croirons, en attendant *nous contestons.*

3. *C'est dont celle-ci était dépossédée* qu'il fallait dire.

4. *Appelé Cimmériens* par les Grecs et *Cimbres* par les Romains.

avec elle autant qu'ils la refoulèrent, et devinrent les Gaulois du nord qu'on appela aussi *Belges*. LES MÊMES.

Les Belges ne devinrent point les Gaulois du Nord parce qu'ils étaient les véritables Gaels, les autres étaient Celtes ou Keltes.

Dans les chroniques de l'Irlande, les envahisseurs de diverses races venus d'Angleterre *et du pays des Belges sont des Galls*. MOKE.

En parlant de la masse entière des peuples appelés Gaulois (les Gaulois et les Celtes), Michelet s'exprime ainsi : . . . . Le génie de ces *Galls* ou *Celtes* n'est d'abord autre chose que mouvement, attaque et conquête, etc. . . . .

Les Galls et les Ibères formaient un parfait contraste. . . . . . . MICHELET.

Lavallée dit que les Galls et les Ibères étaient Celtes, voici maintenant Michelet qui dit qu'ils formaient un parfait contraste ; d'après Moke ce seraient les Celtes qui seraient des Ibères. Voilà comme les historiens sont d'accord. Comment étudier l'histoire de notre pays en présence de semblables contradictions.

Les Galls ne se contentèrent pas de refouler les Ibères jusqu'aux Pyrénées, ils franchirent ces montagnes, s'établirent aux deux angles sud-ouest et nord-ouest de la Péninsule sous leur propre nom ; au centre, se mêlant aux vaincus, ils prirent les noms de Celtibériens et de Lusitaniens. . . . . LE MÊME.

Aussi loin que l'on puisse remonter dans l'histoire de l'occident on trouve la race des Galls occupant le territoire continental compris entre le Rhin, les Alpes, les Pyrénées et l'Océan. . . . . AMÉDÉE THIERRY.

La société politique (des Galls) avait pour éléments la famille ou la tribu. LE MÊME.

Telle était la confédération des *Celtes* ou tribus des bois qui habitaient les vastes forêts[1] situées alors entre les Cévennes, l'Océan, la Garonne et le pied des monts arvernes, etc. LE MÊME.

Les premiers hommes qui peuplèrent le centre et l'ouest de l'Europe furent les Gaulois, nos véritables ancêtres. HENRI MARTIN.

Les premiers hommes qui peuplèrent l'ouest de l'Europe furent les Ibères, qui furent suivis des Celtes, comme ceux-ci le furent des Gaels, Waels, Welshes ou Belges. On suppose même maintenant que des *Finnois* auraient précédé les *Ibères;* il est vrai qu'on prétend aussi que ces derniers étaient de race *finnoise,* peut-être les Ibères sont-ils mélangés de Finnois. C'est une question à examiner.

La race des Gaëls apparaît à l'origine de l'histoire divisée en un grand nombre de peuplades indépendantes, mais agglomérées en plusieurs groupes par des liens fédératifs. Un de ces groupes acquit une telle importance dans la Gaule primitive que son nom a été souvent attribué à la race gauloise tout entière : c'était la fameuse confédération des Celtes. LE MÊME.

Une population caractérisée par une témérité confiante, des dispositions guerrières, une intelligence vive et ingénieuse, des penchants aventureux et mobiles, paraît avoir habité depuis les temps les plus reculés cette grande contrée connue dans l'antiquité sous le nom de *Celtique*, puis célèbre sous le nom de *Gaule* et aujourd'hui illustre sous le nom de France. ABEL HUGO.

L'identité des Galls et des Celtes est admise par tous les écrivains anciens, c'était un même peuple connu sous deux appellations différentes. LE MÊME.

Pages 50 et suivantes du « Panlatinisme, » ces pensées et opinions sur nos origines se trouvent complétement réfutées en ce qui concerne les noms des Celtes et des Gaulois.

TABLE DES MATIÈRES DU PANLATINISME.

1. De ce qu'en Irlande Celte signifie habitant des bois, M. Amédée Thierry en conclut qu'il en a été de même dans la Gaule, mais les forêts dont il est ici question nous paraissent avoir pris naissance dans l'imagination de M. Thierry, au moins celles dont les Celtes auraient pris le nom, car nous ne contestons pas qu'il y ait eu des forêts dans la Gaule.

Singulier peuple que ce peuple celte pour aimer les bois et pour avoir la chance d'en trouver à son gré *partout où il porte ses pas.*

Les Celtes, Keltes ou Koiltes ont dû, en Irlande, donner leur nom aux forêts lorsqu'ils s'y réfugiés, et non le recevoir d'elles. Voilà pourquoi nous le supposons : Koilte y signifie à la fois *habitant des bois.*


UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 02818 2080


1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
UNIVERSITY OF MICHIGA
HENRY VIGNAUD
LIBRARY